

Résister, refuser, rassembler, débattre

Aujourd'hui, le problème central immédiat, qui concentre tous les autres, est celui des moyens politiques permettant aux salariés, aux chômeurs et à la jeunesse de se préparer à une confrontation prochaine sur des questions vitales. Pour les travailleurs du secteur privé comme du secteur public, la question cruciale est bien celle-là : comment se disposer pour faire face à la nouvelle phase d'agression contre leurs conditions quotidiennes de travail, d'enseignement, d'entrée dans la vie, de santé, de retraite, en un mot d'existence, dont la préparation est achevée et la mise en œuvre en attente provisoire. Car le seul véritable enjeu des deux élections successives, les présidentielles puis les législatives, est de savoir exactement quels hommes et quelles femmes, dans le contexte de quelle configuration politique précise, seront les exécutants de l'agression annoncée, celle qui a été préparée par le MEDEF et dont l'état-major du patronat se veut le chef d'orchestre. Au cours d'une discussion riche avec de nombreux militants, appartenant à différents courants politiques, le comité de rédaction de Carré Rouge a contribué à la mise en forme de la

« prise de position » relative aux élections, qui suit immédiatement cet éditorial. Ce document contient à nos yeux plusieurs éléments importants de réponse à la question cruciale qui vient d'être énoncée.

Le premier élément de réponse tient à l'indispensable restauration de l'indépendance politique complète à l'égard du Parti socialiste comme des formations de la gauche plurielle, le PCF de Robert Hue en tête, qui s'apprêtent à soutenir Lionel Jospin au second tour. Antoine Seillière vient de répéter en pleine campagne électorale (confirmant ainsi que le MEDEF en est un acteur majeur) ce qu'il avait déjà dit il y a quelques semaines, qu'il n'entend « labelliser » aucun candidat. Seillière est assuré que les idées de son organisation sur les réformes qu'il juge « indispensables », celles du système des retraites comme de l'administration publique, progressent à « gauche » autant sinon plus qu'à droite. Il est vrai qu'au cours de ses cinq ans de gouvernement, Lionel Jospin a plus privatisé, avec l'aide notamment du ministre des Transports, le communiste Jean-Claude Gayssot, que la droite ne l'avait fait sous Edouard Balladur et Alain Juppé. Dans les principaux

Prise de position

LES élections présidentielles d'avril-mai placent les militants politiques, syndicaux et associatifs, comme l'ensemble des salarié(e)s, dans une situation sans précédent. Pour la première fois depuis la fondation de la V^e république, les candidats qui vont probablement s'opposer au second tour défendent deux variantes du même programme. La forme diffère. Sur les points essentiels, le fond est identique. Les deux candidats arborent des cravates différentes, mais leurs costumes sont taillés dans la même étoffe. Lionel Jospin se présente avec un programme dont il précise qu'il n'est pas socialiste, mais « moderne ». Il propose à l'électorat du centre, de la droite de le sacrer roi, insistant sur sa jeunesse, son énergie par opposition à Jacques Chirac vieux, usé et corrompu. Bref, il offre de « présider autrement » pour atteindre les mêmes objectifs, mieux, plus vite que Chirac

Durant cinq années de cohabitation, Lionel Jospin et Jacques Chirac ont privatisé plus que les gouvernements de Juppé et Balladur, alors qu'en 1997 Lionel Jospin s'était engagé par écrit à « s'opposer à toute privatisation ». Durant cinq ans de cohabitation, Lionel Jospin et Jacques Chirac ont accompagné les dirigeants américains dans leurs guerres impérialistes : hier au Koso-

vo, aujourd'hui en Afghanistan, peut-être demain en Irak. Depuis cinq ans, Lionel Jospin prépare politiquement et psychologiquement le terrain au « règlement du dossier des retraites » ; il a instauré l'épargne salariale, premier acte vers les fonds de pension et le démantèlement du système de retraites par répartition. Élu, il alignerait la durée des cotisations des fonctionnaires sur celle imposée par Balladur aux salariés du privé. Comme Chirac. En 1997, Lionel Jospin s'était engagé à abroger les lois Pasqua, à régulariser les sans-papiers. Rien de tel n'a été mis en œuvre. Au contraire : revenu de son « angélisme », de sa « naïveté », il fait assaut de propositions sécuritaires, menaçant même de doubler la droite sur ce terrain. Lucides, 74 % des citoyens constatent que Chirac et Jospin ont le même projet.

Antoine Seillière a prévu : le MEDEF n'entend « labelliser » aucun candidat. Convaincu que les idées de l'organisation patronale sur les « réformes indispensables », retraites, baisse des coûts du travail, réforme de l'État, progressaient à « gauche » autant qu'à « droite ». Antoine Seillière a vu juste. Après avoir privatisé, instauré la flexibilité, l'annualisation du temps de travail, le PARE, les deux candidats affichent sur les retraites, la réforme de l'État,

la baisse des charges des entreprises, la privatisation par étapes de la Sécurité sociale, la priorité « sécuritaire », les mêmes objectifs. Sur l'Europe, ils ont de concert agi pour que Valéry Giscard d'Estaing soit nommé président de la convention sur la réforme des institutions européennes. La précarité, la mobilité, le dumping social et fiscal que Chirac et Jospin veulent accroître sont la traduction française de la politique européenne.

Durant cinq ans, alors que les chiffres du chômage baissaient, la précarité et la pauvreté ont explosé. Chirac et Jospin partagent les objectifs « modernes » définis par le MEDEF. Au point que la « campagne » tourne à la farce, les « entourages » des deux principaux candidats s'accusent de plagiat. Les épouses sont mobilisées. Tout est affaire de « communicants », d'image. Comme aux États-Unis, où candidats Démocrates et Républicains s'opposent... pour appliquer le même programme. La campagne électorale se résume à une affaire de mise en scène.

A chaque fois que le suffrage universel paraissait pouvoir permettre de défendre les salariés et les acquis sociaux, nous avons appelé à voter pour les candidats du PS, du PCF contre ceux des partis de droite.

Souvent sans illusions, mais en espérant que l'échec des partis réactionnaires constituerait un point d'appui dans la mobilisation anticapitaliste.

Ce n'est plus le cas. « Unis » ou « pluriels », les socialistes et les communistes, flanqués ou non des Verts, ont, depuis vingt ans, gouverné en « alternance » ou en « cohabitation » avec le RPR et l'UDF. Ils ont présidé, impulsé des contre-réformes capitalistes, des attaques anti-ouvrières. Ils sont même devenus plus efficaces, plus performants que le RPR, l'UDF... Le PS et le PCF ont fait le choix de l'ordre capitaliste et impérialiste et ont renoncé à tout projet de transformation sociale. Ils sont différents des partis de droite, en ce qu'ils n'ont pas la même histoire qu'eux, étant nés pour aider à l'émancipation sociale des travailleurs. Mais désormais ils ont ouvertement les mêmes objectifs qu'eux. Et l'immense majorité des salariés les perçoivent comme tels.

C'est pourquoi nous affirmons : nous ne voterons pas pour les candidats Chirac et Jospin, porteurs de deux variantes du programme économique, social et politique du capitalisme mondialisé. Nous appelons militant(e)s, salarié(e)s à refuser de voter au second tour. Nous refusons de soutenir nos adversaires. Voter Chirac, voter Jospin, c'est voter MEDEF contre les salariés, la jeunesse. Notre position est aux antipodes de l'irresponsabilité : c'est un acte raisonné. Nous entendons résister, aider à rassembler et à débattre pour combattre. Et c'est possible !

Les dernières enquêtes du ministère de l'Emploi et de la solidarité indi-

quent que de 1999 à 2000, le nombre de jours de grève (2,4 millions de jours) a progressé de 86 %. Dans le privé, l'augmentation est de 41 % par rapport à 1999. Dans la fonction publique, les jours de grève ont doublé. Salariés du privé et du public sont face aux mêmes échéances, même si évidemment les conditions de la lutte ne sont pas les mêmes. Chez McDonald's, à la FNAC, dans la grande distribution, dans la métallurgie, les hôpitaux, les transports, les salariés sont dans l'action. Les personnels de la Santé, les instituteurs de Loire-Atlantique matraqués par des policiers bénéficiaires des sollicitudes « sécuritaires » des deux partenaires de la cohabitation, savent à quoi s'en tenir.

La discussion sur la convergence des luttes doit se mener. C'est le chemin d'une résistance anticapitaliste victorieuse et efficace. En 1995, le plan Juppé a été mis en échec par la grève généralisée des salariés de la SNCF, de la RATP, les millions de manifestants. En février-mars 2000, la réforme de l'État, de l'Éducation nationale engagée par Allègre-Sautter-Zucharelli a été battue en brèche par la mobilisation de centaines de milliers d'enseignants, de salariés des Finances, de fonctionnaires. Jospin ou Chirac élu, le face-à-face du gouvernement et des salariés et des jeunes va s'intensifier, se radicaliser. L'Argentine, dont le niveau de vie était comparable à celui des pays d'Europe occidentale, s'est effondrée sous les pillages des privatisations, la liquidation des services publics, la financiarisation des retraites. Avant de se soulever, les salariés, les classes moyennes y ont été ruinés, précipités dans la pauvreté, réduits à

la quasi-mendicité. Nous n'attendons pas que la « France active, moderne, dynamique, etc. », membre d'une Union européenne partenaire zélée des États-Unis dans la libéralisation, la déréglementation et la progression de la mondialisation capitaliste, produise les mêmes effets : nous nous préparons à résister. Nous ne défendons pas un point de vue étroitement national. Le combat contre le pouvoir capitaliste ne peut se mener sans être relié aux combats des salariés immigrés et des exploités des pays les plus proches, à commencer par ceux du Maghreb et de l'Afrique.

Les candidats d'extrême-gauche, les seuls à se réclamer dans ces élections présidentielles de la défense des salariés, peuvent utiliser leur temps de parole, leurs interventions, pour préparer la résistance contre le vainqueur d'une élection politiquement sponsorisée par le patronat. S'ils agissent ainsi, ils feront œuvre utile. Ils seront entendus et recueilleront les voix des salarié(e)s, des chômeurs et des jeunes. Car ceux-ci, en France comme en Argentine, n'ont plus aucun autre choix que de chercher en eux-mêmes les éléments de résistance, ouvrant ainsi la voie à nouvelles formes d'organisation économiques, politiques et sociales.

Chesnaisf@aol.com
et ybo@club-internet.fr

Nous publions ici de larges extraits d'un bilan provisoire, daté du 20 février 2002, du Comité de soutien aux salariés de McDo en lutte (<http://www.samizdat.net>). Il est précédé d'une courte réflexion de János Borovi qui a participé activement au comité de soutien dont il est question dans le bilan.

La grève des McDo, lutte et espoir...

Depuis le 19 février, la grève, longue de trois mois et demi, des McDo de Strasbourg-St. Denis est terminée. Ils ont gagné, les licenciés ont été réintégrés. Alors, aujourd'hui, la direction du groupe se venge sur le personnel du McDo St. Germain, « coupable » d'avoir lancé la première grève il y a quelques années et aussi d'avoir soutenu activement la lutte de Strasbourg St. Denis. Le comité de soutien, né au cours de ce conflit, s'est élargi en donnant son appui à d'autres luttes : à la FNAC, chez Go-Sport, chez Maxi-livre.

Le bilan publié ci-dessous permet de saisir toutes les particularités et nouveautés de cette grève : le rapport entre les grévistes, le comité de soutien et les syndicats, ainsi que les clés du succès y sont analysés. On comprend, à travers cette analyse fine, les traits originaux de cette grève, lancée au départ par une poignée

de jeunes, souvent originaires des banlieues, la plupart sans aucune expérience syndicale, encore moins politique ; comment et pourquoi une grève menée par une couche de la jeunesse, jusqu'ici quasiment absente de ce type de luttes sociales a réussi ; comment ces jeunes, qui n'était qu'une poignée au départ, ont pu réunir autour d'eux un vaste mouvement de solidarité ; comment et pourquoi le géant esclavagiste Mc Do a pu être contraint à battre en retraite ?

Ceux qui ont eu la chance de participer aux « samedis noirs » (blocages imprévisibles des différents McDo de Paris) n'oublieront pas ces moments de joie d'action collective que grévistes et soutiens (comme au meilleurs moments de la lutte des sans-papiers de Saint Bernard) ont pu vivre ensemble. Non plus, la manifestation improvisée début mars par les grévistes de la FNAC, de Mc-

Do et de Go-Sport, ensemble avec les militants du comité de soutien. Les allées du Forum des Halles à Paris, bondées de chalands du samedi après midi, parcourues par des centaines de jeunes scandant : « Tout est à nous, rien n'est à eux », passant avec une facilité déconcertante des exigences de salaires et de conditions de travail à une mise en cause du système basé sur le profit. Là encore, pendant un instant trop court, tout semblait possible.

Souvent des militants, constatant la décomposition de ce qu'on a appelé le « mouvement ouvrier », le manque de perspective révolutionnaire, la dérive électoraliste de l'« extrême gauche », se posent les questions suivantes : comment le capitalisme va-t-il pouvoir être abattu ? Comment une société, que nous continuons à appeler communiste, à l'instar de la Commune de Paris, va-t-elle réussir à balayer la barbarie dans laquelle nous vivons ? Les références du passé sont déconsidérées et manifestement inadaptées, on est en mal d'imagination. Mais alors, si la révolution ne va pas rééditer l'assaut du Palais d'Hiver en 1917, comment la « conscience communiste de masse » va-t-elle s'installer dans les esprits. Ce processus actuel de re-composition, de réorganisation de la conscience des exploités est différent du processus de construction du mouvement ouvrier du passé ; les opprimés sont obligés de résister, tout en constatant que des outils du passé, « leurs » partis, « leurs » syndicats sont inefficaces, sinon nocifs, sinon carrément ennemis. Il est hautement significatif que, si les jeunes de McDo ont pu utiliser dans leur lutte certains outils syndicaux, ils n'ont pas réellement reçu le soutien d'aucun syndicat, même pas des syndicats contestataires, dont aurait pu

penser qu'ils auraient l'intelligence de comprendre l'importance de l'entrée en lutte des précaires des banlieues. Décidément auto-organisation et esprit d'appareil ne font pas bon ménage.

Il s'est formé chez les McDo une sorte d'alliage : des jeunes en luttes, des militants syndicaux et politiques expérimentés et tout ce mélange a donné une « chose » nouvelle, un corps où les nouvelles expériences et tout ce qui reste valable du passé ont pu fondre et produire plein d'idées, de volonté de combattre, de résister, d'inventer, d'être « pas tristes ». Une sorte de conscience collective, bien que provisoire, en partie volatile, mais néanmoins un morceau d'avenir, un morceau de communisme a pu être ramené du futur. Tout cela est, bien entendu, microscopique, à l'aune des problèmes qui sont posés aux exploités à l'échelle de la France, du monde. Mais répétons-le : une petite pièce a pu être ajoutée à ce vaste puzzle, dont on ignore le dessin, mais qui une fois construit, nous dessinera peut-être l'image nouvelle du communisme.

János Borovi

UN BILAN PROVISOIRE DU MOUVEMENT DES MCDO

(Prise de notes, mise en forme et rédaction par « Jeff »)

« Mercredi 20 février s'est tenue une réunion du comité de soutien aux maintenant « ex-grévistes » du McDo-nald's du Bd Saint-Denis. Le thème principal était : bilan de la grève et bilan du comité. A noter que nous

n'avons pas pu nous réunir dans la grande salle de la Bourse du travail comme d'habitude car, bien que réservée à l'avance, elle nous fut refusée par la CGT Commerce, sans donner de raison.

La première information est donc celle-ci : sur décision unilatérale des permanents de l'US Commerce CGT de Paris, l'annexe de la Bourse du Travail, du 87 rue de Turbigo, nous a été interdite. Les gens présents (dont plus de la moitié sont à la CGT) n'ont pas du tout, mais alors pas du tout, apprécié. Nous laissons à chacun et chacune d'apprécier cette décision à sa juste valeur.

BILAN DE LA GREVE ET DU SOUTIEN

Le protocole de fin de grève/reprise du travail.

Premier constat : la grève s'est conclue par une victoire des grévistes : les 5 licenciés sont réintégrés, les jours de grève sont payés à hauteur de 45 %, le gérant s'engage à ne pas engager des repréailles. Deuxième constat : cette victoire est indéniable mais elle est provisoire, car il y a plusieurs procédures et appels en cours à la demande du gérant.

n La réintégration d'Armand par l'inspection du travail fait l'objet d'un appel.

n La réintégration des 2 licenciés qui étaient passés aux prud'hommes fait également l'objet d'un appel.

n Enfin, la plainte contre X pour détournement suit son cours : elle fait l'objet d'une information judiciaire.

n Les autres revendications des grévistes : salaires, primes... sont renvoyées 6 semaines après la reprise du travail, soit dans 9 semaines. En

résumé, cette victoire demande à être consolidée.

Ne doutons pas une seconde que Smolik [le gérant du McDo Strasbourg St Denis. J.B.] et la direction de McDo soient disposés à rester sans réactions : ils espèrent le départ des « meneurs » et il feront leur possible pour l'obtenir. Par ailleurs, un engagement écrit de non représailles n'est absolument pas une garantie : la répression sous n'importe quel prétexte peut s'abattre de nouveau (rappelons qu'entre la décision de réintégration du 24 janvier et la signature du protocole de fin de grève, le gérant a envoyé plusieurs avertissements aux grévistes). Il est donc important de conserver une capacité à se mobiliser.

LA LUTTE ET LE SOUTIEN

On ne rappellera jamais assez que c'est la détermination et l'unité de grévistes qui ont été les facteurs déterminants de cette victoire et de tout le processus de lutte et de mobilisation qui s'est déroulé autour et en solidarité avec cette grève. Le comité de soutien a certes joué un rôle très important mais son activité, sa propre dynamique, son unité n'ont été possibles que par le dynamisme des grévistes : il y a donc eu une dialectique entre deux dynamiques.

Plusieurs facteurs ont contribué à ces dynamiques :

n le fait qu'il s'est agit d'une lutte longue,

n les méthodes d'actions choisies, n la manière de gérer ce conflit de la part de McDo,

n le choix politique du gouvernement de ne pas s'opposer frontalement aux grévistes (proximité des élections),

n un espace laissé largement vacant

par le syndicalisme « traditionnel » (la CGT en l'espèce),

n un mode de fonctionnement souple, assembléiste,

n l'héritage d'expériences antérieures

n la rencontre et l'addition de moyens, de capacités et de compétences de la part des membres du comité.

n un soutien financier important

n un gros travail d'information.

UNE LUTTE LONGUE.

Généralement, les luttes de précaires sont très dures à organiser et généralement, le soutien commence à se mettre en place lorsque les conflits s'arrêtent (10 jours, 15 jours, 3 semaines). D'ailleurs, le comité de soutien s'est réuni la première fois au bout de 3 semaines de grève. Il a eu ensuite le temps de trouver ses marques, de prendre des initiatives de solidarité (T-Shirts, fête de soutien, appel au soutien financier) et de se lancer dans la bataille avec les grévistes.

LES MOYENS DE LUTTE

Les interventions et occupations d'autres McDo les samedis, tant dans leurs formes (les blocages étaient organisés et en même temps restaient très spontanés et improvisés, les confrontations avec les vigiles étaient plus que purement verbales, mais étaient tout à fait susceptibles d'être assumés par tout le monde) que leurs objectifs (populariser la lutte auprès des clients et surtout des autres salariés de la chaîne, avec des résultats réels mais inégaux) ont contribué à donner un aspect dynamique au mouvement, en particulier par le fait qu'elles n'étaient pas tristes et qu'elles permettaient à de

nouvelles personnes de s'agréger, de prendre contact « dans l'action ».

LA MANIÈRE DE FAIRE DE MCDO.

Cette grève a pris une forme particulièrement active en grande partie du fait même de l'attitude de la direction : licenciement + actions au pénal + blocage complet des négociations dans un premier temps, puis tentatives d'acheter les licenciés pour qu'ils abandonnent l'action en référé (ce qui a provoqué une conférence de presse des grévistes dénonçant ces manœuvres), en représailles le début des travaux en plein conflit provoquant une occupation des locaux (et une confrontation un peu musclée avec les vigiles), l'expulsion des grévistes par les vigiles qui a provoqué l'occupation de l'autre restaurant de Smolik à Parmentier... Une succession d'événements provoqués par McDo a donc donné matière à des moments de mobilisation plus intense au cours de tout le processus de lutte. Les échéances judiciaires ont également rythmé ce conflit et alimenté sa dynamique.

LE CHOIX DU POUVOIR POLITIQUE DE NE PAS RÉPRIMER.

Les méthodes offensives de McDo n'ont pas été confortées par une attitude répressive de l'État et du gouvernement. Entre des décisions de justice dans l'ensemble favorables aux grévistes et la passivité des autorités administratives et policières, la lutte des McDo a trouvé un espace pour développer une conflictualité offensive originale. Les occupations de restaurants n'ont pas été entravées par des interventions poli-

cières : il en aurait sans doute été autrement si elles avaient été menées par des militants uniquement, ou si cette lutte s'était déroulée dans le champ de compétence de l'État (services publics par exemple).

L'ESPACE VACANT DU SYNDICALISME.

Le comité de soutien a pu trouver sans problème son espace et sa légitimité à cause de l'attitude complètement en retrait des structures syndicales liées au grévistes (Commerce CGT, UL, UD...) dans la lutte au jour le jour comme dans les actions du week-end, ou celles visant à mobiliser au-delà des habituels fête de soutien, meeting, manif. En occupant l'espace laissé vacant par le syndicalisme, le comité de soutien a été d'une certaine manière le syndicat de la grève avec ses caractéristiques propres : laissant aux grévistes prendre les décisions qui leur semblaient les meilleures, les encourageant même à s'exprimer plus par eux-mêmes (faire leurs propres tracts, par exemple), ne participant évidemment pas aux négociations, assumant une bonne part du travail d'agitation, de popularisation (150 000 tracts distribués !), de décloisonnement de cette lutte (informations diffusées et relayées hors Paris, et le dernier mois au niveau international), le soutien financier...

UN MODE DE FONCTIONNEMENT SOUPLE ET ASSEMBLÉISTE...

Le comité a pu fonctionner de manière efficace grâce à sa structuration : pas de bureaucratie ni de distribution des rôles une fois pour toutes. Décisions prises au consensus, après dé-

bat, possibilité pour chacun/chacune de prendre en charge telle ou telle tâche et d'en être responsable devant le groupe... Le comité n'a pas eu à souffrir de conflits internes, à su gérer l'hétérogénéité de ses membres et maintenir un fonctionnement souple et fluide.

... BÉNÉFICIAIRE D'EXPÉRIENCES ANTÉRIEURES.

Si beaucoup de membres du comité ignoraient tout de la réalité de McDonald's avant de côtoyer les grévistes, le comité a bénéficié de la présence active de militants de terrain parfaitement au fait de ce type de lutte : la coordination CGT restauration rapide (étendue à certaines boîtes du commerce), issues des luttes du McDo Saint-Germain (décembre 2000) et de PizzaHut (février 2001).

L'ADDITION DE MOYENS ET DE COMPÉTENCES DE LA PART DE SES MEMBRES.

Si le comité a vécu une expérience originale dont il peut être relativement fier, c'est aussi grâce à la convergence de moyens et de capacités fournis par ses membres : relais dans les syndicats (CGT, SUD...), en particulier pour l'édition de tracts (CGT-BNP Paris) et le soutien financier, relais dans des réseaux militants généralement non impliqués dans ce type de lutte, forte implication de la compagnie Jolie Môme, contacts avec des groupes musicaux par l'intermédiaire d'autres réseaux militants, disponibilité ponctuelle d'autres locaux que la Bourse du travail (CICP), ressources personnelles (Internet, traductions.), etc.

UN SOUTIEN FINANCIER IMPORTANT

Au moment de la réunion, le détail sur ce point important n'a pas été abordé (le montant total collecté au cours des 3 mois d'existence du comité) mais il a été souligné que, bien qu'insuffisant pour compenser les salaires non-versés, il a été suffisamment important pour aider les grévistes à tenir.

UN TRAVAIL D'INFORMATION IMPORTANT.

Une information importante a été produite. En direction de la population, des clients et des autres salariés de McDo (150 000 tracts distribués), beaucoup d'articles de presse, généralement plutôt favorables aux grévistes, une information par Internet qui a permis à de nombreuses personnes de se tenir au courant de l'évolution du conflit sur Paris comme en province (plus de 200 personnes et/ou collectifs et orgas étaient tenus directement au courant, un plus grand nombre si l'on tient compte que ces infos étaient relayées sur des listes : InfoZone, Anti-Exploitation, Le Maquis, etc.). Hors de Paris, des actions de solidarité ont été menées dans une douzaine de villes grâce à ce système de communication. Enfin, l'info est sortie des frontières : des résumés de la grève ont été produits en allemand, italien espagnol, anglais et diffusés auprès de groupes, syndicats, revues dans de nombreux pays, et notamment aux USA où 4 ex-grévistes sont invités par une coalition syndicale de Floride de travailleurs agricoles immigrés bossant pour la restauration rapide.

Cet article s'inscrit dans la suite de la discussion engagée par Carré Rouge sur les problèmes programmatiques. Il défend la nécessité de ne pas se laisser piéger par les mots et donc les idées du débat politique ambiant. Ces idées sont marquées par la pression de la pensée dominante et voudraient placer des limites à notre capacité à dire cet « autre monde possible ». Samuel Holder dit qu'il y a des questions essentielles qu'il faut remettre au centre du débat dès maintenant. Ce qui suppose aussi de rompre avec la pratique des débats internes exclusifs à chaque organisation.

Le prolétariat mondial : classe protestataire ou classe révolutionnaire ?

L'actualité en Argentine, en Italie et en France notamment, est venue rappeler les réserves de combativité immenses des travailleurs et leur capacité à reprendre l'offensive contre les forces du capitalisme. Dans cette perspective, quels pas peuvent-ils franchir pour se doter d'un programme et de formes d'organisations adéquates ? Telle que nous la formulons, la question « le prolétariat mondial est-il une classe protestataire ou une classe révolutionnaire ? » doit s'entendre au sens historique. A l'évidence, depuis plusieurs décennies, les travailleurs, les salariés (ceux qui vendent leur force de travail, qui n'ont aucune prise sur leur activité et ce que leur force de travail produit, et qui sont donc des « prolétaires » au sens scientifique du terme) n'ont pas constitué

une force révolutionnaire autonome, en aucun pays et en aucune circonstance. Cependant, la voie que peut emprunter la lutte de classes dans la période à venir dépend en grande partie de la réponse explicite ou implicite que les acteurs des luttes apporteront à cette question.

DEUX HYPOTHESES

Si la vocation du prolétariat est d'être seulement une classe protestataire contre le sort qui lui est fait, son avenir consiste à se battre comme elle le peut contre toutes les agressions qu'elle subit de la part du système capitaliste. Sans mettre en cause l'existence du capitalisme. Son rôle est de se joindre aux autres formes de résistances d'autres couches sociales face à l'emprise du capital sur

l'humanité, pour tenter d'en limiter la nocivité. Dans cette perspective, les problèmes théoriques et pratiques qui se posent sont ceux d'améliorer le rapport de force des travailleurs par rapport aux classes dirigeantes, mais non de contribuer à ce que le prolétariat soit l'artisan principal de la destruction du capitalisme.

Par contre, si la vocation du prolétariat est d'être potentiellement la classe révolutionnaire déterminante, son horizon est tout autre. Il se battra quotidiennement et en permanence contre les puissances du capital tout en visant à leur destruction finale. Autant dire qu'il se battra avec encore plus de détermination pour préserver ses acquis et contrer les attaques de la classe adverse. En alliance avec les masses populaires constituées par les travailleurs indépendants et les couches sociales déshéritées, le prolétariat voudra détruire les fondements de l'exploitation capitaliste et donner naissance à une civilisation socialiste à l'échelle mondiale.

Dans les années 1860, les socialistes allemands lassaliens berçaient les travailleurs d'illusions quant à la capacité de l'État prussien à prendre en compte leurs revendications et à défendre leurs intérêts. Pour répondre à leurs propositions charlatanesques, Marx employa, dans une lettre de février 1865, une formule frappante et très ramassée : « La classe ouvrière est révolutionnaire ou elle n'est rien. ».

Nous ne cacherons pas que nous adhérons totalement et sans nuance à cette affirmation en ce début de XXI^e siècle. Cela ne doit pas nous empêcher de l'examiner sur le plan théorique comme une hypothèse scientifique demandant à être vérifiée par des exercices pratiques à grande échelle (grèves générales,

explosions sociales, révolutions). Bien plus, nous nous proposons d'examiner la validité de quelques raisonnements actuels soit qui n'accordent aucun rôle spécifique à la classe des travailleurs, soit qui lui assignent celui de bien se battre pour améliorer le rapport des forces avec les capitalistes, et puis après on ver- ra...

LE PROLÉTARIAT EST-IL

SOLUBLE DANS

« LA CITOYENNETÉ » ET

« LE DÉSÉQUILIBRE

NORD-SUD » ?

La lutte entre les classes dominantes et les classes dominées se joue aussi au niveau du langage employé par ceux qui se placent d'un côté ou de l'autre. On ne peut pas changer le monde avec des instruments intellectuels faux, approximatifs ou émoussés.

Y compris des militants qui ne sont pas des révolutionnaires mais qui aspirent à une transformation radicale et progressiste du monde dans lequel nous vivons, peuvent être sensibles aux questions de vocabulaire. Il est des mots et des notions qui orientent ou désorientent ceux qui s'insurgent contre l'ordre économique et social actuel. Dans un article intitulé « La nouvelle vulgate planétaire » paru dans *Le Monde Diplomatique* de mai 2000, Pierre Bourdieu et Loïc Wacquant s'insurgeaient à juste titre contre l'emploi du vocabulaire de l'adversaire. Ils visaient notamment « mondialisation » (!), « flexibilité », « exclusion », « identité », « minorités », « communautarisme » et « gouvernance », toutes notions concoctées et diffusées par des intellectuels au service

de l'ordre établi.

Mais si nous nous livrons à un travail critique sur le langage employé par la plupart des composantes du mouvement dit anti-mondialisation, on constate que « les élites » est une expression qui évite de dire bourgeoisie. La citoyenneté est mise à toutes les sauces et permet de gommer les clivages de classes. La social-démocratie en fait ses délices avec « l'école citoyenne », « l'entreprise citoyenne », « l'armée citoyenne », etc. La dénonciation du néolibéralisme évite le plus souvent de mettre en cause directement le capitalisme.

Il en est de même avec une expression récurrente comme « la fracture entre les pays du Nord et les pays du Sud ». « Le déséquilibre Nord-Sud » a un tel succès qu'il est employé aussi bien par des porte-parole de la Confédération paysanne ou d'Attac que par des chefs d'État ou de gouvernements impérialistes. Parler des pays du Nord évite de parler des puissances impérialistes. Une fois passée dans le langage politique usuel, les utilisateurs ne se rendent même pas compte du caractère choquant et absurde d'une expression qui fait passer à la trappe les pays de l'Est, sans parler de l'Asie, et qui place parmi les pays du Nord l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Le mouvement de protestation contre la mondialisation capitaliste a un caractère très positif, d'autant plus qu'il est le lieu où une fraction de la jeunesse de nombreux pays se retrouve, se mobilise et se politise dans un sens progressiste. Libre à Lutte Ouvrière de considérer avec dédain, voire mépris ce mouvement dynamique et prometteur. Il n'empêche que ce serait démissionner devant les porte-parole réformistes de ce mouvement que de renoncer à

critiquer leur orientation, certains de leurs arguments et cette sorte de langage convenu anti-mondialiste qui effacent certaines contradictions du capitalisme. La plus fondamentale étant celle entre la bourgeoisie et le prolétariat.

LES FORCES DU CAPITAL CONTRE LES FORCES DU TRAVAIL

De fait, sur le terrain de la transformation du monde, on n'a guère le choix en matière de conceptions cohérentes qu'entre la logique citoyenne ou la logique de classe. Certains se situent entre les deux et tentent une synthèse qui n'échappe pas à l'éclectisme, notamment certains camarades qui animent la revue *Contre Temps*.

Il est vrai que les changements qui ont travaillé le monde depuis vingt ans, de même que les événements des six derniers mois exigent des marxistes une reprise et un approfondissement constants de leurs analyses. L'écroulement du bloc de l'Est, l'écroulement des tours jumelles de Manhattan, la récession, la faillite d'Enron, la faillite de l'Argentine, la désorientation du camp des travailleurs en Europe occidentale, au Japon et aux USA, etc., toutes ces données de la période actuelle n'atténuent en rien l'antagonisme fondamental, à l'échelle historique et planétaire, entre les forces du capital (bourgeoisie) et les forces du travail (prolétariat). Au contraire, par bien des côtés. La lutte des classes impose sa logique de façon implacable. C'est elle qu'il nous faut comprendre dans toutes ses manifestations et toutes ses nuances sans l'édulcorer par une approche citoyenne héritée de Jean-Jacques Rousseau et de la

Révolution française.

S'il y a des gens sur les cinq continents qui restent convaincus, à leur manière, de la validité de l'existence de la plus-value comme source du profit, ce sont tous les capitalistes qui se battent pour accaparer la moindre parcelle de plus-value supplémentaire aux dépens des salariés. Dans les diamants négociés sur la place d'Anvers, une quantité énorme de plus-value est incorporée provenant du travail de mineurs sud-africains et de jeunes prolétaires d'une douzaine d'années recherchant les diamants à l'état brut dans certaines rivières au Brésil ou les taillant dix heures par jour en Inde (« la plus grande démocratie du monde » selon un cliché journalistique). C'est toute la chaîne des métamorphoses du capital depuis l'exploitation de la force de travail jusqu'à ses mouvements erratiques au sein des firmes de courtage et les grands casinos boursiers de Wall Street, de Londres, de Francfort, de Paris et de Tokyo qu'il nous faut constamment et globalement prendre en considération. Alors il apparaît infiniment plus juste et plus concret de parler de la dictature du Capital et non seulement de la dictature des marchés.

Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine, a relevé à propos de l'effondrement d'Enron qu'une entreprise ne pouvait pas être construite « sur la capitalisation de son image » et non « sur des produits et des actifs tangibles. » Le problème que tous les responsables capitalistes connaissent bien et prennent à bras le corps, qu'ils soient banquiers, ministres des finances ou dirigeants de fonds de pension, est que « les produits et les actifs tangibles » ne peuvent voir le jour en nombre et en qualité suffisante pour alimenter l'accumulation du capital

que par une exploitation toujours plus intense et plus rationnelle de la force de travail globale à l'échelle mondiale. Toutes les déclarations sur « les gains de productivité », « la modération salariale », « la diminution des charges », « la flexibilité de la main d'œuvre », « l'assouplissement des règles en matière de licenciements », etc., constituent partout, et en particulier dans les pays impérialistes, une déclaration de guerre permanente de la classe capitaliste contre la classe ouvrière.

Le prolétariat a une existence historique, une mémoire, et des pertes de mémoire. Il accumule des expériences nouvelles, positives ou démoralisantes, et parfois entièrement inédites comme dans l'ex-URSS. Il a une complexité extrême quand on le considère comme classe mondiale. Des pans entiers de la classe ouvrière disparaissent dans certains secteurs industriels des pays impérialistes, d'autres surgissent rapidement, en Chine ou ailleurs. C'est une classe sociologiquement plus instable et plus précarisée que jamais et aussi plus nombreuse que jamais, surtout si on ne s'en tient pas qu'aux statistiques.

Un simple exemple. L'émission Capital sur M6 a présenté le 24 février dernier un reportage très significatif sur la délocalisation de la dernière usine européenne Majorette (fabriquant des jouets en plastique). Mille travailleurs français ont été licenciés. Sont-ils pour autant sortis de la classe ouvrière ? Ont-ils tout oublié de ce qu'ils ont vécu dans cette entreprise ? Non évidemment. Dans la foulée, Majorette a créé une usine en Thaïlande et embauché 1 000 ouvrières (qui gagnent dix fois moins que leurs homologues françaises). Oui mais, pensera-t-on, avec notre nombrilisme de militants révolution-

naires français qui ont la Commune de 1871, juin 1936 ; mai 1968 et décembre 1995 derrière eux, ces ouvrières thaïlandaises surexploitées ne sont pas organisées et n'ont guère de conscience de classe. Pas de chance, le reportage montrait que le dimanche matin, un certain nombre d'entre elles se rendaient à la réunion du syndicat, discutaient de leurs problèmes, apprenaient des chants de lutte, comment agir en cas de manifestation contre leur patron, etc. Le patron de cette usine n'a pas fait mystère que si ces ouvrières thaïlandaises n'étaient pas assez productives, il délocaliserait la production en Chine (où les salaires sont encore plus bas). Ce nouveau déplacement du capital impliquerait à nouveau la création de nouveaux prolétaires. Si on veut bien ne pas rester sur le terrain des lamentations sur les méfaits du capitalisme, prenons acte avec intérêt, dans la perspective des révolutions futures et du passage au socialisme, qu'un prolétariat très important est en train d'émerger dans plusieurs pays asiatiques comme la Chine, le Vietnam, la Thaïlande, etc.

L'EXEMPLE DE LA FRANCE

L'actualité politique et sociale en France illustre les transformations qui s'opèrent au sein de la classe ouvrière depuis 1995. Sociologiquement, elle est plus éclatée et plus diversifiée que jamais. Politiquement, sa conscience se décante de façon remarquable. Des phénomènes du même ordre sont en train d'émerger en Italie.

Les statistiques indiquent une forte progression du nombre de jours de grève en France depuis 1998, aussi bien pour des augmentations de sa-

laire, contre des plans de licenciements que sur les conditions d'application des lois Aubry sur la flexibilité et les 35 heures. Par ailleurs une nouvelle génération de salariés entre en lutte, comme les grèves récentes ou en cours chez Mc Donald's, GO Sports ou la Fnac l'attestent. Des secteurs de salariés relativement moins jeunes n'hésitent pas à s'engager dans des mouvements de longue durée, malgré l'absence de soutien des directions syndicales confédérales. Le mouvement des instituteurs en Loire-Atlantique a duré plus de trois semaines pour obtenir 500 postes supplémentaires. Il a concerné 380 écoles coordonnées entre elles, avec des manifestations à Nantes qui ont regroupé entre 5 000 et 10 000 enseignants et parents d'élèves. Ce type de mouvement, de même que dans le secteur hospitalier, a la particularité de ne jamais se terminer un jour précis car aucun appareil syndical bureaucratique n'est en mesure de faire rentrer dans le rang des salariés en colère qui ont pris eux-mêmes l'initiative de la lutte avec des syndicalistes et bien souvent des militants d'extrême gauche en qui ils ont confiance.

La réticence délibérée des centrales syndicales à prendre des initiatives d'ensemble constitue évidemment un frein aux mobilisations. Mais elle ne sera pas un verrou à l'éclosion de mouvements de plus grande ampleur. Et cela pour des raisons politiques. Les directions syndicales se sont trop compromises en entrant dans le jeu à la fois du Medef et du gouvernement de la gauche plurielle. Une fraction importante du monde du travail met désormais dans le même sac, et de façon irréversible, Jospin et Chirac et les partis qui les soutiennent. Le score probablement très important en faveur de la candidate de

Lutte Ouvrière sera l'expression de ce décrochage définitif à l'égard de la gauche bourgeoise et de cette autonomie de point de vue qui s'est exprimée lors de nombreux conflits depuis plus d'un an, comme celui chez Lu-Danone, chez Moulinex ou à la TCAR de Rouen. Nous ne sommes pas de ceux qui se désolent des conséquences de cette clarification dans la conscience des travailleurs, qui se solde par l'effondrement du PCF comme parti gouvernemental. Pour qu'un mouvement ouvrier dynamique et démocratique émerge, tout ce qui est une gêne, tout ce qui est trop archaïque et sclérosé finira par être miné et par disparaître d'une manière ou d'une autre.

La façon de penser et d'agir des révolutionnaires peut dès lors à nouveau s'inspirer avec toute la force voulue des principes suivants : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » et « Prolétaires de tous les pays unissons-nous ! ». Il n'est plus de mise de traiter ces principes en slogans mais en vecteurs de la politique que l'on veut mettre en œuvre au sein du monde du travail.

CONSCIENCE DU PROLÉTARIAT

L'émancipation des travailleurs suppose que des militants contribuent au développement de la conscience de classe du prolétariat. Plutôt que d'aborder d'emblée la question du parti, c'est plutôt aux conditions nécessaires à l'apparition d'un parti révolutionnaire ou d'un mouvement ouvrier révolutionnaire sur lesquelles il faut réfléchir. Quand on dit « il faut un parti », « il faut construire un parti », « un parti large, à la fois souple et ferme » ou bien « il ne faut surtout pas un parti, car le parti bolchevique

a dégénéré, etc. », on est dans une routine langagière et dans des débats d'initiés venant du trotskysme, du conseillisme ou de l'anarchisme. Et chacun de nous d'asséner son opinion toute faite, comme s'il s'agissait d'une évidence devant laquelle tout un chacun devrait s'incliner.

A ce propos une simple remarque s'impose pour cibler des difficultés. Au mot parti sont accrochées des connotations négatives qui découlent d'expériences douloureuses : embrigadement des membres, mépris ou condescendance à l'égard des non membres, coups fourrés, luttes sordides pour la direction du parti, etc. Il ne faut pas se cacher que les mêmes connotations sont attachées à la notion d'organisation (qu'elle soit politique, syndicale ou associative) où se déploient aussi des enjeux de pouvoir, et des luttes de concurrence avec d'autres organisations du même type. La rivalité s'opère entre syndicats, entre organisations de chômeurs, entre organisations politiques d'extrême gauche. Cette constatation n'entraîne évidemment aucune déploration ou envie de broder sur le thème de l'unité nécessaire entre travailleurs ou entre révolutionnaires. Les incantations sur un ton pathétique en faveur de l'unité ne la feront pas progresser d'un pouce. Sur le plan de l'unité politique, Marx a fait remarquer qu'à certains stades du mouvement ouvrier, l'existence des sectes socialistes (sic) avec leurs chefs et leurs mots d'ordre spécifiques était inévitable. A un certain stade de maturité du mouvement ouvrier, elles finissent par disparaître dans un ensemble plus vaste. Maturité signifie à notre sens progrès : 1) au niveau de la conscience de classe ; 2) au niveau de la conscience des révolutionnaires et de leurs tâches en la

matière.

Rien d'original, de Marx à Lénine en passant par Rosa Luxemburg, la question de la conscience de classe prime tout. Il n'y a toujours pas de meilleur fil conducteur pour nous et pour la période à venir. La théorie apporte « la science de leur malheur » aux exploités, la politique proposée par les révolutionnaires les aide à s'orienter et à agir efficacement. Par effet retour, les expériences de luttes vécues en commun aident les militants à préciser leur politique, à concrétiser leur programme, bref à progresser pour faire progresser leur classe. C'est l'échange permanent du savoir et des expériences, avec effet cumulatif. Si nous considérons toujours en ce début de XXI^e siècle le prolétariat comme le principal sujet de l'histoire à venir, nous pouvons envisager non seulement la destruction du capitalisme mais l'avènement d'une civilisation socialiste mondiale.

Pour aller plus avant dans la question de la conscience de classe, nous prendrons une analogie. Si un ou plusieurs adultes ne stimulent pas un bébé verbalement et affectivement, le câblage neuronal et un certain nombre de liaisons synaptiques ne se créent pas dans les mêmes conditions que dans le cas inverse (et le plus fréquent). L'acquisition du langage et la conscience de son identité se font mal, même si, en soi, ce bébé est un homo sapiens doté de l'équipement nécessaire. Notez bien que les parents, ou les adultes faisant fonction, parlent aux enfants avant qu'ils comprennent le sens des mots et des phrases (heureusement, ils sont spontanément matérialistes dialectiques).

Les exploités ont davantage l'opportunité d'avoir conscience de ce qu'ils sont et surtout de ce qu'ils peuvent

devenir, si un échange constant et d'une certaine qualité s'établit entre eux et les révolutionnaires. Si plus personne ne se donne la peine d'expliquer à des travailleurs ce qu'est la plus-value, qu'elle est l'ingrédient indispensable à la constitution du profit, etc., aucun ne le pensera par lui-même. Marx a mis pas mal d'années pour parvenir à de tels résultats en s'appuyant sur quelques sommets de la culture de l'humanité.

Si personne ne dit à un travailleur qu'il est membre d'une classe susceptible de libérer l'humanité de toutes ses chaînes et aliénations diverses, il ne le pensera jamais spontanément, sur la base de sa seule expérience. Qu'aujourd'hui il ne le comprenne pas ou n'en soit pas convaincu, c'est l'évidence. Cela ne doit pas nous amener à ne pas le lui dire dès maintenant. Ce serait aussi absurde que d'attendre qu'un enfant parle intelligiblement pour commencer à lui parler. La classe en soi ne peut devenir une classe pour l'humanité que si on parle à ses membres en tant que tels.

Ce n'est pas en observant la classe ouvrière et en essayant de repérer « sa demande » que les militants peuvent savoir ce dont elle est capable. Ce n'est pas en attendant après le premier tour des élections présidentielles qu'ils « réclament » sur l'air des lampions de construire un parti révolutionnaire que celui-ci se construira. Si les scores de l'extrême gauche remettent en cause les logiques organisationnelles boutiquières, ce sera déjà un beau résultat dont nous serons redevables aux électeurs ayant voté pour les candidats de LO, de la LCR et du PT.

Il est évident que les travailleurs ne sont pas « demandeurs » d'être membres d'une classe révolutionnaire, sauf dans des situations excep-

tionnelles. Il n'en demeure pas moins que la question de la conscience de classe se pose dès maintenant et en permanence.

LES TRAVAILLEURS AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ

Le rôle historique des travailleurs ne peut se concevoir qu'au sein de toute la société et en relation avec les autres classes sociales. Dans l'un de ses très nombreuses publications récentes « Les irréductibles, théorèmes de la résistance à l'air du temps » (Éditions textuel), Daniel Bensaïd écrit page 40 ; « Contre la réduction dogmatique de tout conflit social au conflit de classe, l'heure est à la pluralité des champs et des contradictions. » On ne peut qu'être d'accord avec lui contre une telle réduction dogmatique. Mais pluralité des contradictions ne signifie pas qu'une certaine contradiction (capital contre travail) ne soit pas la contradiction fondamentale de notre société. Le côté éclectique des propos de Daniel Bensaïd vient du fait que, après avoir mis en relief la réalité de la lutte des classes en des termes assez clairs, la dite lutte se perd beaucoup ensuite dans les sables mouvants de « la pluralité des champs et des contradictions », avec une rhétorique de l'indignation qui découle de la posture sur la défensive adoptée par l'auteur.

Mais il est également certain que tout conflit social ne doit pas être réduit à un conflit de classe. Il faut poser la question autrement, ni de façon éclectique ni en versant dans un réductionnisme de type stalinien. Il est nécessaire d'éviter les deux écueils. Ne devons-nous pas le faire en nous inspirant de la manière dont Lénine posait le problème en 1902 ? Même si le texte est sa brochure Que faire ?,

tant décriée par certains ou transformée en « mausolée de la pensée » par d'autres ?

« La conscience de la classe ouvrière ne peut être une conscience politique véritable si les ouvriers ne sont pas habitués à réagir contre tout abus, toute manifestation d'arbitraire, d'oppression et de violence, quelles que soient les classes qui en sont victimes, et à réagir en social-démocrates, et rien qu'en social-démocrates. La conscience des masses ouvrières ne peut être une véritable conscience de classe tant que les ouvriers n'ont pas appris, à partir des faits et des événements concrets de l'actualité la plus immédiate, à observer chacune des autres classes sociales dans toutes les manifestations de la vie intellectuelle, morale et politique de ces classes, tant qu'ils n'ont pas appris à analyser et apprécier pratiquement en matérialistes tous les aspects de l'activité et de la vie de toutes les classes, catégories et groupes de la population. Quiconque concentre l'attention, la perspicacité et la conscience de la classe ouvrière uniquement et même principalement sur cette classe elle-même n'est pas un social-démocrate : car la connaissance de la classe ouvrière par elle-même est inséparable de sa vision parfaitement claire des rapports entre toutes les classes de la société contemporaine, vision non point seulement... ou plutôt non point tant théorique que fondée sur l'expérience de la vie politique. »

Ce développement garde toute son actualité. Il enterre à la fois l'étroitesse ouvriériste frileuse et l'empirisme ouvert à tous les vents, sous couvert d'ouverture aux « nouvelles radicalités ». Ces deux politiques demandent à être dépassées, car l'une comme l'autre sont révélatrices d'un

manque de confiance dans le prolétariat comme classe révolutionnaire.

PROBLEMES PROGRAMMATIQUES : LA QUESTION DE LA PROPRIÉTÉ

On sait que les considérants placés en introduction au programme du Parti Ouvrier dirigé par Jules Guesde et Paul Lafargue ont été rédigés par Karl Marx. Nous croyons utile de citer les premières lignes de ces considérants. Les marxistes français, qui étaient peu nombreux, se présentaient aux élections de 1881 devant les travailleurs avec un programme commençant ainsi : « Considérant, que l'émancipation de la classe productive est celle de tous les êtres humains sans distinction de sexe ni de race ; que les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seront en possession des moyens de production (terres, usines, navires, banques, crédits, etc.) » Avant que les revendications d'ordre politique et économique soient avancées, il fallait selon Marx, définir « le but communiste » en quelques lignes.

En 2002, est-il concevable de formuler ouvertement, dès maintenant, en termes actualisés bien sûr, des objectifs révolutionnaires comme le pensait Marx ? N'est-il pas nécessaire d'affirmer fièrement que l'« appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive – ou prolétariat- organisée en parti distinct » ?

Pour les militants qui se considèrent seulement comme d'extrême gauche ou comme « 100 % à gauche », ce n'est pas nécessaire. Disons même qu'ils pensent que cela nuirait beaucoup à une certaine forme de « crédibilité ». La revendication ne leur pa-

raît pas souhaitable.

Certes l'extrême gauche peut se contenter d'avancer des revendications politiques et économiques relevant de positions qui sont radicales, tout en ne mettant pas la propriété capitaliste en cause explicitement. Leur justesse et leur pertinence sont indéniables dans la plupart des cas. Leur caractère utile, positif, n'est pas à démontrer. Citons par exemple l'interdiction des licenciements, le droit pour tous à un emploi et à un logement, la défense et le renforcement des services publics, la régularisation de tous les sans-papiers ou le droit de vote des immigrés à toutes les élections. Mais le fait que, d'une façon ou d'une autre, l'objectif fondamental (qu'on le nomme collectiviste, socialiste ou communiste) ne soit pas affirmé depuis des années entraîne un infléchissement des programmes des organisations d'extrême gauche qui ne laisse pas d'être inquiétant pour l'avenir.

La question de la nécessaire expropriation des capitalistes est contournée par LO et escamotée par la LCR. LO depuis cinq ans, comme la LCR (depuis les élections européennes de 1999) ne s'inspirent plus que de façon lointaine du plan d'urgence avancé par LO en 1995. La porte-parole de LO parle de la nécessité de contrôler les livres de comptes des entreprises et parfois de réquisitionner celles qui licencient alors qu'elles font des profits. Le contrôle par les travailleurs est décomposé en deux temps par LO : voyons d'abord les profits qu'on nous cache, et ensuite il nous faudra « prendre sur les richesses accumulées par les patrons ». Le porte-parole de la LCR avance encore plus timidement la nécessité d'une « autre répartition des richesses », d'une loi interdisant les licenciements et d'une forte taxa-

tion du capital et des grandes fortunes. Qui fera tout cela ? La réponse n'est pas claire.

Dans la campagne électorale actuelle de LO, le monde du travail doit « donner de la voix », « se faire entendre », « exiger son dû », « changer le rapport de force en sa faveur ». Il faudrait « Se faire entendre » ? De qui ? Du gouvernement, des capitalistes qui vont avoir peur des scores de l'extrême gauche ? On voit bien que ce genre de formulations apparemment radicales met le monde du travail en situation de dépendance vis-à-vis de la classe dominante et non d'indépendance préparant les ruptures décisives.

Il est inévitable qu'en considérant le monde du travail comme une classe protestataire et non comme une classe potentiellement révolutionnaire, les responsables des campagnes de LO et de la LCR en viennent à des formulations frôlant l'utopie réformatrice. De nombreuses affirmations se focalisent sur « l'État » qui devrait embaucher, développer les services publics, qu'on devrait obliger « à répartir les richesses autrement ». Ces embauches et le relèvement du pouvoir d'achat des classes populaires « relanceraient l'économie ». Miracle de la lutte des travailleurs engendrant une sorte de keynésianisme prolétarien auquel la bourgeoisie et son État seraient obligés de céder !

N'est-il pas dangereux de faire croire aux travailleurs qu'ils pourraient contraindre la bourgeoisie à céder une part notable de son pouvoir et de ses richesses « plutôt que de tout perdre ». Peut-on décemment affirmer cela à la lumière de la lutte des classes entre bourgeois et prolétaires depuis près de deux siècles ? Le seul exemple de la grève générale de juin 1936 est assez éloquent

pour illustrer le fait que la bourgeoisie s'empresse de reprendre avec une énergie et une férocité redoublées ce qu'elle a été obligée de céder momentanément. La valorisation excessive de tous les bienfaits que la classe ouvrière pourrait tirer d'un « changement de rapport de force » conduit de fait à escamoter la nécessité pour elle de se préparer à exercer pleinement le pouvoir ; et pour ce faire à briser celui de la bourgeoisie. Dans le même ordre d'idées, le thème de la taxation du capital n'est pas très convainquant et est même contestable tel qu'il est présenté par LO et la LCR à défaut de préciser qui le fait et selon quelles modalités. L'exemple de l'Argentine montre de façon éclatante qu'il faut d'abord bloquer les capitaux, les empêcher de fuir si on veut ensuite les taxer. Ensuite, qui pourrait les taxer ? Qui pourrait « imposer une autre répartition budgétaire » ? Un gouvernement d'en bas, un gouvernement des travailleurs et de leurs organisations. Faute d'avancer ce « débouché politique », on parle pour ne rien dire. Ou pire, on laisse entendre qu'un gouvernement bourgeois pourrait le faire ou accepter que les travailleurs le fassent, tout en restant en place !

Ce que nous avons voulu cibler ici n'est pas le manque de radicalisme des revendications avancées par les organisations d'extrême gauche qui mènent campagne. Ces revendications correspondent fortement pour la plupart aux préoccupations du monde du travail. Sous ce rapport, il est compréhensible et réjouissant qu'on puisse s'attendre à un succès inédit des scores de l'extrême gauche. La carence se situe dans le flou ou l'absence de médiations entre ces revendications et les objectifs ultimes qui doivent être ceux du prolétariat.

Faut-il dire « on verra plus tard, le moment venu, lorsque la lutte sera de forte intensité » ? Non, ce serait irresponsable d'évacuer ces problèmes programmatiques et de ne pas en débattre dès maintenant. Cela suppose rompre avec la pratique des débats internes exclusifs à chaque organisation. L'exemple de l'Argentine doit être à nouveau invoqué pour que, ici en France, dans un de ces pays de démocratie impérialiste qui a pillé le peuple argentin, personne ne puisse s'imaginer que la situation est stable pour longtemps et que nous aurons tout notre temps pour aviser en cas de situation sociale explosive. Il serait également décent, pour des internationalistes, de ne pas évoquer sans cesse toutes les richesses détenues par la bourgeoisie et dans lesquelles l'État serait supposé puiser pour créer des emplois dans les services publics, en oubliant de préciser qu'une bonne part de ces richesses proviennent de l'exploitation de prolétaires d'autres pays et leur reviennent en priorité.

L'AVENIR

DU PROLÉTARIAT

MONDIAL : REDEVENIR

LE SUJET DE L'HISTOIRE

Ceci nous amène en conclusion à relier le caractère mondial du prolétariat à la nécessité d'une politique internationaliste, la seule en mesure de permettre au prolétariat de redevenir le sujet primordial de l'histoire de ce siècle. Trotsky écrit dans *La Révolution permanente* : « Le marxisme procède de l'économie mondiale considérée non comme la simple addition de ses unités nationales mais comme une puissante réalité indépendante créée par la division internationale du travail et par le

marché mondial qui, à notre époque, domine de haut les marchés nationaux. » Le fait qu'en 2002 le marché mondial domine les marchés nationaux d'encore plus haut ne nécessite pas d'amples démonstrations.

Un marxisme scandé par les moments forts des campagnes électorales et centré sur des préoccupations par trop nationales placerait les militants en retrait par rapport à la perception de nombreux travailleurs, conscients du caractère mondial du système qui les exploite. De même un mouvement international largement déconnecté du prolétariat pour l'instant, et que symbolise Porto Alegre, est voué à l'impuissance en se cantonnant à des campagnes de protestation contre les méfaits du capitalisme, campagnes au demeurant utiles. (lire à ce propos l'article de Christophe Aguiton, qui en chante les louanges, intitulé « L'Internationale sans nom des résistances » dans le numéro de septembre 2001 de *Contre Temps*).

La mondialisation capitaliste est une donnée fondatrice pour une politique avancée par les révolutionnaires au sein du monde du travail. Trotsky précisait : « L'internationalisme n'est pas un principe abstrait ; il ne constitue que le reflet politique et théorique du caractère mondial de l'économie, du développement mondial des forces productives et de l'élan mondial de la lutte de classes. » Une des tâches collectives des marxistes à notre époque consistera à mettre en évidence en quoi le sort des prolétaires des différents pays sont liés, en quoi les expériences des uns renforcent les autres, en quoi ils sont chacun une composante d'un tout appelé à transformer la société à l'échelle mondiale, en alliance avec les autres classes populaires.

La question des rapports entre religion et politique a surgi à nouveau avec force ces derniers temps dans l'actualité mondiale. Sur fond d'attentats terroristes, de guerre en Afghanistan, de déchaînement de violences de l'armée d'Israël... s'est ouvert en France dans les médias un débat d'opinion relayé par divers livres visant à apprécier le rôle social des religions (danger potentiel ou facteur de cohésion des sociétés ?) et à discuter le type de rapport souhaitable entre religions et États (séparation laïque ou coopération ?)

Mondialisation capitaliste et combat laïque

Quelques éléments pour ouvrir la discussion

Le débat sur les religions et la laïcité ignore cependant en général les questions posées par la politique économique dictée au monde par les grandes puissances capitalistes, ce qui lui donne un aspect quelque peu immatériel. Quels rapports le conditionnement religieux de masse, auquel collaborent aujourd'hui de nombreux États de la planète, entretient-il avec le processus de mondialisation capitaliste en cours ? En quoi la laïcité peut-elle participer de la résistance à cette mondialisation telle qu'elle s'est ex-

primée récemment de Gênes à Porto Alegre ? Je me propose ici d'examiner cette question en soutenant l'idée selon laquelle la lutte, non pas pour en finir avec les croyances religieuses en tant que telles, mais pour la séparation des religions et de l'État est aujourd'hui l'une des grandes questions à résoudre pour celles et ceux qui affirment aujourd'hui qu'un « autre monde est possible ».

Aborder sous cet angle la question laïque conduit nécessairement à rencontrer un certain nombre d'objec-

tions formulées au nom du marxisme. Entreprendre aujourd'hui de poser la question de la séparation des religions et des États comme une question elle aussi « mondialisée » peut passer, au mieux, pour une dépense d'énergie inutile, puisque on sait depuis Engels qu'« aucune prédication religieuse ne peut suffire à étayer une société qui s'écroule », au pire, pour une façon de se tromper à la fois d'adversaires et d'alliés. Le fait que les organisations qui en France se réclament du trotskysme sont loin d'adopter une telle approche mondialisée de la question laïque ne peut que renforcer ces interrogations.

Je chercherai à répondre dans les pages qui suivent à ces objections. Je ne m'attarderai pas ici à examiner la politique menée par chacune de ces organisations en la matière, bien que je considère essentiel qu'un bilan critique puisse être tiré des erreurs, voire des errements du passé. Je me limiterai ici à un bref examen de ce que furent, telles du moins que je les comprends aujourd'hui, les positions de Marx et d'Engels à propos de la laïcité dans l'Europe de leur temps (c'est-à-dire, pour évacuer tout faux problème de terminologie, à propos de la séparation des religions et de l'État, comme des religions et de l'École), avant de rechercher en quoi elles peuvent être toujours d'actualité dans le monde de 2002.

MARX ET LA DOUBLE

DIMENSION

« ÉMANCIPATRICE » ET

« BOURGEOISE » DE

LA SÉPARATION

DES ÉGLISES

ET DE L'ÉTAT.

La question de la politique laïque chez Marx et Engels (qu'il ne faut pas confondre avec celle de leur conception de la religion) n'a fait l'objet à ce jour à ma connaissance d'aucune étude systématique. Il faut cependant signaler d'emblée qu'elle touche à deux aspects de leur pensée longtemps schématisés, mais que le renouveau actuel des études sur Marx permet aujourd'hui de mieux saisir : leur rapport à la tradition politique du libéralisme d'une part, à la Révolution française de l'autre. Par ailleurs, à l'exposé dogmatique de « ce que Marx a vraiment dit » tendent à se substituer aujourd'hui des recherches visant à situer Marx comme Engels dans leur contexte historique pour comprendre l'évolution, et même les divergences internes d'une pensée qui ne peut s'appréhender comme système clos. Le travail de Jacques Texier sur Révolution et démocratie chez Marx et Engels est exemplaire d'une telle démarche dont s'inspirent les lignes qui suivent.

Commençons par rappeler brièvement qu'au moment où Marx et Engels abordent la vie politique, la séparation des Églises et de l'État est depuis longtemps une question majeure de l'histoire politique de l'Europe et même de l'Occident. Née de la lutte pour la liberté de conscience dans l'Europe des XVI^e et XVII^e siècles, cette exigence se constitue en doctrine politique d'abord en Angleterre avec Locke, pour qui « l'Église et l'État doivent être totalement séparés », Lettre sur la tolérance, 1689). Intégrée à la doctrine des droits naturels, et devenue l'un des points clés du programme du grand courant du libéralisme politique, elle connaît sa première réalisation pratique aux États-Unis à la fin du XVIII^e siècle, à la suite de la guerre d'Indé-

pendance (1791), en rejetant toute notion d'Église établie à l'anglaise et en construisant, selon la célèbre formule de l'un de ses concepteurs, Thomas Jefferson, un « mur de séparation » entre le nouvel État et les différentes Églises de la société civile. Même si cette séparation reste « bienveillante » envers le christianisme comme tel, elle représente une étape essentielle du processus de rupture entre pouvoir politique et pouvoir religieux, et cela au nom du principe énoncé par le futur Président James Madison selon lequel « la politique n'a pas besoin de la religion et la religion n'a pas besoin de la politique ». Ce n'est plus, on le sait, la position des dirigeants américains aujourd'hui, G.W. Bush en tête. Mais cela traduit le caractère ultra-réactionnaire de l'époque que nous vivons.

En France, la Révolution qui abat au même moment le monopole religieux de l'Église catholique en même temps qu'elle triomphe de l'aristocratie, établit définitivement l'égalité civile de tous les citoyens (masculins) sans égard à leur croyance, et entreprend la mise sur pied d'une école que certains veulent totalement laïque (1792). Après Thermidor s'installe pour quelques années une séparation stricte (l'État est neutre vis-à-vis de toute religion, y compris du christianisme, 1795) associée à une constitution censitaire qui consacre la victoire de la bourgeoisie à la fois sur l'aristocratie d'Ancien Régime et sur le peuple.

Avant même que le mouvement ouvrier (ou plutôt certains de ses courants) ne s'en empare à son tour, le principe de la séparation de l'Église et de l'État possède donc une double dimension que lui a conféré son histoire : une dimension émancipatrice, traduction politique du droit de cha-

cun à penser librement en matière religieuse (« droit à l'hérésie ») et fondement démocratique du droit des peuples à exercer leur souveraineté sans l'intervention d'aucun clergé, et une dimension plus étroitement bourgeoise, où la dissociation de l'individu « abstrait » et de sa religion particulière laisse le champ libre à la domination réelle des détenteurs des richesses sur l'ensemble de la société. Marx se montre sensible très tôt à cette double dimension. Dès La question juive (1843), à un moment où il n'est pas encore communiste, il écrit à propos de « l'émancipation politique » des juifs, c'est-à-dire l'obtention de l'égalité civile et politique qui leur était alors déniée en Prusse, officiellement « État chrétien » : L'émancipation politique constitue, somme toute, un grand progrès. Elle n'est pas, il est vrai, la dernière forme de l'émancipation humaine, mais elle est la dernière forme de l'émancipation humaine dans les cadres de l'état social actuel. En d'autres termes : la neutralité religieuse de l'État moderne constitue à la fois un « grand progrès » par rapport aux États confessionnels antérieurs vers ce que Marx appelle un peu plus haut « l'émancipation humaine universelle », et un « moment » à dépasser, puisqu'elle laisse subsister dans toute sa puissance « l'argent, devenu le dieu du monde » (id, p. 210), ce que ne comprend pas Bruno Bauer (contre qui il polémique) et avec lui l'ensemble du libéralisme politique. La « révolution politique » (dont le modèle est à ses yeux la Révolution française), et la laïcisation de l'État qui en résulte, à la fois nécessaire et insuffisante, doit être complétée par une nouvelle révolution que Marx appellera bientôt sociale, ou prolétarienne. Mais cette laïcisation de l'État elle-même, Marx

arrive autour de 1848 à la conviction que les bourgeoisies européennes sont devenues désormais incapables de la réaliser là où elles ne l'ont pas encore opérée et où règne encore, sous une forme ou une autre, l'alliance du Trône et de l'Autel. C'est la classe ouvrière, puissance sociale montante, qui en s'émancipant de la domination capitaliste par la conquête du pouvoir politique, émancipera toute l'humanité et réalisera l'ensemble des « tâches démocratiques », et parmi elles la séparation de l'Église et de l'État. A partir de 1848, celle-ci figure dans tous les programmes écrits par Marx et par Engels, ou directement inspirés par eux : programme du Parti communiste allemand en avril 1848 ; programme du congrès chartiste anglais de 1850 à l'initiative d'Ernst Jones, un proche de Marx ; programmes sociaux-démocrates allemands d'Eisenach (1869), de Gotha (1875) et d'Erfurt (1891) qui y ajoute la laïcité (Weltlichkeit) de l'école... Insistons-y : il ne s'agit en rien d'une séparation « socialiste », mais d'une séparation tout court. Après avoir lutté avant 1848 pour arracher le mouvement ouvrier européen aux influences du christianisme démocratique, Marx et Engels refusent de suivre les courants portés par la montée de l'anticléricisme ouvrier sur le continent dans les années 1860 et 1870, qui veulent faire de l'athéisme la doctrine officielle de l'Internationale (Bakounine) ou qui envisagent, comme les partisans de Blanqui, l'interdiction des cultes après la conquête du pouvoir politique. Aux uns et aux autres Marx oppose l'exemple de la Commune de Paris, présentée comme ayant « brisé l'outil spirituel de l'oppression, le pouvoir des prêtres » au moyen de la séparation de l'Église et de l'État :

« Les prêtres furent renvoyés à la calme retraite de la vie privée pour y vivre des aumônes de leurs fidèles à l'instar de leurs prédécesseurs, les apôtres ». Pas d'athéisme officiel, donc, ni dans le mouvement ouvrier, ni sous un gouvernement ouvrier. De même Marx félicite-t-il la Commune pour avoir proclamé la double indépendance de l'école vis-à-vis des doctrines officielles de l'Église comme de l'État, une revendication démocratique alors « classique » que seule, selon Marx, un gouvernement ouvrier est désormais à même de réaliser.

UNE PRÉVISION TROP OPTIMISTE A PROPOS DU RECUL DES RELIGIONS.

Objectif programmatique des futurs gouvernements de la classe ouvrière, qu'ils parviennent au pouvoir à la suite d'une insurrection ou par la voie du suffrage universel (je suis sur ce point Jacques Texier), la laïcité ne revêt cependant guère pour Marx comme pour Engels le statut de revendication centrale dans la lutte politique de la classe ouvrière contre les gouvernements en place. L'objectif d'abolir ce qui subsiste des liens entre État et Église(s) dans l'Europe de la seconde moitié du XIX^e siècle est en général considéré par Marx et par Engels comme non-prioritaire, et susceptible d'être renvoyé à plus tard, au moment où les travailleurs seront en mesure d'organiser eux-mêmes la société selon leurs propres principes. On le voit bien lors du Kulturkampf (la lutte « civilisatrice ») lancé par Bismarck à partir de 1872 contre l'Église catholique, qu'ils refusent de soutenir, fût-ce de façon critique. Leurs argu-

ments : la lutte anti-catholique détourne les travailleurs de leurs véritables problèmes ; elle les conduirait

à une alliance contre-nature avec le libéralisme bourgeois, lui-même rallié à l'Empire allemand ; elle ne sau-

rait même remporter de réel succès, tant Bismarck a au fond besoin contre les masses de l'Église qu'il fait mine de combattre.

Ce statut de « faible urgence immédiate » de la lutte pour la laïcité renvoie à une « hypothèse fondamentale » (Mickaël Löwy) que Marx et Engels partagent avec Feuerbach, Auguste Comte, Jules Ferry et à peu près toute l'opinion « avancée » des libres-penseurs de leur temps : le déclin du christianisme leur paraît irréversible. Toute l'aide des États aux Églises, et tout l'endoctrinement religieux subi à l'école par les enfants du peuple n'a pu empêcher que le mouvement ouvrier s'en soit d'ores et déjà émancipé, tout au moins sur le continent. Constatant dans l'un de ses derniers écrits (*Socialisme utopique et socialisme scientifique*, 1892) les efforts de la bourgeoisie anglaise pour conserver à la religion son emprise sur le peuple, Engels y voit assurément l'un des grands obstacles au progrès du socialisme dans la classe ouvrière anglaise, au point d'écrire, sous le sous-titre « Il faut une religion pour le peuple » : « Maintenant, plus que jamais, le peuple doit être tenu en bride par des moyens moraux, et le premier et principal moyen d'action sur les masses est et reste encore la religion. De là les majorités d'ecclésiastiques dans les schools boards [administration locale des écoles primaires publiques britanniques], de là les dépenses sans cesse grandissantes que la bourgeoisie s'impose pour encourager toute sorte de démagogie dévote, depuis le ritualisme jusqu'à l'Armée du Salut ».

Néanmoins, il conclut avec optimisme que ces efforts ne sauraient « opposer une digue à la marée montante du prolétariat. La tradition est une grande force retardatrice, elle est la

MARX ET LA QUESTION DE LA LAÏCITÉ PENDANT LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

L'approche de la question laïque par les courants et partis se réclamant du marxisme après la mort de Marx a été en partie tributaire de leur appréciation de la Révolution française, et notamment de Robespierre, généralement compris comme représentant le moment politique le plus avancé de la Révolution (cf. le sens habituel de « Thermidor »). Marx lui-même avait de Robespierre une approche souvent plus nuancée et plus fortement critique, comme le souligne François Furet dans un livre pour le moins « non amical » à l'égard du marxisme, mais souvent d'une remarquable puissance d'analyse (*François Furet, Marx et la Révolution française*, Flammarion, 1986). Néanmoins ni Engels ni lui-même ne prêtent jamais attention, sauf erreur de ma part, au fait que la politique préconisée par Robespierre fut tout au long de la Révolution une politique non-laïque, depuis la Constitution civile du clergé (juillet 1790), dont il fut, à l'Assemblée Constituante, l'un des promoteurs, jusqu'au culte de l'Être suprême destiné, au moment où le clergé constitutionnel était en pleine déroute, à sauvegarder au moins une idée religieuse comme fondement du « lien social » en faisant de l'athéisme en quelque sorte l'allié objectif de la contre-révolution. Dans *L'Idéologie Allemande*, Marx se moque même de « saint Max » (Stirner) pour avoir présenté Robespierre et Saint-Just comme des représentants du « cléricalisme ». « En face d'eux, il y avait tous les clercs », croit-il pouvoir écrire pour leur défense (*Éditions sociales*, 1976, p. 170).

Marx est ici à la fois tributaire de ses sources d'information et d'une sous-estimation (qui à mon sens fait problème) de l'importance des enjeux démocratiques de la question laïque pendant la Révolution française. Une vision différente de la Révolution française au sein du mouvement ouvrier ne commencera à acquérir le droit à l'existence qu'à la fin du XIX^e siècle, avec l'Histoire Socialiste de la Révolution Française de Jaurès et les travaux contemporains de James Guillaume (dont les remarquables Procès-verbaux du Comité d'Instruction publique de la Législative et de la Convention (1889-1909) ont été récemment réédités chez L'Harmattan en 1997). Cette conception, interprétant la dictature jacobine comme prolongement révolutionnaire de la politique du « despotisme éclairé », a été conduite à réévaluer l'intérêt démocratique des efforts engagés à partir de 1792 pour la séparation de la jeune République et de toute religion (efforts qui s'exprimèrent à la Convention en particulier dans le combat pour la laïcité intégrale de l'enseignement public mené — contre la conception du « déisme d'État » de Robespierre et de ses proches — par des conventionnels plus ou moins rattachés aux différents « camps » montagnard et girondin en présence). Mais la vision « classique » de la Révolution française exposée par Marx comme par Engels devait se perpétuer dans le mouvement marxiste ultérieur sous une forme souvent rigidifiée, et contribuer à légitimer bien des errements politiques du « tiers-mondisme » en la matière (pour une discussion critique récente de la conception de la Révolution française chez Marx et Engels, voir notamment Florence Gauthier, « Critique du concept de "Révolution bourgeoise" appliquée aux Révolutions des droits de l'homme et du citoyen du XVIII^e siècle », *Actuel Marx*, n° 20, PUF, 1996, p. 149-160).

force d'inertie de l'histoire, mais comme elle est simplement passive, elle est sûre de succomber ; la religion ne sera pas non plus une sauvegarde éternelle pour la société capitaliste ». On peut placer sa confiance dans le processus révolutionnaire pour achever de libérer les travailleurs de l'influence cléricale. D'où la conclusion d'Engels rappelée plus haut : « aucune prédication religieuse ne peut suffire à étayer une société qui s'écroule ».

LES RELIGIONS DANS LE DISPOSITIF POLITIQUE DU CAPITALISME MONDIALISE

Plus d'un siècle après la mort de Marx et d'Engels, le mouvement de mondialisation du capital fait aujourd'hui « de l'argent le dieu du monde » à une échelle insoupçonnable au temps où Marx écrivait ces mots, rendant plus actuelle que jamais la recherche qui était la leur des voies politiques permettant à l'humanité de se libérer de cette domination dévastatrice. Mais que penser, face aux rapports actuellement noués entre religions et politique, de la façon dont ils concevaient la question laïque ?

Je ne m'attarderai pas ici à établir que les autorités religieuses de toutes confessions constituent toujours cet outil spirituel de l'oppression qu'ils y voyaient. Mais on doit constater qu'il est désormais impossible de partager l'appréciation optimiste rapportée plus haut quant à l'impuissance des religions à « étayer une société qui s'écroule ». L'histoire du XX^e siècle a au contraire montré la redoutable efficacité des clergés de toutes confessions pour rendre légitimes les pires oppres-

sions. « La bonne vieille religion, qui apprend que l'homme est ici-bas pour souffrir » (et que la femme est ici-bas pour souffrir selon la volonté de l'homme, doit-on ajouter) répand toujours aujourd'hui sous divers vocables, parfois modernisés, sa parole d'asservissement sur toute la planète. Si l'humanité est aujourd'hui, pour reprendre l'expression d'Engels, politiquement « tenue en bride », c'est-à-dire entretenue dans la conviction qu'il lui est impossible de mettre fin elle-même aux maux qui l'accablent, les religions de toute nature, qui entretiennent activement cette conviction dont elles vivent, en sont responsables pour une part de toute évidence devenue impossible à négliger.

Cette puissance qui demeure la leur, les religions, il est vrai, ne la tirent pas aujourd'hui en réalité d'elles-mêmes : l'appui des États leur est indispensable. Que deviendraient les religions chrétiennes, l'islam, le judaïsme, d'autres encore, si ces religions (c'est-à-dire les autorités religieuses qui les représentent) étaient soudainement contraintes de ne compter que sur elles-mêmes pour vivre ? Si elles étaient privées des revenus que leur procurent directement ou indirectement les finances publiques de la quasi-totalité des États de la planète ? De l'accès discret ou obsédant aux médias publics ? Des cours obligatoires de religion au programme des écoles publiques de la plupart des pays du globe, ou encore de l'inscription de leurs interdits spécifiques et de leur vision de la femme dans les codes civils de nombreux pays, des nombreuses lois réprimant le blasphème (y compris en contexte chrétien) et l'apostasie ? « Il faut une religion pour le peuple » ; jamais en effet cette maxime politique n'a été davantage

mise en pratique que par les tenants de la « bonne gouvernance » mondialisée d'aujourd'hui.

De cette situation, les grandes puissances impérialistes portent historiquement la responsabilité principale. Ce sont elles qui ont organisé, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, la partition de l'Inde sur des bases religieuses, puis (avec l'aide de l'URSS de Staline) la création d'Israël comme état confessionnel, étouffant dans l'œuf tout projet de formation d'un État laïque intégrant les deux composantes juive et palestinienne : les conséquences de ces décisions sont aujourd'hui encore payées au prix fort. Depuis des décennies, elles ont recherché l'appui des forces religieuses traditionnelles pour asseoir leur domination planétaire (jusqu'à soutenir, comme le gouvernement américain entre 1996 et 2000, le régime des talibans pour le motif naïvement exprimé voici quelques années par ce sénateur américain en visite à Kandahar : « Ces gars-là sont profondément religieux et fortement anti-soviet »). Les attentats du 11 septembre dernier ne constituent nullement pour eux la preuve de la dangerosité du recours aux religions d'État, mais une injonction à mieux les contrôler. Le Monde du 15 février 2002 a publié une Lettre d'Amérique, les raisons d'un combat, signée d'une soixantaine d'intellectuels liés aux administrations Carter, Clinton et Bush, ainsi qu'à diverses Églises. Les signataires de ce document destiné à une diffusion internationale, et visant à justifier par avance les nouvelles guerres en préparation aux États-Unis (qualifiées de guerres pour des valeurs universelles !), s'élèvent non contre les États religieux berceaux du monstrueux fanatisme d'Al-Qaïda (l'Arabie Saoudite notamment) mais

contre... ce qu'ils appellent « l'idéologie laïque », coupable de « surestimer sans doute la capacité des sociétés humaines à se passer de "religion" et d'affaiblir ainsi la lutte "contre le terrorisme" ». Ils précisent : « Bien que l'idéologie laïque semble de plus en plus, dans notre société, emporter l'adhésion des jeunes générations [intéressant aveu], nous la désapprouvons parce qu'elle vient à l'encontre d'une partie importante de la société civile et tend à nier l'existence de ce que l'on peut considérer avec quelque raison comme une dimension importante de la personne humaine. » Il ne reste plus qu'à considérer que « la foi et les institutions religieuses sont, ici et là dans le monde, des bases importantes de la société civile, qui ont souvent produit des résultats bénéfiques et apaisants, (même s'ils) ont parfois aussi été des facteurs de division et de violence ». Voici ainsi renversée la formule bicentenaire de James Madison citée plus haut : pour ces idéologues dits néo-libéraux, chiens de garde de l'impérialisme le plus puissant du monde, la politique a grandement besoin de la religion et la religion de la politique.

C'est pourquoi il convient, me semble-t-il, de réexaminer les appréciations portées voici plus d'un siècle par Marx et Engels sur le caractère de « faible urgence immédiate » des luttes pour la laïcité de l'État comme de l'enseignement public. On ne peut plus considérer l'emprise religieuse sur une part importante de l'humanité comme une survivance « sûre de succomber », et destinée à se dissiper d'elle-même dans le cours de la lutte politique (la révolution iranienne aurait dû éliminer là-dessus les derniers doutes). La dimension « bourgeoise » (ou tout au moins non-socialiste) du combat laïque peut-elle

occulter plus longtemps l'impérieux besoin de sa dimension « émancipatrice » ? Le soutien étatique aux religions, impulsé et cautionné par les grandes puissances impérialistes, connaît aujourd'hui une extension que ni Marx ni Engels (pas plus qu'aucun de leurs contemporains) n'avaient imaginée. Quelles conséquences en tirer ?

LA QUESTION LAÏQUE

AUJOURD'HUI : QUESTION

« MONDIALISÉE » ELLE AUSSI

Il me semble tout d'abord qu'il convient de s'interroger sur la place (actuellement faible, à l'évidence) que tiennent les préoccupations laïques dans la lutte contre la mondialisation capitaliste telle qu'elle s'est menée ces dernières années. Pour s'en tenir à un seul exemple : la déclaration du Séminaire mondial sur l'éducation (1-2 février 2002, Forum Social Mondial de Porto Alegre), qui affirme à juste titre que « l'éducation est un droit social universel » et non une marchandise, se prononce pour « une éducation qui forme des personnes libres et critiques ». Une telle éducation est-elle compatible avec le maintien d'un enseignement obligatoire de religion ? La déclaration n'en dit rien. Je n'ignore pas l'implication de mouvements d'inspiration religieuse dans la résistance sociale anti-capitaliste, notamment au Brésil. Mais des mouvements à référence religieuse réellement respectueux de l'esprit critique des jeunes scolarisés peuvent-ils accepter que l'école aide des religions à imposer précocement leur doctrine ? Je ne vois pas d'autre base, pour quelque monde possible » en matière éducative, que de le définir comme celui où

à l'éducation serait garanti un caractère pleinement laïque.

Par ailleurs, je crois nécessaire d'attirer l'attention sur l'importance politique cruciale que revêt aujourd'hui la question de la séparation de la religion et de l'État dans un certain nombre de pays qui n'entraient guère dans le champ de vision de Marx et de ses contemporains d'Europe. La « question juive », qui s'est dramatiquement compliquée au XX^e siècle d'une question palestinienne, peut-elle recevoir aujourd'hui d'autre solution que laïque ? Il me semble difficile, à partir des prémisses mêmes de Marx, de se détourner de la lutte pour l'instauration d'un État laïque intégrant juifs et palestiniens, même si cette perspective ne règle pas en tant que telle la question sociale. Ne faut-il pas plutôt, reprenant sa formule de 1843, qualifier de « grand progrès » (non seulement vers l'émancipation humaine, selon l'expression de Marx, mais tout simplement vers la paix) l'État ainsi dessiné par l'écrivain palestinien Edward Saïd, qui certes « n'est pas marxiste », mais qui mieux que bien des « marxistes » définit en ces termes ce qui paraît la seule issue à l'actuelle descente aux enfers, c'est à-dire une démocratie laïque : « Le combat que nous menons est un combat pour la démocratie et l'égalité des droits, pour un état ou une république laïque dont tous les membres soient des citoyens égaux, et non pas un faux combat inspiré d'un passé lointain mythologique, qu'il soit chrétien, juif ou musulman. »

Les mêmes mots vaudraient aujourd'hui, à peine transposés, pour l'Afghanistan, l'Iran, l'Algérie... Il est significatif que les gouvernements américains et européens aient décidé de conserver au nouvel Etat af-

ghan issu de la conférence de Bonn un caractère confessionnel, « conforme aux principes de l'Islam ». Bien entendu, ces principes sont présentés comme compatibles avec la démocratie, au nom d'une conception modérée de l'islam parfois présentée comme « le véritable islam ». Il n'est pas douteux que de nombreux Musulmans de par le monde aient aujourd'hui de leur religion une conception « modérée » et tolérante. Mais c'est tout autre chose que de faire de l'« Islam modéré » la religion officielle d'un État, ce qui revient à interdire aux peuples des pays dits musulmans le droit à la séparation laïque entre religieux et politique que réclament précisément les courants authentiquement laïques de ces pays. Le Monde du 28 février a publié une interview de l'écrivain afghan Latif Pedram, en exil à Paris, qui se définit lui-même comme « républicain, démocrate et laïque ». Selon lui, « les Américains se trompent de stratégie. Ils privilégient les forces religieuses et claniques, ils ont ramené les royalistes au centre du jeu. Ils préparent ainsi les futurs déchirements. Seul un Afghanistan fédéral et laïque mettrait fin à la prédominance pachtoune et aux tensions interethniques ». La romancière iranienne Mahshid Amir-Shahi, à l'initiative en 1992 d'un courageux appel d'intellectuels iraniens en défense de Salman Rushdie, écrit dans le même sens (novembre 2001), tant à propos de l'Afghanistan que de son propre pays : « La solution doit être à la hauteur du problème. On ne saurait se débarrasser de la peste de l'islamisme en s'appuyant sur un prétendu islam modéré dont on n'arrive même pas à donner une définition satisfaisante. La seule issue est de renvoyer la religion dans le cadre de la vie privée et de dégager l'espace public de ses in-

terventions. »

Nous savons bien, « nous autres marxistes », que les Américains « ne se trompent pas » de stratégie en maintenant l'Afghanistan comme République islamique (j'ai essayé d'en expliquer plus haut la raison) ; nous savons aussi (comme assurément l'auteur des lignes citées plus haut) que le dernier stade de l'émancipation humaine ne sera pas atteint lorsqu'on aura « dégagé l'espace public » de l'emprise religieuse là où elle s'exerce encore. Mais à quoi peut servir notre savoir marxiste, si nous ne voyons pas dans cet objectif d'une démocratie laïque en rupture avec les États islamiques en place (en Afghanistan, en Iran, en Algérie...) le « grand progrès » auquel il conviendrait aujourd'hui, en toute indépendance de pensée, mais avec d'autres, et à la mesure des faibles possibilités de militants français, de travailler ?

EN FRANCE : L'ENJEU

ACTUEL DE LA LOI

DE 1905.

Dans ce tableau mondial très sommairement esquissé, la France présente un cas typique d'assistance étatique à religion en danger. L'Église catholique française est aujourd'hui en crise : montée de l'indifférence religieuse, déperdition de fidèles, et plus grave encore pour elle, non-renouvellement de son clergé vieilli (110 nouveaux prêtres ordonnés en 1999, pour 200 par an dans les années 1970 et... 1500 par an sous le Second Empire). Sans la prise en charge depuis 1959 par l'État du financement de l'enseignement privé (parachevé par Lang en 1993), le réseau scolaire catholique aurait été marginalisé depuis longtemps.

Obtenir une aide accrue de l'État est donc devenu pour elle une question vitale. Le gouvernement Jospin a compris le message. Enhardi par le peu de réactions au CAPES de religion (créé par Allègre, maintenu par Lang), comme aux nombreuses marques de réintroduction des religions dans l'espace public (cérémonies officielles interconfessionnelles après le 11 septembre), Jospin a récemment rencontré à Matignon une délégation de l'Église catholique conduite par Mgr Lustiger et le nonce (12 février 2002). Des groupes de travail ont été établis, des rencontres régulières prévues « au plus haut niveau ». Bien que Lustiger ait juré « tenir » à la loi de 1905 (supermenteur numéro 2 !) cette reconnaissance de fait de l'Église en est une violation évidente. L'objectif est non d'abroger directement la loi, mais de la vider progressivement de tout contenu. La difficile mise sur pied par le ministère de l'intérieur, depuis Pasqua, d'une représentation des « musulmans de France » va dans le même sens. Dans ce contexte, l'intérêt actuel pour « l'enseignement du fait religieux à l'école » cache mal, sous couvert d'apprentissage scolaire de la tolérance, son objectif de donner des religions une image valorisée. Le rapport remis à J. Lang le 15 mars dernier par Régis Debray (qu'on dit proche de Chevènement dans la campagne électorale en cours) vise ainsi à opérer une légitimation scolaire des autorités religieuses de toutes confessions, en contradiction totale avec le principe de laïcité dont son auteur se réclame frauduleusement.

La loi de 1905 est la loi d'une République qui « n'est pas la nôtre ». Mais elle correspond très exactement à la formule de Marx « somme toute, un grand progrès ». Combattre pour la

faire respecter (et ce sur tout le territoire) et réduire ainsi à néant les espoirs de ceux qui veulent sa disparition de fait n'est pas un combat gagné d'avance : mais c'est un combat qu'on ne peut pas se permettre aujourd'hui de ne pas mener. L'enjeu dépasse d'ailleurs de loin les frontières de la France. Il s'agit de savoir s'il sera encore possible à l'avenir de disposer dans toute l'Europe de ce point d'appui que représente la loi française organisant la laïcité, ou si l'Europe politique s'établira, contre les peuples de plus en plus gagnés à l'échelle du continent par l'indifférence religieuse, comme une Europe non-laïque. On devine à quoi travaillent en ce domaine les Blair et les Schröder, sans parler des Azñar et des Berlusconi. On ne peut douter que Chirac comme Jospin ne s'appliquent à leur faciliter la tâche.

Ces efforts intenses des gouvernements dominants de la planète pour faire prospérer les « outils spirituels de l'oppression » ou pour les sauver de la ruine représentent en un sens une bonne nouvelle. Ils montrent en effet combien en définitive ils ne sont pas sûrs d'eux mêmes dans leur entreprise de mise à genoux d'une grande partie de l'humanité devant les dieux financiers qu'ils servent. Ils constituent l'aveu que tous les « outils temporels » à leur disposition, leurs armées, leurs polices, leurs pouvoirs d'État, les grands médias à leurs services... risquent de ne pas

suffire, sans le recours au religieux, pour imposer aux peuples du monde la résignation à leur sort. Chercher à diminuer l'efficacité de ce recours, d'essence politique, en participant aux luttes menées pour imposer la séparation des religions et des États, partout où elle n'existe pas, et pour la faire pleinement respecter là où elle est établie, ce n'est pas à mon sens se détourner de la lutte contre la mondialisation capitaliste : c'est y prendre part.

Les attentats du 11 septembre 2001 ont fourni à l'Administration Bush les justifications qu'elle aurait trouvées en tout état de cause pour relancer une nouvelle fois les dépenses militaires, à une échelle encore plus élevée qu'après la guerre du Kosovo, et pour déployer son appareil militaire mondialement, dans la péninsule indienne et en Asie centrale, aux Philippines et en Colombie. Cette politique ne peut pas être dissociée des rapports de prédation forcenée que les États-Unis et le capital financier mondial, qui y trouvent leur principal appui, entretiennent avec la plus grande partie des pays et des régions du monde.

L'impérialisme américain après le 11 septembre

Quelques mois après les attentats qui ont frappé le World Trade Center et le Pentagone, on peut analyser le dispositif mis en place par l'Administration Bush. Les commentateurs européens admiratifs des réussites du modèle américain, mais néanmoins pris de scrupule face au comportement brutal des États-Unis à leur égard, avaient glosé sur le changement d'attitude que l'Administration était en train d'adopter : la constitution d'une « coalition contre le terrorisme » mettrait fin à l'« isolationnisme » américain. Rappelons simplement que ce prétendu isolationnisme s'était traduit au cours des années quatre-vingt-dix (donc largement sous l'Administration Clinton) par des opérations de déploiement des forces armées américaines dans le monde, dont le nombre a été supérieur à celui de toute la période 1945-1990. Depuis le 11 septembre 2001, le

comportement de l'Administration Bush dessine une stratégie impérialiste tant dans ses dimensions militaires qu'économiques. Certes, les formes de domination politique ont changé par rapport au temps de la colonisation, de même qu'ont changé certaines des formes « économiques » de la domination du capitalisme par rapport à celle analysées par les marxistes au début du vingtième siècle. La formidable augmentation du budget militaire, les objectifs visés par les États-Unis visent clairement à faire de la guerre (fût-elle qualifiée d'intervention humanitaire) « la continuation de la politique par d'autres moyens » pour inverser l'aphorisme célèbre de Clausewitz. Ce qu'on appelle l'« unilatéralisme » des États-Unis, le droit auto-accordé d'intervenir partout dans le monde où ils estiment que leur intérêts nationaux sont en jeu eût été qualifié d'attitude impérialiste en d'autres temps.

Quant aux objectifs « économiques » de l'État américain, ils correspondent sur de nombreux points aux caractéristiques de l'impérialisme analysées par Hilferding, Boukharine, Lénine ou Rosa Luxembourg. On doit d'autre part observer que si le terme d'impérialisme est abandonné au profit de celui d'« empire » par certains auteurs de filiation marxiste, depuis le 11 septembre il est revenu par deux fois au moins dans la presse britannique des milieux financiers. Le Financial Times a ainsi expliqué la nécessité d'un retour à un « impérialisme bienveillant » pour mettre fin au désordre mondial.

UN BUDGET MILITAIRE

POUR IMPOSER

UNE DOMINATION

SANS PARTAGE

Après le 11 septembre 2001, l'Administration Bush et le Congrès sont engagés dans une formidable progression du budget militaire. En 2001, le budget militaire atteignait 307 milliards de dollars. Le budget 2002 s'élève à 339 milliards de dollars, et le président Bush a proposé dans son message sur l'État de l'union (février 2002) que le budget 2003 atteigne 379 milliards de dollars (c'est-à-dire, en dollars constants, le même niveau qu'au plus haut de la guerre du Vietnam en 1967). Il a également proposé un doublement des dépenses consacrées à la « sécurité nationale » (Homeland Security) qui atteindrait 37,7 milliards de dollars en 2003. Soit une augmentation du budget militaire de 26 % entre 2001 et 2003, et l'objectif d'atteindre un niveau de 451 milliards de dollars en 2007. Entre 2002 et 2007, c'est la somme gigantesque de 2 144 milliards de

dollars qui devraient être dépensée à des fins militaires.

La hausse décidée par l'Administration Bush après le 11 septembre était en fait déjà programmée. Lors de la campagne pour les élections présidentielles de 2000, les « experts » du système militaro-industriel estimaient que 50 à 100 milliards de dollars supplémentaires devraient être dépensés dans les prochaines années. Ils ont donc obtenu gain de cause. Enfin, il faut rappeler que le nouveau cycle haussier du budget militaire des États-Unis a commencé en 1999 sous l'Administration Clinton. Quelques mois avant le déclenchement des frappes de l'OTAN contre la Serbie, une augmentation de 110 milliards de dollars (1998) des dépenses d'équipement entre 1999 et 2003 était annoncée par l'administration démocrate. Il ne faut certes pas ignorer les différences d'appréciation entre les deux grands partis américains, mais ne pas croire non plus à l'existence de différences majeures de leurs programmes politiques.

La suprématie américaine peut être éclairée par les quelques données suivantes. En 1999, les États-Unis réalisaient 37 %, et avec leurs alliés de l'OTAN, 64 % des dépenses militaires mondiales.^[1] Leur budget militaire est 6 fois plus élevé que celui de la Russie, qui était en 2000 le second pays du monde par le niveau de ses dépenses militaires. La suprématie des États-Unis est encore plus grande dans la production d'armes et la recherche et développement (R & D) : 5 pays réalisent l'essentiel de la recherche-développement et un pays (les États-Unis) réalise à lui seul plus de 2/3 des dépenses mondiales de ce type. Les dépenses de R & D servent à mettre au point et améliorer les technologies militaires.

Car au-delà des données statistiques, ce qui frappe est l'effort considérable que les États-Unis ont consacré depuis deux décennies à la mise au point de nouveaux systèmes d'armes. Sans abandonner leur supériorité dans le domaine des armes nucléaires (dont ils viennent de rappeler dans un rapport récent qu'ils se réservent le droit des les utiliser y compris en violation des traités de droit international) les responsables du Pentagone ont mis en place une gamme considérable de programmes qui tirent le maximum de bénéfices des technologies de l'espace, de la microélectronique, des technologies de l'information, et avec une insistance affirmée depuis le 11 septembre, des potentialités offertes par les biotechnologies. C'est dans ce contexte qu'il faut situer les guerres menées par les armées américaines. La guerre en Afghanistan ainsi que les guerres majeures de la décennie quatre-vingt-dix menées par les forces armées américaines (Irak, Serbie, Afghanistan) ont servi à tester et améliorer les systèmes d'armes qui ont été développés par les bureaux d'études des firmes de défense. Ainsi, les guerres de la décennie quatre-vingt-dix ont été des formidables terrains d'innovation technologique pour les industriels et laboratoires de recherche américains, et d'innovation opérationnelle pour l'État-major. On ne doit pas négliger ce rôle des guerres, tant les « effets d'apprentissage » sont importants pour mettre au point de nouvelles technologies nécessaires pour préparer les prochaines guerres.

Cependant ces guerres ont également un autre objectif, celui de satisfaire les besoins d'un système militaro-industriel qui s'est profondément restructuré au cours des années

quatre-vingt-dix (plus précisément entre 1993 et 1997). Deux processus absolument complémentaires ont pris place. D'une part, le degré de concentration industrielle a atteint un niveau inégalé avec la formation de cinq grands groupes qui reçoivent plus de 40 % des commandes d'équipement et de R & D du Pentagone. D'autre part, comme dans les autres industries, les fonds de placement financier ont pris une influence déterminante dans le contrôle des groupes de l'armement. Les exigences de ces fonds de voir plus de « valeur créée pour l'actionnaire » ont été entendues. L'augmentation des budgets à partir de 1999, puis son accélération décidée par G.W. Bush répondent à ces exigences. Il faut prendre au premier degré cette affirmation (qui cache mal l'enthousiasme) faite par le Financial Times : « Il pourrait sembler un peu macabre de chercher les bénéficiaires du conflit du Kosovo, mais les Bourses ne sont pas sentimentales » (Financial Times, 12 avril 1999). La conjonction de l'action exercée d'une part par les fonds de placement financier, formes dominantes du capital financier contemporain, et d'autre part par le système militaro-industriel qui, depuis cinq décennies, s'est profondément enraciné dans l'économie, la société et l'appareil politique américain, explique donc également la nouvelle course à la militarisation. Le contexte de 2002 est tout à fait différent de celui des décennies d'après-guerre. Il semblait alors à la plupart des analyses, y compris celles se réclamant du marxisme que, dans le cadre des politiques macroéconomiques dites keynésiennes, la fonction du budget militaire était également de « soutenir » l'économie américaine et de lui fournir un « stimulant » à l'approche de

récession. Ces analyses en venaient au fond à gommer, ou en tout cas sérieusement sous-estimer les effets parasites de plus en plus évidents au cours des années soixante et soixante-dix. L'augmentation du budget militaire américain qui vient d'être décidée n'a même pas cette prétention « keynésienne ». Ses effets « bénéfiques » seront essentiellement concentrés sur les groupes contractants du Département de la défense et sur les fonds de placements financiers qui en sont les principaux actionnaires.

VENIR AU SECOURS DE WALL STREET

Car l'offensive militariste de Bush vient au moment où les tensions au sein du système financier américain sont extrêmes, après le dégonflement de la bulle spéculative liée à la « nouvelle économie » (sur le NASDAQ) et un fort recul à Wall Street en 2001. Dans ce contexte, la faillite d'Enron est arrivée. Les processus qui ont permis à Enron, septième groupe américain selon le classement de la revue Fortune, de prospérer commencent à être connus [2]. C'est l'ensemble des institutions du capital financier qui sont directement concernées, les banques, les cabinets d'audits, les analystes financiers, et pour la caution idéologique, des économistes renommés [3]. Mais tout autant, les institutions d'État et le Congrès (qui pour ne prendre qu'un exemple vota en 1995 une loi qui rendait extrêmement difficiles les poursuites pénales contre les consultants et juristes financiers) sont directement en cause. L'affaire Enron révèle à quel point les mécanismes de création de ce que Marx appelle le « capital fictif » sont non seulement des éléments essentiels

du fonctionnement de la bourse et des « marchés financiers » mais également de celle de l'« économie réelle ». Ce sont les mécanismes de la production (par exemple au Brésil et en Inde, où Enron a obtenu par la corruption la concession de services publics de fourniture d'électricité qu'il a saccagés), la rémunération de la force de travail (faillites du système de retraite) qui sont directement concernés.

Il n'est évidemment pas question pour l'Administration Bush de « nettoyer » le système financier, car cela impliquerait une dévalorisation massive de ce capital fictif, et déclencherait immédiatement l'effondrement de pans entiers du système financier américain. De nombreuses groupes industriels qui se sont constitués dans les années quatre-vingt-dix au moyen de fusions-acquisitions seraient également emportés dans la tourmente. Les fusions-acquisitions, étroitement liées à la « bulle financière » qu'a connue Wall Street au cours des années quatre-vingt-dix ont en effet été largement fondées sur des évaluations douteuses appuyées sur des pratiques comptables (évidemment légales) qui permettent de fabriquer à grande échelle du capital fictif en gonflant les bilans des entreprises et groupes [4]. Ces grands groupes ont pour certains d'entre eux été plus que le symbole, la réalité de la « nouvelle économie ». Déprécier massivement leurs actifs pour une large partie fictifs ébranlerait certains des fondements de la « nouvelle économie » et la possibilité pour ces groupes financiers de continuer à exercer leur prédation rentière à l'échelle mondiale. Les déclarations de guerre de Bush, étayées par les augmentations des dépenses militaires ont pour objectif de « rasséréner » Wall Street. Elles

cherchent à restaurer la confiance des fonds de placement financiers, des ménages des classes supérieures et moyennes dans la capacité infinie des « marchés » à partir et repartir à la hausse. Car on touche là à une des caractéristiques du fonctionnement du capitalisme dominé depuis les années quatre-vingt-dix par le capital financier. Les « marchés » financiers (marchés boursiers, monétaires, des changes, des matières premières, etc.) ont considérablement augmenté leur emprise y compris par rapport au début du vingtième siècle, première période de domination directe du capital financier. Une des conséquences est le rôle tenu par les variations du cours des actifs financiers (actions, obligations, mais aussi taux de change des monnaies). Les propriétaires du capital financier ne sont pas motivés par les perspectives de long terme de l'activité des entreprises (la durée de détention des actions est inférieure à un an sur les grandes bourses mondiales) mais par les perspectives de plus-value boursière et le versement de dividendes trimestriels. Ces revenus financiers viennent en fin de compte de ponctions sur la valeur créée par la force de travail (dans l'entreprise) ou principalement sur les salaires (impôts prélevés pour payer les intérêts de la dette publique). C'est sur la force de travail, salariée et celle qui, dans les pays du « sud » travaillent de plus en plus massivement dans des conditions « informelles » (c'est-à-dire sans aucun droit) que pèse en fin de compte la poursuite de l'« Enronéconomie » dont le siège politique est au Texas (Houston), État dont le gouverneur était G.W. Bush.

ASSURER

LA DOMINATION

DU CAPITAL RENTIER

A L'ÉCHELLE PLANÉTAIRE

La décision de l'Administration Bush de mener une guerre contre l'« axe du mal » signifie que les États-Unis s'arrogent désormais le droit d'intervention sur tous les points de la planète où ils estimeront que leurs intérêts sont menacés. La lutte contre le terrorisme servira de prétexte. L'objectif est d'abord politique au sens le plus basique, celui qui consiste à user de la force et détruire par la guerre des adversaires potentiels ou réels. Le système de défense antimissile et les mesures significatives prises depuis le 11 septembre ne s'adressent pas à la Corée du Nord et autres « États voyous » selon la terminologie américaine, mais à la Chine, dont les États-Unis ne sont pas prêts à accepter l'émergence en tant que puissance capitaliste, pas même régionale, dans les prochaines décennies. De même, l'« encerclement » de la Russie à l'ouest avec l'élargissement de l'OTAN à la Hongrie, la Pologne, la République tchèque va se poursuivre avec l'adhésion de nouveaux pays (Républiques baltes, Ukraine ?). Depuis le 11 septembre, il se poursuit à l'est et au sud, dans le Caucase, la (provisoirement) dernière péripétie étant la présence de militaires américains en Georgie. Vis-à-vis des pays alliés des États-Unis dans l'OTAN (pays européens) ou liés par d'autres traités (Japon), les décisions prises depuis le 11 septembre aboutissent à une augmentation considérable du déséquilibre des rapports de force. C'est le sens des inquiétudes, totalement stériles, exprimées par le Ministre des affaires étrangères, M. Védrine. Avec les alliés, l'Administration

Bush vise donc un effet de démonstration. Il s'agit par exemple de rappeler aux gouvernements européens le poids politique réel (c'est-à-dire insignifiant) dont ils pèsent dans les « affaires mondiales ». Naturellement, l'administration, prend appui sur ce rapport de forces pour renforcer les positions du capital américain. Les organisations internationales, FMI, Banque mondiale et OMC tombent un peu plus sous la dépendance de l'Administration américaine.

L'offensive de l'administration Bush survient dans le contexte marqué par l'effondrement de l'Argentine. Le lien établi ici entre l'implication militariste américaine accrue et la crise argentine n'est pas fortuit. La mobilisation du peuple argentin, l'exigence de la répudiation d'une dette externe déjà plusieurs fois payée et dont tirent profit les groupes financiers des pays développés et les élites nationales représentent une menace très importante pour les dirigeants et le capital financier américain. L'administration américaine a compris qu'il lui fallait agir très vite et très fort pour que ce qui se passe en Argentine ne déborde pas sur tout le continent sud-américain. Elle a donc fait parvenir une lettre au gouvernement Duhalde lui ordonnant de présenter un plan de paiement de la dette « crédible et soutenable » (Financial Times 29 janvier 2002). Ce qui signifie en langage à peine diplomatique : vous devez continuer à payer le service de la dette, et cela quelles qu'en soient les conséquences tragiques pour le peuple argentin. Une semaine après réception de cette lettre, le 29 janvier 2002, le ministre des finances argentin se rendait à Washington pour « convaincre Washington que son gouvernement ne détournera pas le pays de la libéralisation des

marchés » (Financial Times 29 janvier 2002).

Participaient à cette discussion avec le ministre des finances argentin : les membres du cabinet présidentiel, le secrétaire d'Etat, le représentant pour le commerce, Zoellick... Et la conseillère à la sécurité nationale C. Rice, qui joue un rôle essentiel dans la redéfinition des objectifs de sécurité nationale de l'Administration républicaine. Elle était en particulier un des rédacteurs d'un important rapport publié quelques mois avant les élections présidentielles dans le cadre d'une « Commission sur les intérêts de sécurité nationale des États-Unis ». Ce rapport rappelait que parmi les objectifs de sécurité nationale, ceux qui engageaient les « intérêts vitaux du pays » et pour lesquels une intervention armée serait nécessaire, il fallait inclure la défense de la globalisation, c'est-à-dire « le maintien de la stabilité et de la viabilité des systèmes globaux que sont les réseaux commerciaux, financiers, d'énergie et l'environnement ». A propos des systèmes globaux d'énergie, on pense évidemment au pétrole. Les États-Unis ont une longue tradition d'intervention militaire directe et indirecte (soutien aux armées nationales) à chaque fois que leurs intérêts pétroliers étaient menacés. L'odeur du pétrole était forte dans la guerre contre l'Irak, contre la Serbie, et elle est encore forte dans la guerre en Afghanistan. D'ailleurs, selon le journal des milieux d'affaires français Les Échos [5] du 18 octobre 2001, « Les pétroliers guettent [sic] la fin du conflit afghan ». Trois mois après, le New York Times titre (9 janvier 2002) que « les États-Unis installent des bases militaires en Afghanistan et dans les pays voisins pour un engagement de long terme ». Tout indique que l'Asie centrale et le

Caucase constituent bien une pièce maîtresse du « Grand échiquier » américain du vingt-et-unième siècle, tel que l'avait analysé Z. Brzezinski. Les systèmes globaux d'énergie (au premier chef le pétrole) ne sont pas les seuls concernés. La protection des « systèmes financiers globaux » (il faut traduire la sécurité du capital financier devient un objectif de sécurité nationale essentiel des EU). Il est donc indispensable de rappeler que le refus d'un gouvernement de continuer à verser des intérêts au titre d'une dette publique qui constitue une véritable rente perpétuelle à acquitter au capital financier serait considéré comme une menace vitale contre les fonds de placement américains. Dans le contexte d'hégémonie américaine et de l'utilisation des attentats du 11 septembre, il est probable que les représailles ne se situeraient pas que sur le plan économique. L'intervention directe des forces armées américaines au prétexte de l'existence d'un groupe terroriste, le soutien à des forces armées nationales de ces pays, ou à des groupes paramilitaires créés par les appareils d'État, voilà quelques pistes qui sont déjà explorées au sein de l'Administration Bush au cas où des risques majeurs se dresseraient contre le capital financier américain.

« L'EMPIRE » A-T-IL

REMPLECE

L'IMPÉRIALISME ?

Les attentats du 11 septembre 2001 et la façon dont l'Administration Bush a depuis redéployé son appareil militaire, et dans le même mouvement réaffirmé les objectifs de domination du capital américain, infligent un sérieux démenti aux thèses sur la fin de

la « souveraineté des États au profit d'une machine de guerre –(celle du capitalisme mondial) » comme l'a déclaré Tony Negri dans un entretien publié dans le Monde (4 octobre 2001). Ces remarques font écho à l'ouvrage qu'il a publié avec Michael Hardt intitulé L'empire.[6] L'empire succéderait à l'impérialisme, tel qu'il était analysé par Lénine et R. Luxembourg. Une des différences majeures entre les deux périodes historiques est précisément le déplacement de la souveraineté des États-nations au profit d'un « appareil décentralisé et déterritorialisé du gouvernement » (page 17, souligné dans le texte). « L'impérialisme, c'est terminé. Aucune nation ne sera désormais puissance mondiale comme les nations modernes l'ont été » (p. 17). Il est donc vain de chercher un centre dominant, pas même aux États-Unis : « Les États-Unis ne constituent pas le centre d'un projet impérialiste ; et en fait aucun État-nation ne peut le faire aujourd'hui » (p. 18).

A l'inverse de cette position, le comportement de l'Administration après le 11 septembre 2001 rappelle que le capital ne peut, pour maintenir sa domination, se passer d'un appareil politique, dont les institutions (judiciaires, militaires, etc.) qui le composent se sont constituées, renforcées et améliorées dans le cadre des États des pays capitalistes dominants. C'est pourquoi le « capitalisme mondial », dans le sens donné par Negri dans son entretien au Monde, n'existe pas. Il existe une tendance du capital, en tant que rapport social, à transcender les frontières nationales et les autres barrières (formes d'organisation socio-politique par exemple). Mais son extension mondiale a pris et continue à prendre une physionomie indissocia-

blement liée aux rapports de forces inter-étatiques. Replacée dans une dynamique historique longue, la nouvelle étape dans le mouvement d'internationalisation du capital qui commence après la Seconde Guerre mondiale ne peut être dissociée de la suprématie définitive acquise par l'impérialisme américain sur ses rivaux européens et japonais. Négri et Hardt ont raison de souligner cette tendance du capital à chercher à déborder toutes les barrières, territoriales, spatiales, sociales qui s'opposent à son mouvement. On peut rappeler que dès 1948, Marx et Engels soulignaient dans le Manifeste du Parti communiste que « par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays ». Mais à de nombreuses reprises, Marx souligne le caractère contradictoire de ce « procès d'universalisation » (formule plus exacte que « mondialisation »). Ainsi, « Le capital ressent toute limite comme une entrave, et la surmonte idéalement, mais il ne l'a pas surmontée en réalité... L'universalité à laquelle il tend inlassablement trouve des limites dans sa propre nature, qui à un certain niveau de son évolution, révèlent qu'il est lui-même l'entrave la plus grande à cette tendance, et le poussent donc à sa propre abolition ».[7]

La nouvelle étape du capitalisme qui a commencé dans les années quatre-vingts mais dont le plein épanouissement date de 1989-1991 (chute du mur de Berlin et disparition de l'URSS) fait apparaître avec une nouvelle acuité la contradiction entre la tendance du capital à constituer le marché mondial (il vaudrait mieux dire à « universaliser sa domination ») et les contradictions dans lesquelles cette tendance se manifeste. Négri

et Hardt écrivent que « au moment de la Première Guerre mondiale, il parut à des nombreux observateurs – et en particulier aux théoriciens marxistes de l'impérialisme – que le glas avait sonné et que le capital avait touché le seuil d'un désastre final... Pourtant, alors que nous écrivons ce livre, et que le XX^e siècle touche à sa fin, le capitalisme est miraculeusement bien portant et son accumulation plus vigoureuse que jamais » (page 331). C'est une affirmation fortement contestable, à moins de se laisser berné par les mirages de la « révolution informationnelle » et la « nouvelle économie » [8]. En réalité, le chaos économique et la tragédie sociale provoquée par la mondialisation du capital exigent avec plus d'intensité que dans la période antérieure l'existence d'un appareil militaro-sécuritaire chargé de faire respecter l'ordre de la propriété privée, c'est-à-dire également les normes de droit que le capital cherche pour ses besoins à « mondialiser » [9].

Ce renforcement des appareils étatiques des pays dominants n'est pas contradictoire avec les objectifs du capital, relayés par les politiques néolibérales, qui sont la dérégulation des industries et des marchés, la privatisation des activités, y compris celles de maintien de l'ordre. Le développement de sociétés privées en charge de la protection de la propriété privée (mercenariat) est une caractéristique notable de ces dernières années. Il résulte dans certaines régions de la planète (Afrique, Amérique latine) de l'effondrement des appareils d'État qui a été accéléré par les politiques d'ajustement structurel et de la constitution de cliques rivales, mais également de la nécessité pour les groupes des pays développés qui investissent dans

ces régions de continuer à pouvoir exercer son activité en dépit, et souvent grâce aux guerres civiles. Dans les pays développés, la montée des activités de sociétés de gardiennage et parfois de milices traduit la montée de l'apartheid social consécutif à la situation faite à la jeunesse par le capital, et la nécessité de compléter le travail de la police, et parfois d'y suppléer. Mais la privatisation de certaines fonctions militaires et répressives ne marque nullement la fin du rôle des appareils de coercition des États.

Les attentats du 11 septembre 2001 ne permettent aucunement de conclure à la fin des « frontières » ne serait-ce que parce que ceux-ci ont été préparés à l'intérieur du territoire américain, peut-être avec la complicité active ou tacite au sein même des institutions étatiques américaines par des personnes parfaitement en règle du point de vue du droit américain et qui ont utilisé les réseaux financiers situés aux États-Unis. Ces attentats n'ont en rien affaibli la domination de l'État américain, ni à l'intérieur, ni à l'extérieur de son territoire. Ils ont facilité la campagne des médias qui visait à renforcer les sentiments pro-impérialistes et nationalistes au sein de la population américaine, ils ont permis à l'Administration et au Congrès d'étendre et de renforcer la présence des forces militaires américaines sur toute la planète. Jamais depuis la Seconde Guerre mondiale la présence militaire américaine dans le monde n'a été aussi importante. L'emprise militaire mondiale de la puissance « nationale » des États-Unis est plus forte qu'elle ne l'a été depuis des décennies. Cette emprise est utilisée non seulement pour imposer aux peuples et classes du « tiers-monde » les exigences du capital fi-

nancier, mais également aux capitalismes rivaux les intérêts du capital national américain (il y a évidemment plus qu'une coïncidence entre la commémoration des 6 mois de l'attentat et les mesures de protection des industries sidérurgiques prises par les États-Unis et annoncées le 11 mars 2002).

LA « NATION INDISPENSABLE » ET SES ALLIÉS

C'est ainsi que M. Albright qualifiait le rôle des États-Unis quelques mois avant les frappes de l'OTAN en Serbie. Ce n'était pas seulement une déclaration arrogante, mais le reflet d'une indiscutable réalité. La défense de l'ordre international ne repose plus comme dans les décennies d'après-guerre sur les deux grandes puissances mondiales, et sur un compromis qui se faisait sur la base d'un partage du monde en zones de domination. Même considérés sous le seul angle de leur « rivalité », les États-Unis ne pouvaient que triompher face à l'URSS, compte tenu de l'impasse du mode de gestion de l'économie soviétique et du niveau gigantesque des dépenses militaires qui ont hypertrophié la caste dominante et épuisé les ressources du pays, et de l'impasse vers laquelle les mouvements de libération nationale et insurrectionnels furent conduits en raison du contrôle politique et souvent matériel exercé par le Kremlin.

Les années quatre-vingts dix ont confronté à la responsabilité centrale de la défense de l'ordre mondial. Les États-Unis se trouvent dans une situation de domination mondiale sans doute inconnue dans l'histoire des deux derniers siècles. Leur domina-

tion actuelle s'inscrit dans la poursuite d'un processus amorcé avec le déclin des impérialismes européens au cours de la Première Guerre mondiale. Ce processus, analysé par Trotsky, s'est conforté au cours de la Seconde Guerre mondiale puis dans les décennies qui ont suivi. Il reste qu'en ce début de siècle, l'hégémonie des États-Unis pose en des termes différents de ceux du début du vingtième siècle la configuration des rapports de force entre les grandes puissances capitalistes et celle des classes dominantes. Lors de cette phase de domination du capital financier, les théoriciens de l'impérialisme (Hilferding, Boukharine, Lénine) considèrent que la domination du capital financier « fusionne » à un degré plus ou moins important avec « son » appareil d'État national. L'expression d'États-rentiers utilisée par Lénine et qui est d'ailleurs courante dans toute la littérature économique de l'époque, évoque bien cette idée d'espaces nationaux et de classes unifiées autour de leur État qui ne peuvent que se déchirer dans les guerres. Cette expression garde toute sa valeur. Elle ne doit toutefois occulter ni les changements survenus dans les formes qu'a prises le capital financier et dans les relations des organisations du capital financier à leur État national, ni les modifications dans les relations entre les États capitalistes dominants. Dire cela ne signifie nullement identifier la situation actuelle à celle d'un « superimpérialisme », tel que Kautsky en envisageait la possibilité. Ni considérer qu'on assiste à la formation d'un « monoimpérialisme », pour adapter la conjecture de Kautsky à la situation contemporaine. La position centrale occupée par les États-Unis ne signifie pas que ce pays mettrait en coupe réglée les capitalismes eu-

ropéen et japonais et s'approprierait, dans une relation d'exploitation, la valeur créée dans ces pays. Le capitalisme américain n'a pas « colonisé » ses partenaires européens et japonais à la manière dont les impérialismes du début du vingtième siècle ont pris possession des territoires de la planète.

La mondialisation du capital n'a levé aucune des contradictions qui ont plongé les économies capitalistes dans la crise à partir des années soixante-dix. Elle constituait une tentative de réponse à ces contradictions, elle les a en réalité intensifiées. La concurrence entre les groupes industriels et commerciaux des capitalismes dominants pour maintenir leurs parts de marché et pour l'appropriation de la valeur produite par les salariés s'aiguise dans un contexte de faible accumulation. Les rivalités augmentent également entre les organisations du capital financier pour conserver, et si possible accroître, les ponctions sur les ressources budgétaires des pays « émergents » au titre du paiement de la dette. Cependant, si la concurrence inter-impérialiste n'est pas diminuée, elle demeure circonscrite par l'hégémonie américaine. Parler d'hégémonie ne signifie d'ailleurs nullement ignorer ou même sous-estimer les facteurs de fragilité économique des États-Unis, beaucoup plus importante que les laudateurs de la « nouvelle économie » ne le laissent entendre. Les États-Unis demeurent fortement dépendants des approvisionnements en pétrole et autres ressources stratégiques assurés par ses groupes multinationaux. Ceux-ci exigent une implication militaire croissante sur le plan mondial. La vitalité de l'innovation technologique, et celle de domaines importants de la recherche universitaire (par exemple

dans les sciences de l'ingénieur) reposent sur un « drainage des cerveaux » qui, au même titre que le financement de ses déficits, représente la contribution du « reste du monde » à la croissance américaine.

LA CRIMINALISATION DE LA RÉSISTANCE SOCIALE

Cette situation faite d'une combinaison entre des rivalités inter-impérialistes aiguës et l'hégémonie américaine conduit à la création de ce que j'ai appelé un « bloc d'États transatlantiques » [10]. L'armature de ce bloc est constituée par les États-Unis, auxquels s'agglomèrent principalement les États européens et le Japon et les autres pays liés militairement aux États-Unis (Nouvelle-Zélande, Australie en particulier). Il faut adjoindre à ce bloc les organisations internationales de nature économique (FMI, Banque mondiale, OMC, OCDE), militaire (OTAN). Contrairement à ce qui a été dit après le 11 septembre 2001, l'OTAN n'est pas devenue une organisation obsolète. L'OTAN a pour la première fois depuis sa création, invoqué l'article 5 du traité, qui considère qu'une attaque contre un pays membre sera considérée comme une attaque contre tous les membres. Le fait que les États-Unis aient pour l'essentiel mené seuls la guerre en Afghanistan, ne diminue aucunement la signification politique de la décision prise par l'OTAN en septembre 2001. Cette décision a étayé l'offensive menée par la Commission européenne. Celle-ci a publié un rapport qui vise à définir la gamme d'actions qualifiées de « terroriste ». Ainsi, la nouvelle législation inclut comme des actes terroristes « l'occupation illégale ou les dommages causés aux équipements publics, moyens de transport public,

les infrastructures, les lieux publics, ainsi que la propriété » De plus « gêner ou interrompre le fonctionnement de la fourniture d'eau, d'électricité, de l'air ou de toute autre ressource fondamentale » ainsi que des « actes de violence urbaine » seront également considérés comme des actes terroristes et punis comme tels.

La criminalisation et le traitement militaire-sécuritaire des actions collectives de résistance menées par les salariés, les chômeurs s'inscrivent dans la préparation des « guerres urbaines », en vérité des guerres menées contre les populations civiles, auxquelles les experts militaires américains accordent une importance croissante (en particulier en Amérique latine). Pour ce combat, les États-Unis ont besoin d'alliés, à commencer par l'Europe, dont la solidarité dans l'affirmation des « mêmes valeurs occidentales » et la résolution d'aller finir le travail sur le terrain (au nom de l'humanitaire si nécessaire) doivent être sans faille. La constitution d'éléments d'une défense européenne se fait tout naturellement dans le cadre d'une soumission à l'OTAN, ce qui explique les pressions fortes pour que les pays de l'Union européenne augmentent à leur tour les dépenses militaires et sécuritaires. Les États-Unis n'ont pas à craindre mais tout à gagner d'une implication militaire accrue de l'Union européenne. Ils seront gagnants sur le plan économique (ils contrôlent l'essentiel des industries d'armement) et politique (les dirigeants des pays de l'UE ne sont prêts à aucune « escapade » vis-à-vis des États-Unis). Le militarisme des États-Unis pourrait entraîner l'Europe dans son sillage. Sur ce continent, la lutte contre le terrorisme, dont on sait qu'elle a souvent dans le passé ré-

cent été organisée par les appareils d'État eux-mêmes (par exemple en Italie) risque fort de servir de prétexte pour « criminaliser » la résistance des salariés, chômeurs et autres victimes des plans du capital.

Notes

- 1- Selon les données fournies par le SIPRI, ONG basée à Stockholm.
- 2- Voir l'article de C. Sauviat, Carré Rouge, 20
- 3- Une figure dominante de la communauté académique, P. Krugman écrit des articles, paraît-il rémunérés par Enron, dans le magazine Fortune (source : J. Madrick, « Enron Seduction and betrayal », The New York Review of Books, 14 mars 2002
- 4- Le terme anglais pour qualifier ces pratiques est « comptabilité créative » (creative accounting). On ne peut mieux dire...
- 5- Selon les chiffres cités par O. Astore et M. Vigie, 1 000 milliards de dollars seraient indûment comptabilisés dans les comptes des entreprises américaines
- 6- Exils Éditeur, Paris, 2000
- 7- Fondements de la critique de l'économie politique, Éditions Anthropos, 1986, tome 2, page 367.
- 8- Voir F. Chesnais, « «La nouvelle économie» : une conjecture propre à la puissance hégémonique américaine », dans (Collectif) Une nouvelle phase du capitalisme ? Syllepse, 2001.
- 9- Ainsi de normes qui jugent illégales les nationalisations d'actifs étrangers, qui étaient prévues par l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) et demeurent un objectif, l'appropriation privée (par des brevets dit de droit de propriété intellectuelle) des processus du vivant.
- 10- « Une bourgeoisie mondiale pour un capitalisme mondialisé ? » dans (Collectif), Bourgeoisie : État d'une classe dominante, Syllepse, 2001

A la suite de l'article de François Chesnais, « Les palestiniens seuls face à Sharon et face à Bush », paru dans Carré Rouge n° 20, une lectrice nous a fait le reproche d'abandonner dans les derniers paragraphes de l'article la position politique fondamentale « une seule terre, un seul État », que les organisations membres du Comité Internationale pour la reconstruction de la IV^e Internationale (le CORQUI) défendait dans les années 1960 et 1970 à l'aide du mot d'ordre de la « Constituante palestinienne, arabe et juive ». Nous n'avons jamais oublié ce mot d'ordre et la perspective qu'il incarne, radicalement contraire au nationalisme. Mais il nous paraissait indispensable que ce soit des voix, voire une seule voix, venant de quelqu'un habitant toujours en Palestine ou dans l'État d'Israël, qui viennent le réaffirmer. La situation est si profondément dégradée que seuls des Israéliens et des Palestiniens étaient en droit de défendre cette issue. Nous ne nous sentions pas la légitimité de le faire, assis tranquillement dans un « salon » européen...

Or voici que la revue Courant Alternatif, organe de l'Organisation communiste libertaire (OCL), oclibertaire@hotmail.com, a publié dans son numéro de février 2002 les positions de Yéhouda, qui défend cette perspective comme la seule qui corresponde fondamentalement à l'impasse profonde que la politique de Sharon, mais aussi celle d'Arafat et du Hamas représentent. Yéhouda est un israélien de tendance anarchiste, anti-sioniste, et qui a fait de la prison en Israël en tant qu'objecteur de conscience. Courant Alternatif précise en le publiant qu'il n'existe pas de mouvements libertaires structurés en Israël et en Palestine. Nous remercions la rédaction de Courant Alternatif de nous avoir permis de publier les positions de Yéhouda.

Israël-Palestine :

Un État pour tous !

Quand un israélien, même s'il est, et surtout s'il est antisioniste, est invité à donner son avis sur les solutions qu'il envisage pour le conflit israélo-palestinien, il doit faire doublement attention. Je suis né en Israël, et j'ai grandi dans une culture spécifique, dans

une classe déterminée, j'ai fait partie, bon gré mal gré, d'un régime d'apartheid. Est-ce ma classe qui parle à travers moi ou bien moi-même ? Je m'interdis donc de dire aux Palestiniens ce qu'ils doivent faire et quels sont les espoirs qu'ils peuvent nourrir. Tout ce qui va suivre ne sont que des idées. Elles n'ont pas de valeur autre qu'intellectuelle, tant que les personnes impliquées dans le conflit ne leur donnent pas de substance. Il faut espérer et travailler pour que cette substance soit créée par les opprimés pour en finir avec toute oppression, et non pas par les oppresseurs et leurs collaborateurs pour maintenir une oppression.

La seule issue souhaitable pour la situation actuelle en Israël-Palestine est la création d'un seul État sur le territoire de la Palestine historique, où toutes les personnes vivant aujourd'hui sur ce territoire, ainsi que tous les réfugiés palestiniens qui choisiront d'y revenir seront citoyens. La création d'un État israélo-palestinien signifie la fin d'un État juif. Cet État aura pour base l'égalité de tous les citoyens (sans distinction de sexe, d'origine, de classe sociale, de religion ou de quoi que ce soit d'autre) et même un certain anti-nationalisme. Cela est déjà d'une importance internationale, après l'importance que cela a en Israël-Palestine. La base de la fin du conflit est la justice et non pas la paix, qui est son

résultat. Si on veut en finir avec la haine entre Israéliens et Palestiniens, on n'utilise pas des murailles, des barbelés et des soldats armés jusqu'aux dents. Les deux peuples doivent se côtoyer (et peut-être se mélanger...) pour que l'un connaisse l'autre et, par là, apprenne qu'il est humain tout autant que lui-même.

Avec le retour des réfugiés palestiniens, on peut aussi espérer un sentiment de réparation des erreurs, ou au moins une tentative dans cette direction pour racheter les péchés du passé, et le début de la réconciliation entre les peuples.

A la base de la création de cet État doit donc être la justice, et entre autres le re-partage des richesses et l'autonomie culturelle pour tous, conditions préalables à la réussite d'un tel État. Le re-partage des richesses est un élément très important. La création d'un nouvel État est une grande opportunité pour la création d'une économie moins injuste que celle qui existe jusqu'à aujourd'hui. En Israël-Palestine comme ailleurs, la richesse est dans les mains d'une minorité. La déprivatisation du pouvoir économique sous toutes ses formes et l'autonomie culturelle de chaque groupe signifient l'autonomie face à l'impérialisme sous toutes ses formes. L'autonomie d'une culture est mieux protégée dans un pays vraiment multiculturel que lorsqu'elle est culture d'État et

ainsi au service d'une classe dominante.

Tout État palestinien à côté d'un État israélien serait faible et sans pouvoir, totalement contrôlé par son voisin, par les États-Unis et les pays arabes, sans autonomie économique et sans pouvoir de développer une culture autonome et libre. Un tel État serait un bantoustan, un enclos à esclaves, un réservoir de main d'œuvre bon marché pour l'économie néo-libérale israélienne.

Dans sa définition même comme État juif, l'État d'Israël est un État raciste. Il n'est pas nécessaire de chercher des preuves de cela dans sa politique quotidienne : un État qui se définit comme juif rejette d'emblée au second plan ses citoyens non juifs. La création d'un État palestinien aux côtés d'un État juif ne ferait que renforcer le racisme inhérent à ce dernier.

Pour beaucoup, l'idée d'un seul État pour tous paraît utopique. L'idée d'un État palestinien libre et viable à côté d'Israël n'est pas moins utopique. La création d'un État-nation supplémentaire en voie de néo-libéralisation est-elle la seule issue souhaitable et pour laquelle nous devons lutter ? L'idée d'un seul État pour tous n'est pas nouvelle.

Il est temps de lui donner toute la place qu'elle mérite.

Palestinien vivant aux États-Unis, Edward Saïd est un orientaliste de renom. Ont été publiés en français ses ouvrages Culture et impérialisme, Fayard-Le Monde diplomatique, 2000, Israël/Palestine : l'égalité ou rien, La Fabrique, 1999, Des intellectuels et du pouvoir, Seuil, 1996. Sous-titres de la rédaction.

La guerre coloniale de l'État israélien : Des alternatives émergent

Depuis qu'elle a éclaté, il y a quinze mois, l'Intifada n'a guère réussi à faire valoir des atouts politiques, malgré la force d'âme remarquable d'un peuple militairement occupé, désarmé, mal dirigé, et toujours exproprié, qui défie les ravages sans pitié de la machine de guerre israélienne.

Aux États-Unis principalement, le gouvernement et, sauf de rares exceptions, les médias « indépendants » ne cessent de dénoncer en chœur la violence et la terreur exercées par les Palestiniens, sans prêter aucune attention aux trente-cinq années d'occupation israélienne, la plus longue de l'histoire moderne. Le résultat en est que, après le 11 septembre, les condamnations américaines officielles de l'Autorité palestinienne (de Yasser Arafat), accusée de donner refuge, voire d'encourager le terrorisme, ont froidement renforcé la thèse absurde du gouvernement Sharon pour qui c'est Israël la victime et les Palesti-

niens les agresseurs dans cette guerre que l'armée israélienne mène depuis quarante ans, sans avoir de pitié et sans faire de distinctions, contre les civils, leurs propriétés et leurs institutions.

F-16, CHARS ET

BULLDOZERS,

SANS NÉGOCIATIONS

Aujourd'hui, les Palestiniens sont enfermés dans 220 ghettos contrôlés par l'armée israélienne. Les hélicoptères Apache fournis par les États-Unis, les chars Merkava et les F-16 fauchent tous les jours les gens, les oliveraies et les champs cultivés. Les écoles et les universités, comme les entreprises et les institutions civiles, sont totalement désorganisées. Des centaines de civils innocents ont été tués et des dizaines de milliers blessés. Israël continue d'assassiner les leaders palestiniens. Le chômage et la pauvreté frappent 50 % des Pales-

teniens. Pendant ce temps, le général Anthony Zinni (le représentant de Washington) reproche interminablement la « violence » palestinienne au pitoyable Arafat, qui ne peut même pas sortir de son bureau de Ramallah où l'emprisonnent les chars israéliens. Cela au moment où ses diverses « forces de sécurité » s'égaillent dans tous les sens en cherchant à survivre à la destruction de leurs bureaux et de leurs casernes.

Pour aggraver le tout, les islamistes palestiniens ont fait le jeu de la machine de propagande et de l'armée israéliennes, toujours prêtes à exploiter la première occasion, avec leurs attentats suicides barbares et gratuits qui ont finalement obligé Arafat à tourner les restes de ses « forces de sécurité » contre le Hamas et le Djihad islamique : en arrêtant des militants, en fermant des bureaux, en tuant même des manifestants pris sous le feu de leurs armes. Arafat se précipite pour satisfaire chaque exigence que Sharon formule, même si Sharon en émet aussitôt encore une autre, provoque un incident ou déclare simplement, avec le soutien des États-Unis, qu'il n'est pas satisfait et que Arafat n'est qu'un « terroriste » sans importance dont le principal but dans la vie est de tuer des Juifs. De manière sadique, Sharon a interdit à Arafat d'assister à la messe de Noël à Bethléem. A cet amas sans logique d'assauts brutaux contre les Palestiniens et contre l'homme qui, pour le meilleur et pour le pire, se trouve être leur chef, Yasser Arafat n'a cessé de réagir de façon incompréhensible en implorant un retour aux négociations, comme si la campagne guerrière de Sharon n'avait pas lieu, comme si elle n'avait pas pour but transparent de détruire la possibilité même de négociations,

et comme si tout le concept même des accords d'Oslo n'avait pas déjà été annihilé. [Voir l'analyse de ces accords par Edward Saïd parue dans Carré rouge n°.

Ce qui me surprend, c'est que, mis à part un tout petit nombre d'Israéliens (et tout récemment David Grossman [1]), personne ne proteste et ne déclare ouvertement que si les Palestiniens sont harcelés par Israël, c'est parce qu'ils sont les autochtones (aborigènes) du pays.

PRIORITÉ : LA FIN

DE L'OCCUPATION

Si l'on regarde de plus près la réalité palestinienne, on découvre certaines choses un peu plus encourageantes. Des sondages d'opinion récents ont révélé que Arafat et ses opposants islamistes (qui s'appellent eux-mêmes très injustement « la résistance ») réunissent à eux deux seulement entre 40 et 45 % de l'approbation populaire. Cela signifie qu'il existe une majorité silencieuse de Palestiniens qui n'approuve l'Autorité palestinienne ni pour sa confiance mal placée dans les accords d'Oslo, ni pour son régime sans loi de corruption et de répression. Mais elle n'approuve pas non plus le Hamas. Arafat, qui est toujours un tacticien plein de ressources, a contre-attaqué en chargeant le Dr Sari Nusseibeh, un notable de Jérusalem, président de l'Université Al-Quds et vieux routier du Fatah, de lancer quelques ballons d'essai pour suggérer que si Israël voulait bien se montrer juste un peu plus gentil, les Palestiniens pourraient renoncer à leur droit au retour.

En plus, nombre de personnalités palestiniennes proches de l'Autorité (il faudrait dire plutôt que leurs activités n'ont jamais été indépendantes

d'elle !) ont signé des déclarations et réalisé des tournées avec des militants de la paix israéliens qui, soit sont impuissants, soit semblent être aussi inefficaces que discrédités.

Ces exercices attristants sont censés montrer au monde que les Palestiniens sont prêts à faire la paix à n'importe quel prix, et même à s'accommoder de l'occupation militaire. Arafat reste vaincu... pour ce qui est de sa volonté acharnée de rester au pouvoir.

Pourtant, à quelque distance de tout cela, un nouveau courant nationaliste laïque est en train d'émerger lentement. Il est trop tôt pour appeler cela un parti ou un bloc. Mais c'est aujourd'hui un groupe visible qui jouit d'une véritable indépendance et d'un respect populaire. Il compte dans ses rangs : le Dr Haidar Abdel-Shafi et le Dr Moustafa Barghouti, directeur du Palestinian Medical Relief Services (à ne pas confondre avec son parent éloigné, le dirigeant du Tanzim — milice du Fatah — Marwan Barghouti), ainsi que Ibrahim Dakkak, Ziad Abou Amr, Ahmad Harb, Ali Jarbawi, Fouad Moghrabi, deux membres du Conseil législatif palestinien : Rawiya Al-Shawa et Kamal Shirafi, les écrivains Hassan Khadr et Mahmoud Darwish, Raja Shehadeh, Rima Tarazi, Ghassan Al-Khatib, Nassir Aruri, Eliya Zureik et moi-même.

A mi-décembre, nous avons publié une déclaration collective qui a été bien rapportée dans les médias arabes et européens, alors qu'elle a été passée totalement sous silence aux États-Unis. Nous y appelions à l'unité et à la résistance palestiniennes, à la fin inconditionnelle de l'occupation israélienne, tout en restant volontairement silencieux à propos d'un retour aux accords d'Oslo. Nous pensons que négocier une

amélioration de l'occupation revient à la prolonger. La paix ne peut venir qu'après la fin de l'occupation. La partie la plus audacieuse de notre déclaration aborde la nécessité d'améliorer la situation intérieure palestinienne, avant tout d'y renforcer la démocratie, de « rectifier » le processus de prise de décision qui est totalement contrôlé par Arafat et ses gens, de restaurer la souveraineté de la loi et d'établir une autorité judiciaire indépendante, d'empêcher que continue l'usage abusif des fonds publics, de consolider les fonctions des institutions publiques palestiniennes afin que chaque citoyen puisse avoir confiance dans ceux qui sont expressément désignés pour assumer une charge publique. Enfin, et c'est notre revendication la plus décisive, notre déclaration appelle à de nouvelles élections parlementaires au Conseil législatif de l'Autorité palestinienne.

Quelle qu'ait pu être l'interprétation de cette déclaration faite ici ou là, la signification du fait que tant de personnalités indépendantes, qui pour la plupart ont une base dans des organisations actives dans les domaines de la santé, de l'enseignement, professionnel ou du travail, aient dit ces choses-là n'a échappé ni aux Palestiniens (qui y ont vu la critique la plus tranchante jamais adressée à Arafat), ni aux militaires israéliens.

Qui plus est, au moment même où l'Autorité palestinienne se précipitait pour obéir à Sharon et à Bush en réalisant une rafle des traditionnels suspects islamistes, le Dr Barghouti lançait un mouvement international de solidarité non-violent qui réunissait environ 550 observateurs européens (dont plusieurs membres du Parlement européen) qui ont fait le voyage à leurs propres frais.

Ensemble avec un groupe de Palestiniens bien disciplinés, qui ont empêché tout jet de pierre et tout coup de feu du côté palestinien, ils ont perturbé les mouvements des militaires et des colons israéliens. En réussissant à écarter tant l'Autorité palestinienne que les islamistes, ils ont réussi à placer l'occupation militaire israélienne elle-même au centre de l'attention. Cette manifestation a eu lieu en décembre, au même moment où les États-Unis mettaient leur veto à une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU qui voulait charger un groupe international d'observateurs non armés de s'interposer entre l'armée israélienne et les civils palestiniens sans défense.

Le premier résultat de cette action, c'est que le 3 janvier, après que le Dr Barghouti, entouré de 20 Européens, eut tenu une conférence de presse à Jérusalem-Est, les Israéliens l'ont arrêté, emprisonné et interrogé deux fois. Ils l'ont blessé à la tête et lui ont brisé le genou à coups de crosse de fusil, l'accusant d'avoir organisé une émeute et d'être entré illégalement à Jérusalem, alors qu'il y est né et qu'il dispose d'un permis médical d'y pénétrer. Rien de tout cela n'a bien sûr dissuadé ni lui ni ses compagnons de continuer la lutte non-violente. Je pense que la lutte non-violente est assurée de prendre le contrôle de l'Intifada qui n'a été que trop militarisée, afin de la concentrer nationalement sur l'objectif de la fin de l'occupation et des colonies et de conduire les Palestiniens vers leur État et vers la paix.

Évidemment, Israël doit craindre quelqu'un comme le Dr Barghouti, un Palestinien qui sait se contrôler, rationnel et respecté, plus que les radicaux islamistes barbus que Sharon aime à décrire, à tort, comme l'incarnation de la menace terroriste contre

Israël.

C'est pourquoi la seule chose que les Israéliens savent faire, c'est arrêter le Dr Barghouti, ce qui est bien typique de la faillite de la politique de Sharon.

COORDONNER

LA SOLIDARITÉ

Où sont tous ces gens de gauche, Israéliens ou Américains, si prompts à condamner la « violence », tout en ne disant pas un mot de l'occupation militaire elle-même, indigne et criminelle ? Je voudrais suggérer sérieusement qu'ils rejoignent des militants courageux comme Jeff Halper et Louisa Morgantini sur les barricades (les barricades réelles et les barricades symboliques) aux côtés de ce nouveau mouvement palestinien laïque important, et qu'ils commencent une bonne fois à protester contre les méthodes des militaires israéliens qui sont directement subventionnés par les contribuables américains et leur silence qu'on achète.

Après une année pendant laquelle ils se sont tordu les mains en se plaignant de l'inexistence d'un mouvement de la paix palestinien (depuis quand un peuple occupé militairement a-t-il la responsabilité de produire un mouvement de la paix ?), ceux qui se disent pacifistes et qui ont une possibilité réelle d'exercer une influence sur l'armée israélienne ont le devoir politique très clair d'organiser quelque chose contre l'occupation tout de suite, maintenant, sans poser de conditions et en cessant d'adresser des exigences hors de propos aux Palestiniens qui portent une charge déjà bien assez lourde comme cela.

Certains l'ont fait. Plusieurs centaines de réservistes israéliens ont

refusé le service militaire dans les territoires occupés, et tout un éventail de journalistes, de militants, d'universitaires et d'écrivains israéliens (parmi eux Amira Hass, Gideon Levy, David Grossman, Ilan Pappé, Dani Rabinowitz et Uri Avnery [2]) n'ont cessé d'attaquer la criminelle futilité de la campagne de Sharon contre le peuple palestinien.

Idealement, une voix similaire devrait pouvoir se faire entendre aux États-Unis. Mais excepté un minuscule nombre de voix juives qui rendent publique leur indignation devant l'occupation militaire israélienne, il y a aux États-Unis bien trop de complicité et de roulements de tambours guerriers contre les Palestiniens.

Le lobby israélien a pour le moment réussi à identifier la guerre contre Ben Laden avec l'assaut monomaniac de Sharon contre Arafat et son peuple. De son côté, la communauté arabe-américaine est bien trop petite et elle-même assiégée au moment où elle essaie de se protéger

contre les rafles d'Arabes par l'Attorney général Ashcroft, le délit de faciès et les restrictions des libertés aux États-Unis.

Le besoin le plus urgent, par conséquent, c'est une coordination entre les divers groupes laïques qui soutiennent les Palestiniens. Le principal obstacle que rencontrent les Palestiniens pour être tout simplement présents, c'est la dispersion géographique, même plus que les déprédations israéliennes. Mettre fin à l'occupation et à tout ce qui va avec est un impératif assez clair en soi. Il faut maintenant le concrétiser. Quant aux intellectuels arabes, ils ne doivent pas se retenir par timidité de nous rejoindre.

Notes

1] Écrivain israélien internationalement connu. Il est né à Jérusalem et y vit. Il est l'auteur de *Tu seras mon couteau*, Seuil, 2000, *L'enfant zigzag*, Seuil, 1998, *Les exi-*

lés de la Terre promise : conversation avec des Palestiniens d'Israël, Seuil, 1995, *Le livre de la grammaire intérieure*, Seuil, 1994. 2] Amira Hass est collaboratrice du quotidien Haaretz ; voir son livre de témoignages *Boire la mer à Gaza*, Chronique 1993-1996, La Fabrique, 2001. Gideon Levy écrit régulièrement dans Haaretz ; pour ses articles, voir www.bintjeil/E/occupation/levy/index.html. Ilan Pappé est professeur de science politique à l'Université de Haifa, voir entre autres son ouvrage *La guerre de 1948 en Palestine*, Ed. La Fabrique, 2000. Dani Rabinowitz est professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem. Uri Avnery est journaliste, écrivain, activiste de la paix ; il a reçu le Prix Kreisky de défense des droits de la personne humaine en 1997 ; en 1974, il a été le premier Israélien à établir des contacts avec la direction de l'OLP.

Acacio Calisto, Marc
Gigase, Alessandro
Pelizzari, Carola Togni

La deuxième session du Forum Social Mondial (FSM II), qui s'est tenue cette année encore à Porto Alegre, dans l'État du Rio Grande do Sul au Brésil, du 31 janvier au 5 février, est un événement qui suscite un intérêt et des espoirs immenses. Son importance exige précisément qu'il soit analysé aussi lucidement que possible, ce qui n'est pas toujours le cas. Carré Rouge publie donc deux contributions. La première est celle préparée par les membres de la délégation d'ATTAC Suisse. Elle a été rendue publique par la revue suisse A l'encontre sur son site <http://www.alencontre.org>. Il est bien précisé que ces réflexions reflètent l'opinion personnelle des quatre auteurs et non pas celle de l'association ATTAC Suisse.

Forum Social Mondial II

« nouvelle internationale » ou « carnaval globalisé » ?

La deuxième session du Forum Social Mondial (FSM II) de Porto Alegre (Brésil) a eu lieu après une année 2001 significative pour le mouvement de résistance à la mondialisation du capital. Significative pour au moins trois raisons. Premièrement, une série de mobilisations importantes ont trouvé leur point culminant avec la manifestation de Gênes en été 2001, où plusieurs centaines de milliers de militants associatifs et syndicaux ont témoigné d'un réel élargissement social de la base du mouvement. Deuxièmement, la réponse répressive du gouvernement italien et, après le 11 septembre, la vague de criminalisation et la « guerre contre le terrorisme » qui a été déclenchée par George

W. Bush et ses alliés ont confronté le mouvement à la question suivante : allait-il être capable d'intégrer ces nouvelles préoccupations dans ses revendications et ses luttes. Troisièmement, l'hégémonie néolibérale vit une crise patente de légitimité, et les élites économiques et politiques du monde réunies à New York au sein du World Economic Forum (WEF) ont eu de la peine à cacher les contradictions de plus en plus évidentes du capitalisme. Pour reprendre les mots de Daniel Bensaïd, après le 11 septembre, deux autres tours se sont écroulées : avec l'échec total des recettes du Fonds Monétaire International (FMI) en Argentine et l'effondrement d'Enron, les mythes de la « nouvelle économie » se sont évaporés. Voilà pourquoi, les élec-

tions en tête, plusieurs membres de cabinets européens, notamment du gouvernement français, se sont rendus à Porto Alegre en quête d'une légitimation par le « peuple de Seattle ». Nous pouvons affirmer que les attentes face à ce deuxième Forum social mondial et les contradictions qui pouvaient le traverser étaient donc importantes. Et les craintes qu'il n'allait pas être à la hauteur l'étaient tout autant.

Face à ces difficultés, on ne peut qu'être positivement surpris par le FSM II, de par son ampleur et par l'intégration de certaines problématiques politiques qui y est faite. Tout d'abord, de par le nombre et la diversité des participants (plus de 15 000 délégués de 131 pays, représentant presque 5 000 organisations, 70 000 personnes ayant participé aux diverses activités), le FSM II traduit la profondeur des résistances à la mondialisation du capital. Qui plus est, le FSM II a su intégrer à ses débats le thème de la guerre, et par là-même, faire le rapprochement nécessaire entre la mondialisation du capital et son bras armé, rapprochement anticipé par la conférence internationale « L'Autre Davos » qui avait eu lieu une semaine avant le FSM II à Zurich. A noter également la présence plus massive de secteurs radicalisés provenant directement d'expériences de luttes, en premier chef d'Amérique latine et notamment d'Argentine, mais aussi d'Italie (Genoa Social Forum), de jeunes et de femmes. Cette présence s'est traduite par une série de manifestations déterminées, dont les plus importantes ont été la manifestation d'ouverture avec plus de 40 000 participants, la marche contre l'ALCA (30 000) et quelques-unes plus petites (en solidarité avec le peuple argentin ou avec le peuple palestinien).

Le FSM II s'est ainsi déroulé avec une participation massive et la présence d'un secteur plus radicalisé, et ceci dans un contexte de relatif discrédit du capitalisme plus poussé. Peut-on dès lors en déduire qu'une nouvelle internationale est en train de naître, comme l'ont suggéré Noam Chomsky ou Fausto Bertinotti dans leurs interventions fortement acclamées ?

DES POTENTIALITÉS ET...

LES MEMES

CONTRADICTIONS

QU'EN 2001

Incontestablement, la réponse est non. La presse bourgeoise locale et internationale n'a d'ailleurs pas tardé à critiquer le manque de débats sur les orientations de fond à Porto Alegre, qualifiant le forum de « carnaval globalisé » (O Estado de S. Paulo, 6.2.2002) et de « foire où des marchands, des artistes et des politiciens vendent leurs produits et leurs idées » (Financial Times, 5.2.2002). Et Hebe de Bonafin, porte-parole des Mères de la Place de Mai, dénonce la « social-démocratisation » du FSM II dans la Folha de S. Paulo (2.2.2002).

Or, même s'il est encore tôt pour le faire, une analyse plus différenciée et nuancée est nécessaire pour rendre compte de la réalité et de la portée du FSM II. On ne peut en effet pas nier l'émergence d'un nouveau champ politique international de la gauche anti-néolibérale, dans lequel un secteur radicalisé a aussi sa place. Dans ce cadre, le Forum ne fait finalement que refléter les contradictions au sein même de ce mouvement contre la mondialisation du capital.

Le problème principal, par ailleurs

déjà largement évoqué à la fin de la première édition du FSM, est qu'une deuxième fois, ces contradictions n'ont pas donné lieu à des affrontements entre les différents points de vue, permettant de dessiner les contours programmatiques d'un « autre monde possible ». Cette opinion est partagée par beaucoup de commentateurs, dont celui de la Folha de S. Paulo, Plínio Fraga, qui a déploré le manque de « dissensions entre les dissidents ». Ainsi, le FSM II aurait caché les divergences de ses participants derrière un slogan qui se rapproche étrangement du très américanophile « We are the World » (Folha de S. Paulo, 6.2.2002).

En substitut d'un débat programmatique, un large consensus s'est formé autour des 27 conférences thématiques centrales et des revendications-clé qui en sont sorties, notamment la répudiation de la dette externe, la taxation des flux financiers, le refus de la libéralisation du commerce et des privatisations, notamment de l'eau, la souveraineté alimentaire, le droit à l'éducation et à la santé, la dénonciation de la violence contre les femmes, etc. Or, si ces revendications peuvent comporter un réel potentiel subversif, dans le sens que leur réalisation signifierait une vraie transformation sociale, elles risquent aussi de renforcer le côté « lobbyiste » du FSM. En fait, comme l'a souligné un des membres du comité d'organisation du FSM II, Francisco Whitaker, l'enjeu consisterait aujourd'hui à « construire un mouvement populaire, mais en même temps nous devons faire du lobbying et négocier » (Financial Times, 5.2.2002).

Face à cette dynamique, certains secteurs présents à Porto Alegre ont opté pour une fuite en avant, c'est-à-

dire une stratégie plus « mouvementiste » qui consiste à aligner des échéances de mobilisations et faire l'impasse sur le débat politique. Dans le meilleur des cas, le dénominateur commun est l'horizon « socialiste », prôné par exemple par le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST), certains mouvements sociaux ou beaucoup de jeunes. Or, les références à cet horizon vont de l'expérience chinoise jusqu'à la démocratie participative et, encore une fois, sans que l'on se donne la possibilité d'un vrai débat entre les différents courants.

Ainsi, ces contradictions sont apparues à différentes reprises. C'était le cas notamment avec la décision de placer la mobilisation anti-impérialiste contre l'Accord de libre-échange entre les Amériques (ALCA) au centre des campagnes de 2002, débouchant sur une consultation populaire du Mexique à la Terre du Feu entre septembre 2002 et mars 2003. A la fin du FSM, cette initiative s'est retrouvée noyée dans la grande multitude de dates et mobilisations de plus ou moins grande importance. Aussi, la non-admission des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) au FSM, alors que la Banque interaméricaine de reconstruction et de développement (BIRD) avait été invitée, a suscité passablement de mécontentement auprès de plusieurs délégués. Enfin, le Prix Nobel de la Paix argentin, Adolfo Perez Esquivel, demande ouvertement le soutien concret du FSM au peuple argentin en lutte contre l'étranglement de la dette et les experts discutent des modèles théoriques de son annulation. C'est pour éviter des discussions franches sur de telles questions que le FSM II s'est éclaté en une multiplicité de « forums » qui n'ont que très peu dialogué entre eux

:
n Le « forum » des parlementaires. Certainement le plus contesté, n'ayant même pas réussi à adopter une motion claire dénonçant la guerre, signe que le FSM peut carrément générer des dynamiques opposées.

n Le « forum » des ONGs. Le forum des « entités politiquement aseptisées » (Folho de S. Paulo, 6.2.2002) dont la volonté de dépolitiser l'ensemble du FSM II avec des thèmes phare tels que la démocratie ou la citoyenneté était perceptible, même si les initiatives qui en émanent sont certainement de bonne foi.

n Le « forum » des mouvements sociaux. Le plus dynamique, débouchant sur une plate-forme en vue « de construire un système alternatif dont l'un des axes principaux est de continuer la lutte contre le néolibéralisme et la guerre ». Comparé à la plate-forme de l'année précédente, l'inclusion de thèmes tels que le Plan Colombie, l'auto-détermination des peuples ou encore la « guerre contre le terrorisme » reflètent un réel processus de politisation que le mouvement a parcouru au cours de l'année 2001.

A remarquer aussi l'évolution d'Attac : le développement de sections de l'association en Amérique latine a certainement contribué à déplacer les centres d'intérêt vers des thématiques qui dépassent le cadre étroit du contrôle des capitaux financiers. De la même manière, la présence de groupes très dynamiques en Italie et en Espagne ont contribué à mettre à l'ordre du jour des thèmes comme l'impérialisme ou la militarisation. Attac Brésil a même organisé un cycle de conférences sur le socialisme et sous l'impulsion des délégations suisse et argentine, les Attac du monde ont adopté une résolution de soutien à la lutte du peuple argentin,

appelant à un « cacerolazo global » le 24 mars (date du coup d'État en Argentine).

Les organisations féministes étaient également présentes à Porto Alegre, tant par la distribution de matériel que par l'intervention dans les débats et autres manifestations. Mais avant tout, les conférences sur la situation des femmes face à la mondialisation et les luttes à mener occupaient une grande partie du programme du forum. En particulier les activités organisées par la Marche mondiale des femmes et la Rede Latinoamericana Mujeres Transformando la Economía, mettant l'accent sur la situation des femmes dans le monde du travail, ont été très suivies. A ce niveau, nous devons signaler également que la présence syndicale reste encore très faible.

Enfin, relevons deux forums, parmi les plus enrichissants et intéressants politiquement de ce FSM :

n le « forum » des jeunes. Le camp des jeunes a réuni plus que 15 000 jeunes, principalement d'Amérique latine. Leur présence, même si en marge du FSM II officiel, a donné une image très rajeunie et très radicale du Forum, même si leur cycle de débats sur le thème « un autre monde socialiste est possible » n'a eu que très peu d'influence sur son déroulement. Toutefois, cette forte présence jeune constitue certainement un des points les plus positifs de Porto Alegre ;

n le « forum » du MST (Mouvement des Sans Terre). Un forum à l'extérieur du FSM officiel regroupant des couches plus pauvres et plus marginales de la population brésilienne, qui eut également peu de répercussions sur les autres participants du FSM. Pour les militants du MST, il était en effet impossible de payer les 25 US\$ d'inscription au Forum, de

sorte qu'ils ont organisé leur propre rassemblement. Pourtant, ce forum a porté, comme chez les jeunes, sur les alternatives à opposer au système capitaliste, notamment sur le socialisme. Il a constitué ainsi un espace de discussion combinant perspectives politiques à long terme et expériences des travailleurs agricoles dans leurs luttes contre la propriété privée de la terre.

UNE DOUBLE

LE DÉBAT

PROGRAMMATIQUE

ET L'AUTONOMIE

DU MOUVEMENT

A cet éclatement s'est superposé la forte présence institutionnelle du Parti des travailleurs brésilien (PT) qui gouverne la ville de Porto Alegre et l'État de Rio Grande do Sul, deux collectivités qui ont fortement soutenu l'organisation du FSM II. Le PT mène actuellement une double campagne électorale : au niveau fédéral, son candidat Luiz Inacio Lula da Silva est actuellement en tête des sondages d'opinion pour les présidentielles. Au niveau de l'État, le maire de Porto Alegre, Tarso Genro, conteste la place au gouverneur de Rio Grande do Sul, Olívio Dutra. Le FSM II a, en partie, subi les conséquences médiatiques de ces luttes internes offrant une plate-forme bienvenue pour les élections. Cette plate-forme est par ailleurs utilisée également par la social-démocratie française qui elle aussi se prépare pour les élections.

Ce dernier point montre bien que le danger de récupération électorale par la social-démocratie existe et qu'il est d'autant plus nécessaire

d'entamer une discussion sur l'articulation entre l'autonomie du mouvement social et son fondement programmatique. C'est dans ce débat que des militants avec une perspective socialiste révolutionnaire devraient jouer un rôle plus actif dans le prochain forum.

La première discriminante d'un tel travail programmatique devrait être le double refus de la guerre et du néolibéralisme. C'est sur cette base qu'il serait possible, comme l'exige le sociologue brésilien Emir Sader, actif dans la préparation du FSM II, de politiser davantage le forum. Car, selon lui, « ce n'est pas seulement un nouvel ordre économique, mais aussi un nouvel ordre politique mondial » qui doit se construire à Porto Alegre.

Pour éviter toute récupération politique, cette politisation ne peut que partir des expériences et de la créativité de luttes réelles, telles que la lutte pour l'accès à la terre menée par le MST ou la lutte populaire en Argentine qui a fait démissionner cinq gouvernements en quelques semaines. Par leurs actions, ces mouvements jettent les bases pour une discussion de fond sur les thèmes de la propriété et du pouvoir. C'est là aussi le sens de l'intervention de Fausto Bertinotti au FSM II qui, face à la double défaite du mouvement ouvrier dans sa version réformiste et sa version stalinienne, prône que « la participation populaire doit être au centre de la reconstruction d'une perspective révolutionnaire ».

Or, cette reconstruction doit être accompagnée par une analyse réaliste de la situation politique internationale : voilà une dernière faiblesse du FSM II. Dans ce domaine, rares ont été les prises de parole qui confrontaient le durcissement à venir de l'offensive du capital avec la force de réaction du mouvement. Or, ce durcissement

et le redéploiement impérialiste à l'échelle mondiale ont été au centre des récentes déclarations des milieux dirigeants, notamment américains, et des mesures adoptées. En témoigne la déclaration guerrière de George W. Bush lors de son discours sur l'état de l'Union et sa décision de placer l'Irak et l'Iran aux côtés de la Corée du Nord dans un « axe du mal » ; l'annonce par le même président américain d'une augmentation des dépenses militaires qui fait pâlir la progression des budgets militaires de Ronald Reagan ; le retour en force des militaires américains sur le théâtre d'Asie du Sud-Est pour une opération militaire aux Philippines contre le groupe musulman Abu Sayyaf, et cela 27 ans après la défaite au Vietnam ; ou encore les pressions des pays impérialistes, qui peuvent se traduire dans certains cas par des interventions militaires, face à une remise en cause de leur hégémonie sur le continent Sud-Américain. C'est le cas notamment en Colombie, où la répression militaire s'accroît, en Argentine où le pouvoir n'est plus reconnu par sa population et au Venezuela, où le pouvoir de Chavez est contesté par une partie de l'armée, par les milieux financiers et par les dirigeants américains.

C'est en tenant compte de ces éléments, la nécessité de renforcer et de politiser les luttes du mouvement anti-mondialisation, l'exigence de les replacer dans le cadre du rapport de forces à l'échelle internationale et la capacité d'y développer une perspective socialiste, que notre engagement doit se poursuivre dans les luttes à venir, notamment lors du Forum social européen, qui se tiendra en Italie en automne 2002.

Dans cette note, l'auteur apporte quelques appréciations personnelles sur le second Forum Social Mondial. Il ne partage pas l'enthousiasme presque sans retenue de beaucoup de militant(e)s, d'organisations et de groupes politiques ou associatifs en France et ailleurs. Il considère que si on veut défendre le « mouvement anti-mondialisation » et l'aider à se fortifier, il faut d'abord regarder la réalité de cette rencontre de façon lucide.

Quelques réflexions sur le second Forum Social Mondial de Porto Alegre

Je suis allé à Porto Alegre comme invité du Mouvement des Sans Terre du Brésil (le MST) et de militants de la Centrale unique des travailleurs (la CUT) [1] et je suis intervenu dans un cycle de conférences-débats sur le contenu du socialisme [2]. Je n'étais pas allé au premier Forum Social Mondial en janvier 2001, puisque j'avais choisi alors d'aider à la réussite du « contre-Davos » organisé à Zurich par Charles-André Udry et ses camarades pour le compte d'un front d'organisations et d'associations, dont Attac-Suisse. Je ne regrette pas d'être allé au Second Forum Mondial. D'abord parce que j'y ai rencontré des militants et des militantes que je n'aurais sûrement pas rencontrés autrement, à commencer par ceux du MST et de Via Campesina. Ensuite parce que j'y ai appris et compris par l'expérience directe pas mal de choses. Le FSM est simultanément un très grand rassemblement militant, associatif et politique, et une espèce d'université populaire où pendant cinq jours il faut choisir à chaque mo-

ment de la journée entre quelque cinquante à soixante conférences, débats, événements (il y en eut pas moins de 700 en cinq jours...!). En dépit de l'ambiance festive au bon sens du terme d'une large part de la rencontre (rappelant celle des premiers jours de mai 1968 au Quartier latin ou de l'Italie de 1969), il m'est impossible de partager l'enthousiasme presque sans retenue (au moins dans ce qu'ils publient) de pas mal de militant(e)s, d'organisations et de groupes politiques ou associatifs en France ou dans d'autres pays. Je pense que si on veut vraiment défendre le « mouvement anti-mondialisation » et l'aider à se fortifier, il faut surtout ne pas se payer de mots.

LE CADRE D'UN NOUVEL

INTERNATIONALISME

ANTI-CAPITALISTE ET

ANTI-IMPÉRIALISTE ?

La conviction politique la plus forte que je ramène de Porto Alegre est la suivante. D'un côté, ignorer le mou-

vement multiforme contre la mondialisation capitaliste, ne pas se rendre à ses « convocations », quelles qu'en soient les limites, serait faire preuve d'un sectarisme funeste ou alors vouloir œuvrer en solitaire, être seul ou comme groupe ou organisation, un pur observateur de la lutte politique dans ses formes contemporaines. De l'autre, il serait tout aussi dramatique de parer le Forum Social Mondial de vertus qu'il n'a pas et que ses organisateurs ne veulent pas qu'il ait. Le FSM n'est pas, et ne sera jamais, le cadre dans lequel un nouvel internationalisme anti-capitaliste et anti-impérialiste pourra se construire, encore moins une nouvelle Internationale se fonder. Ceux qui ont cet objectif peuvent et doivent intervenir dans le Forum Social Mondial, pour écouter, apprendre, apporter des fils conducteurs de la pensée à des centaines de militant(e)s qui les recherchent. Mais s'ils veulent vraiment construire une nouvelle Internationale, et pas voguer dans le courant « politiquement correct » de la « re-régulation de l'économie mondiale » capitaliste, il faudra qu'ils créent leur propre cadre. Le fait qu'il n'y ait aucun cadre de ce type et que les militants anti-capitalistes qui interviennent au FSM ne se concertent nulle part réduit en vérité à très peu de chose l'aide politique qu'ils peuvent apporter aux militant(e)s qui recherchent une issue politique aux situations qui les confrontent. J'en ai fait l'expérience à Porto Alegre et je l'ai bien regretté.

Le premier aspect, c'est-à-dire la reconnaissance de l'importance du FSM comme point de rencontre de militant(e)s qui cherchent à s'engager ou à se réengager dans une activité militante a été compris par pratiquement toutes les organisations latino-américaines d'extrême gauche,

au premier chef du Parti socialiste des travailleurs brésilien (le PSTU) [3]. Mais son intervention s'est faite dans les limites étroites permises par son orientation politique, qui est l'une des variantes de ce que je considère comme une fiction, à savoir la IV^e Internationale « faible, mais existante et donc à renforcer » [4]. Le PSTU était présent massivement et a fait de bonnes choses, notamment dans les manifestations et dans le campement des jeunes, mais sans trop se préoccuper d'écouter les autres ou de chercher à comprendre l'état actuel exact de compréhension politique du gros des participant(e)s au FSM.

Ceux qui militent dans la perspective d'une nouvelle Internationale peuvent aussi, en certaines occasions, établir une unité d'action authentique avec des courants réformistes sérieux sur des campagnes précises, soit au sein de telle ou telle des grandes associations qui sont membres du Comité préparatoire du FSM, soit ce qui paraît déjà bien plus difficile, avec le FSM comme tel. Mais même pour cela, il faut pouvoir intervenir ensemble sur une ligne commune. Au travers de tout ce que j'ai vu et entendu, j'ai eu le sentiment par exemple (qu'il est bien sûr impossible de vérifier « scientifiquement ») que les nombreux militants de la LCR présents à Porto Alegre n'y sont même pas parvenus entre eux.

LES ASPECTS TRÈS

POSITIFS ET CEUX

QUI LE SONT MOINS

Sans aucun doute, le fait le plus important et positif du second FSM est qu'en ce début 2002, un rassemblement de quelque 60 000 personnes,

engagées à un degré ou un autre dans un combat contre la mondialisation capitaliste, même si beaucoup la nomment « néo-libérale », ait pu avoir lieu seulement quelques mois après les attentats du 11 septembre et le début de la campagne politique ultra-réactionnaire de criminalisation de tous les mouvements sociaux et syndicaux forts. La tenue du FSM à Porto Alegre, c'est-à-dire dans le Sud de l'Amérique du Sud, donc très près (à l'échelle américaine) de l'Argentine, a été pour beaucoup dans son succès et dans la radicalité qui a affleuré à plusieurs reprises. En effet, les très nombreux militant(e)s argentin(e)s ont apporté à ce second FSM l'écho du processus révolutionnaire dont il est question longuement dans ce numéro de Carré Rouge comme dans le précédent. A Porto Alegre, il y a eu un « effet Argentine » qui a influencé beaucoup de débats, mais qui n'a pas été mis au centre du rassemblement et qui n'a perturbé que faiblement l'ordonnancement réformiste du FSM. Les principaux organisateurs du FSM ont même pu éviter qu'il sorte de ce rassemblement un soutien explicite inconditionnel au combat du peuple argentin. Cela n'a pas été fait même sur la question de l'annulation de la dette, qui est pourtant l'un des éléments qui se trouvent en principe dans la plateforme politique du FSM. Alors que le Secrétaire d'Etat américain au Trésor venait, fin janvier, d'envoyer un mémorandum stipulant le paiement entier de la dette par l'Argentine, en reconnaissant pour cela il faudrait que les « Argentins fassent des sacrifices », la résolution finale (dite des « mouvements sociaux ») de Porto Alegre n'a pas inclus une mention spéciale de la dette de l'Argentine et l'a noyée dans un paragraphe fourre-tout.

Le FSM a aussi bénéficié de la mobilisation, qui a commencé depuis le « sommet des Amériques » de Québec au printemps 2001, autour de la question politique clef qui permet aujourd'hui à des forces sociales très différentes, comme à des courants politiques autrement éloignés les uns des autres, de se retrouver dans un même combat. C'est l'opposition résolue au projet de création de la zone de libre échange (l'ALCA), c'est-à-dire d'extension vers le sud du traité de libre échange sur le modèle de l'ALENA que les États-Unis veulent imposer à l'ensemble du continent. Les ravages que l'ALENA a provoqués au Mexique sont connus de larges couches de la population dans toute l'Amérique latine et les organisations politiques qui combattent l'ALCA jouissent d'un très fort appui populaire. En fin d'après-midi, la veille de la clôture du Forum, il y a ainsi eu une très grande manifestation de 30 000 personnes (dont de nombreux travailleurs de Porto Alegre) contre l'ALCA et contre Georges W. Bush. Sa tonalité militante forte a contrasté avec l'ambiance assez convenue et tiède de la manifestation d'ouverture, en tête de laquelle il y avait des représentants très connus des partis socialistes et sociaux-démocrates d'Europe, Mario Soares en tête.

Il faut dire qu'entre ces deux manifestations, donc entre le début et la fin du rassemblement, quelque 18 000 à 20 000 jeunes, venus de tout le Brésil et des pays voisins, avaient convergé sur Porto Alegre. Ils avaient planté leurs tentes dans un parc mis à leur disposition par la municipalité et ils s'étaient réunis chaque soir pour des débats moins disloqués et plus politiques que beaucoup de ceux du Forum. Je ne m'attendais pas à cette présence

massive de jeunes, dont énormément d'étudiants. Pour moi, elle a été un autre fait notable du FSM. Je suis convaincu qu'on en verra les conséquences dans la prochaine période dans les luttes universitaires au Brésil et en Amérique latine. La radicalité sous-jacente s'est exprimée au cours d'un débat-meeting sur la Palestine, comme au cours de la manifestation de soutien au soulèvement du peuple argentin où la présence des jeunes a été très importante.

UN CADRE POLITIQUE

QUE L'ON NE PEUT PAS

« POUSSER À GAUCHE »

La place, somme toute secondaire, faite à la solidarité politique avec l'Argentine des piqueteros et des assemblées populaires des quartiers de Buenos Aires et des villes de province, de même que le verrouillage opéré sur d'autres questions politiques essentielles en Amérique latine, notamment la condamnation de la présence importante des militaires américains en Colombie (condamnation qui était et reste indispensable, tout à fait indépendamment de la position qu'on peut avoir par rapport à la politique des FARC) ont été deux expressions visibles de la capacité des principaux organisateurs du FSM, membres du Comité préparatoire, d'imposer le cadre politique qu'ils ont choisi.

Ce cadre est celui d'un réformisme modéré, dont le « budget participatif » est le grand emblème. Il est même si modéré qu'une place de choix est faite, dans le FSM, aux ministres, anciens ministres et députés des partis de gouvernement socialistes, sociaux-démocrates et communistes, les Français en tête, c'est-à-dire à ceux qui ont intégré la « grande al-

liance » de G.W. Bush après le 11 septembre et qui mettent en œuvre « de façon humaine » les politiques néo-libérales pourtant officiellement condamnées par les organisateurs du FSM. Cette place de choix a comme pivot un « Forum parlementaire mondial » qui est formellement « hors FSM ». Ce subterfuge permet à des parlementaires dont l'activité politique est à mille lieues de celle des militants des associations et organisations, lorsqu'elle n'est pas ouvertement dirigée contre eux, de se « refaire une virginité » même pas à peu de frais, mais complètement gratuitement. Ajoutons que le « Forum parlementaire » parasite le FSM très sérieusement, en focalisant l'attention des médias, mais aussi en accaparant l'énergie de bons militants qui se fourvoient au FSM dans un parlementarisme assez débilitant [5].

Pour peu que l'on n'aille pas à l'hôtel San Rafaël où ils étaient logés, ou à la salle de conférence située juste en face où ils parlaient, on pouvait cette année totalement éviter le FSM des représentants politiques du réformisme ou pseudo réformisme du Brésil ou de l'Union européenne. De même que d'autres, notamment les médias, pouvaient ignorer tout aussi totalement le FSM du campement de la jeunesse ou encore celui des organisations de Via Campesina et du Mouvement brésilien des Sans Terre (le MST). Cette année, la majorité des journalistes français et brésiliens ont été envoyés à Porto Alegre pour couvrir des événements tout à fait précis. Pendant une semaine, la ville a été le siège de deux campagnes présidentielles et parlementaires, la brésilienne et la française. Le FSM a été le lieu choisi par la direction du Parti des Travailleurs (le PT brésilien) pour clamer son identité de vue avec François Hollande, venu en re-

présentant de Lionel Jospin, ou encore pour donner en levée de rideau une tribune de choix à Jean-Pierre Chevènement. Ici l'amitié de celui-ci avec le président d'Attac-France Bernard Cassen, dont les casquettes sont multiples comme pour beaucoup de gens dans le mouvement anti-mondialisation (dont moi-même, je tiens à le souligner), a été un atout précieux. A peine le FSM terminé, le PT a annoncé que le président du Parti libéral, un industriel de l'État du Minas Geraes, serait le candidat à la vice-présidence aux côtés de Lula. A peine le FSM terminé, le PT a annoncé qu'en cas de victoire il rechercherait un accord avec le FMI et honorerait l'énorme dette extérieure du Brésil.

De grosses sommes ont été investies par les organisateurs pour assurer la tenue du Forum, à commencer par celles avancées par le PT au niveau municipal, régional et national, et aussi dans une moindre mesure par d'autres associations et syndicats membres du Comité préparatoire. Il leur fallait un « retour sur investissement ». L'une des dimensions est électorale, l'autre est le droit que cela leur donne de fixer l'agenda politique et de pouvoir parler au nom d'un combat qui est d'essence anti-capitaliste, mais qu'ils voudraient cantonner dans les limites d'un « réformisme rénové ». La militante argentine, Hebe de Bonafini, porte-parole des Mères de la Place de Mai, a pu ainsi dénoncer la « social-démocratisation » du second FSM II dans la Folha de Sao Paulo, l'un des principaux quotidiens du Brésil. Sur certains terrains, cet effort a explosé en plein vol, tant les problèmes sont graves, et tant l'identité et la qualité des intellectuels ou militants qui avaient été invités à intervenir sur ce point, leur interdisaient d'apporter le

moindre soutien aux mots d'ordre des organisateurs. Il en a été ainsi du mot d'ordre « Un monde sans guerre est possible ». Le principal invité sur ce thème, Noam Chomsky, s'est employé à démonter les bases du pacifisme puéril charrié par ce mot d'ordre. Dans un exposé très long et très documenté, il a montré que la politique militaire et liberticide du gouvernement américain (et cela même aux États-Unis) est consubstantielle aux formes d'appropriation mondiale des richesses mises en place par le capitalisme des sociétés transnationales et des fonds de pension. Les deux présentations de Claude Serfati n'ont gommé aucune de ses positions. Le débat sur la Palestine, qui a eu lieu le lendemain de celle de Chomsky, s'est transformé, comme je l'ai mentionné, en manifestation contre Sharon à l'intérieur du campus de la PUC (l'Université située à plusieurs kilomètres du centre-ville), traduisant ainsi également le sentiment que la guerre ne peut pas être combattue par un pacifisme bêlant.

Fin 2001, le Comité préparatoire du FSM a admis dans ses rangs la Confédération européenne des syndicats (la CES) dont Nicole Notat sera bientôt présidente. La participation de la CES dans le FSM n'a pas été secondaire. Elle a renforcé les rangs des syndicats les plus complètement alignés sur la mondialisation capitaliste et l'impérialisme. Elle a permis à un cartel de syndicats ou pseudo « syndicats » regroupés dans un groupement nommé Global Unions, d'intervenir « conjointement » à Porto Alegre et à New York (au Forum économique mondial transféré depuis Davos). Ce cartel (qui inclut la CISL, la CES, les Secrétariats professionnels internationaux [SPI] et l'organisme croupion qui siège à

l'OCDE, le TUAC) a diffusé ses positions. Le cadre idéologique dans lequel il situe son action est celui du constat que « les marchés ne règlent pas les dégâts qu'ils ont eux-mêmes provoqués. Ils ne génèrent pas automatiquement la justice. Ils ne requièrent pas le respect des droits de l'homme pour prospérer ou fonctionner ». Ils doivent donc être encadrés à l'aide d'une « gouvernance mondiale » et d'une « réglementation de la mondialisation ».

Pour les avoir croisés, je sais que des militants de la CGT, de la FSU et de plusieurs syndicats de SUD étaient présents à Porto Alegre, de même que des militants de la CGIL d'Italie. Ils me diront qu'ils n'avaient pas de mandat, mais je pense qu'ils auraient pu demander à la Centrale unique des travailleurs (la CUT), qui était membre du Comité organisateur brésilien, de les réunir pour faire à titre individuel une déclaration d'une autre nature.

**UNE LIBERTÉ DE DÉBAT
SANS CONSÉQUENCE ET
UNE ABSENCE DE
CONFRONTATION DES
POSITIONS**

L'absence de vraie confrontation, fraternelle mais ouverte, des positions théoriques des uns et des autres, est l'une des plus grandes faiblesses, pas simplement du Forum Social de Porto Alegre, mais du mouvement multiforme contre la mondialisation capitaliste en tant que tel. Le rapport des militants d'Attac-Suisse la relève également. C'est pourtant cette confrontation que le FSM devrait avoir pour fonction première d'organiser. Les « convocations » du mouvement sont ryth-

mées, d'un côté, par les « sommets politiques » face auxquels le mouvement contre la mondialisation capitaliste se mobilise (ceux de l'OMC, du G8, de l'Union européenne), de l'autre par les Forum sociaux, le FSM qui va désormais être relayé par des Forum sociaux régionaux.

La première forme de « convocation » se matérialise dans la convergence à Seattle, Nice, Bruxelles, Gênes ou Barcelone de cortèges d'origine organisationnelle (associations quasi-politiques, ONG, mouvements paysans, syndicats, etc.) et de sensibilité différentes. Ceux-ci vont manifester ensemble et vont en fait devoir se heurter de plus en plus fréquemment à des forces de répression de plus en plus brutales. L'expérience montre que la qualité politique de cette catégorie de « convocations » et les manifestations auxquelles elles donnent lieu dépendent principalement de la jonction qui se fait ou non avec le « mouvement social », c'est-à-dire avec la lutte politique et le combat revendicatif du pays « hôte », celui du « sommet » et donc aussi du « contre-sommet » dans la rue. Il y a eu une jonction véritable à Seattle, avec deux forces « endogènes » aux États-Unis, se situant sur des terrains politiques très différents, les jeunes radicalisés et les syndiqués de l'AFL-CIO, mais qui se sont retrouvés pour donner du muscle à la manifestation. En Europe, il y a eu Gênes et maintenant Barcelone qui ont été des succès, alors que d'autres rassemblements n'ont pas eu leur force, loin de là. On commence à comprendre où les ingrédients décisifs qui décident, soit de la force et de l'unité, soit de la tiédeur et de la division se situent (à Nice, il y a eu deux manifestations, celle verrouillée par la CFDT et la CGT et les associa-

tions « politiquement correctes » où aucun souffle venu de la lutte des classes n'est passé, et celle le lendemain des autres associations aux côtés des militants de la LCR, des SUD et de la CNT, qui s'est fait violemment tabasser). Ces ingrédients incluent le degré d'indépendance politique véritable des associations à l'égard des partis « officiels » (ou « parlementaires » comme on dit en Italie) et aussi le degré auquel la couleur politique du gouvernement et le contenu de sa politique contraignent les confédérations syndicales à marquer leurs différences avec celui-ci et à contribuer au succès en donnant à la mobilisation un contenu politique et social réel. Même si les manifestations lors des « sommets » peuvent être précédées par, ou se tenir en parallèle avec quelques réunions de discussion et de débat, celles-ci ont tendance à être dominées, ce qui est obligatoire, par les préoccupations immédiates, qui sont celles de la manifestation et du heurt avec les forces de répression, heurt que les uns acceptent (certains pouvant aller jusqu'à le rendre plus inévitable encore), alors que d'autres ont le plus grand mal à se résoudre au fait que le « dialogue avec les décideurs » est impossible.

Le second type de « convocation » est celui des Forum sociaux, qui se tiennent en terrain ami. Ici le débat pourrait s'amorcer. Cela ne se ferait pas sans de grandes difficultés, mais celles-ci devraient pouvoir trouver des amorces de réponse. Quand on se réunit pendant quatre à cinq jours sans menace policière, il devrait être possible d'ouvrir le débat sur les grandes questions qui traversent le mouvement « anti-mondialiste » : contre le capitalisme ou contre le « néo-libéralisme » ? avec la mise en cause de quelles formes de propriété

? en vue de quelle forme de société, avec quelles institutions ? etc. Cela n'est possible qu'avec l'aide active des « puissances invitantes », puisque ce sont elles qui fixent, sinon le cadre politique, au moins les modalités de déroulement des rassemblements. Pour le moment, l'impression que je retire du second FSM, c'est que ce débat n'est pas souhaité par ceux qui ont aujourd'hui les moyens politiques, médiatiques et matériels d'assurer les grandes « convocations » du mouvement contre la mondialisation, et qui sont donc très largement maîtres de leur organisation. Leur position semble être la suivante : il faut bien sûr laisser les gens parler, il faut permettre à toutes les nuances d'opinion anti-libérales, y compris fortement anti-capitalistes, de s'exprimer sans censure. Mais il ne faut pas que cela influe sur le cadre « réformiste modéré » des forces prêtes à travailler avec ceux qui travaillent pour consolider la mondialisation capitaliste.

C'est ainsi que la « solution » trouvée à Porto Alegre a été de laisser chaque composante, tant du Comité préparatoire international que du comité préparatoire brésilien,

1- se répartir l'organisation (rapporteurs et présidents de séance) des débats sur les thèmes retenus comme « officiels » ;

2- organiser selon ses propres priorités politiques, ses propres cycles de débats complémentaires et

3- en parrainer d'autres encore si elle le souhaitait. C'est ainsi que l'invitation qui m'a été faite est venue du MST, qui a fait appel à des militants de la Centrale Unique des Travailleurs (la CUT) pour me joindre. C'est pourquoi il y a eu ce « menu » à provoquer l'indigestion de 700 rencontres. On a même créé une « soupe de sécurité » supplémentaire,

en admettant une sorte de « Forum off », c'est-à-dire la tenue par des associations ou des organisations politiques non représentées dans le Comité préparatoire ou parrainées par l'un de ses membres, de débats dans la ville pendant les cinq jours du Forum. C'est ainsi que le PSTU a organisé un « débat contradictoire » (ou plutôt une confrontation verbale très âpre) sur l'Argentine, où le PO, le MST et le MAS se sont affrontés. Comme je l'ai dit, à chaque heure de la journée, pour autant qu'on n'ait pas décidé de s'abonner aux cycles de sa spécialité ou de ses réseaux d'appartenance, il fallait « piocher » et faire son « menu » dans un programme épais. Le sens et les effets de cette « solution » n'a pas échappé aux observateurs brésiliens les plus caustiques (voir les citations que donnent les militants d'Attac-Suisse). Même le « Forum off » n'a pas été complètement libre. Un interdit a été placé qui a été bravé, mais sans que cette résistance ne reçoive tous les appuis qu'elle était en droit de recevoir. C'est l'interdit qui a été fait aux Forces armées révolutionnaires de Colombie (les FARC) d'exposer leurs positions, et cela au moment où, fort de l'appui du gouvernement Bush, le gouvernement colombien a repris la guerre contre eux.

Dans le contexte que j'essaie de décrire, le soulèvement argentin a été vraiment l'invité non convié à la fête et non apprécié par certains. Alors que le peuple argentin s'est soulevé et a commencé à faire des pas dans la voie de l'auto-organisation, de l'autonomie au sens fort donné par Castoriadis (auto-convocation des manifestations et des assemblées de quartier, comités de quartier et main-

tenant d'entreprise, etc.), il y a eu la tentative à Porto Alegre, par exemple de la part de militants d'Attac-Argentine, de continuer à ne parler que des coups portés par le FMI, la dislocation du tissu social, la misère. Ceux-ci sont indiscutables, mais ils ont provoqué le soulèvement du peuple et c'est de cela qu'il fallait surtout parler. La manière dont la question argentine a été traitée et celle de la Colombie évacuée, sinon censurée, est la meilleure preuve que le Forum social mondial est très loin d'être la préfiguration d'une nouvelle Internationale.

Il faut maintenant voir si le Genoa Social Forum et les organisations italiennes membres de cette alliance, qui ont la responsabilité d'organiser le premier Forum social régional européen en Italie au début de l'hiver cette année, sauront créer (et se verront permettre de le faire) un cadre qui permettrait à cette confrontation indispensable d'idées de commencer à se faire. Reste à voir aussi si les forces anti-capitalistes et anti-impérialistes disposées politiquement à intervenir dans ce sens commenceront à coordonner leur participation.

Notes

1) Carré Rouge a participé aux coûts du voyage. A Porto Alegre, j'ai bénéficié au même titre que beaucoup de militants de l'hospitalité du PT du Rio Grande do Sul. Je l'en remercie, ce qui ne m'empêche pas d'écrire ce que je pense.

2) Mon intervention a été faite en espagnol et enregistrée. Elle a été publiée dans une version non corrigée par la revue argentine Herramienta et le sera, avec quelques cor-

rections, un titre plus précis et des sous-titres dans une publication que le MST est en train de préparer. On peut trouver cette seconde version, toujours en espagnol seulement, sur le site de A l'encontre : <http://www.alencontre.org>.

3) Pour ce que j'ai pu en voir, les organisations argentines, Parti Ouvrier (PO), le MST et la majorité du MAS, sont venues avec des objectifs « propagandistes », de démonstration de « force », et ont surtout œuvré dans leurs réseaux propres ou chez les participants argentins.

4) Ajoutons : « à renforcer, mais sans rien changer ou seulement peu de choses ». Cette fiction n'est pas la seule qu'on trouve aujourd'hui. Il y a celle du Secrétariat unifié, que je qualifierais ainsi, la IV^e Internationale existe, mais elle est impuissante, tellement impuissante (et divisée) qu'elle ne peut même pas préparer une intervention coordonnée de ses militants à Porto Alegre. Il y a aussi enfin dans différentes variantes, la fiction de la IV^e Internationale à « reconstruire » (sans rien changer non plus).

5) Voir, avec une lecture « entre les lignes », le témoignage de Pierre Rousset dans l'article, « Porto Alegre l'internationaliste », écrit avec Emile Jourdan et Anne Leclerc dans Rouge du 14 février 2002. Quatre jours d'empoignades stériles pour aboutir à deux textes, l'un qui contient une condamnation diplomatique de l'intervention de Bush et de « l'Alliance » en Afghanistan et l'une où l'Afghanistan n'est pas mentionné... !

Dans les parties consacrées à l'Argentine des deux précédents numéros de Carré Rouge, nous avons publié des articles d'un responsable du MAS (Roberto Ramirez dans le n° 19) et d'un intellectuel hors parti (Claudio Katz dans le n° 20). Cette fois-ci nous présentons des extraits du livre publié il y a quelques semaines par Jorge Altamira : *El Argentinazo, El presente como historia*, Ediciones Rumbos, Buenos Aires, janvier 2002.

Jorge Altamira est le principal dirigeant du Parti Ouvrier d'Argentine, mieux connu sous le sigle PO du nom du journal *Politica Obrera*, qui a été depuis plus de trente ans l'organe de ce courant notable du trotskisme argentin. Au cours des élections de novembre 2001, qui ont vu la poussée électorale des organisations trotskistes, Jorge Altamira a été élu député de la Capitale Fédérale et de la Province de Buenos Aires.

Le livre de Jorge Altamira réunit un ensemble d'articles publiés au fil des événements dans *Politica Obrera*, aux côtés de réflexions politiques sur les originalités du soulèvement argentin et du processus révolutionnaire dont il a été le point de départ. Ici nous avons choisi deux passages. Le premier examine l'importante question de la signification sociale et politique de la participation active des « classes moyennes » au soulèvement. Le second revient sur les événements des 19 et 20 décembre, ainsi que sur la grève générale qui les avait précédés, et en donne un compte rendu vivant. Les notes sont de Carré Rouge.

Le présent comme histoire : une interprétation du soulèvement argentin

QUI A DIRIGÉ

LE SOULEVEMENT

POPULAIRE ?

On a pu lire ces derniers jours des articles disqualifiant la révolte popu-

laire des 19 et 20 décembre. Ils soutiennent, pour résumer, que celle-ci a été le fait d'une classe moyenne principalement intéressée, quand ce n'est pas exclusivement, par son argent bloqué dans le « corralito » [1] des banques. Pour ces auteurs, une

préoccupation «physiologique» pareille ne pourra jamais inspirer d'idéaux d'émancipation sociale. Quelques-uns se sont permis de voir dans l'utilisation de la casserole un message crypté aux caractéristiques pinochetistes (!) même si le « cacerolazo » [2] de la nuit du 19 décembre a eu lieu pour s'opposer à la proclamation de l'état de siège ! Ils ne remarquent évidemment pas non plus que l'utilisation de marmites et de poêles a déjà caractérisé les « porteños » [3] qui ont résisté aux invasions anglaises de 1806-1807 et qu'aujourd'hui, on a renoué avec cette méthode pour expulser les pinochétistes installés au gouvernement, en premier lieu le ministre des Finances Cavallo !

Des bureaucrates syndicaux, qui soutiennent aujourd'hui fermement Duhalde, n'ont pas omis de rappeler qu'une bonne partie de la classe moyenne insurgée a voté pour l'Alliance Parti Radical-Frepasso en octobre 1999, mais les péronistes Alicia Castro, Victor De Gennaro et Hugo Moyano n'en ont pas fait de même ? Quelques-uns sont même allés plus loin en ressuscitant le passé anti-péroniste des pères et grands-pères des porteños en révolte.

UNE QUESTION DE MÉTHODE

Cette critique du soulèvement populaire de décembre souffre d'un sérieux défaut de méthode. En premier lieu parce qu'elle laisse de côté deux choses : premièrement le soulèvement n'a pas été que « porteño » mais national ; deuxièmement, les journées du 19-20 ont été le point culminant d'un processus extrêmement long qui démarre avec le « Santiagueñazo » (révolte populaire

de Santiago del Estero) de 93 et qui, vers la fin a été dominé par le soulèvement « piquetero » de Tartagal et Mosconi. Les journées du 19-20 ont été immédiatement précédées par les grèves, les occupations d'entreprises et les manifestations de masse à Cordoba et Neuquén (les occupations de Telecom et Emfer et la grève des chemins de fer entre autres) et ensuite par les attaques des supermarchés à Mendoza et Entre Ríos. Celles-ci se sont propagées jusqu'au Grand Buenos Aires entre le 17 et le 19 décembre. Une semaine avant les événements décisifs, il s'est déroulé une grève générale caractérisée par la participation de toutes les classes sociales, avec de surcroît un révélateur supplémentaire : la classe moyenne « accusée » s'efforça de se séparer politiquement de la bureaucratie syndicale des Daer et Moyano, de sorte qu'elle a joué à sa manière un rôle objectivement révolutionnaire. On le voit encore plus clairement maintenant que ces individus sont passés dans le nouveau camp favorable au gouvernement, qui s'est mis à voler les masses et les petits épargnants pour renflouer les grandes pieuvres économiques touchées par l'effondrement capitaliste. Deux mois à peine avant les événements, une aile liée à la classe moyenne, les étudiants des universités délogeaient la représentation classique de la petite bourgeoisie à l'université, Franja Morada, en votant pour les partis de gauche et les indépendants d'orientation gauchiste.

Il n'a pas manqué de gens pour identifier, parmi les insurgés, la présence de plus d'un « cadre », dont l'occupation quotidienne consiste à appliquer à la lettre la flexibilité du travail. Mais dans quelle révolution populaire n'ont pas été présents, à ses débuts,

quelques membres de cette frange de la classe moyenne ? Pour ne parler que des révolutions anglaise et française, il faut dire que des esclavagistes reconnus et des grands propriétaires, dont les intérêts étaient entrés en contradiction avec les vestiges féodaux et même avec les monarchies absolues, y ont participé et les ont même dirigées. Même dans la révolution russe de Février, qui s'est caractérisée par le rôle dirigeant du prolétariat dans la lutte, on a vu non seulement la participation de la grande bourgeoisie encore alliée au tsar quelques heures avant, mais la prise du pouvoir vacant par celle-ci au moyen d'un rapide coup d'état.

LA PAUPÉRISATION DE LA PETITE BOURGEOISIE

Mais peut-être « les cadres » ont-ils été l'élément social prédominant non pas du soulèvement, mais des « cacerolazos » ? Le Financial Times y répond, en écrivant dans son édition du dernier jour de l'année que « les économistes et les analystes ont identifié depuis longtemps les classes moyennes comme les agneaux propitiatoires d'une quelconque solution viable à la crise financière grandissante. Des estimations récentes estiment que deux mille d'entre eux disparaissent chaque jour dans les rangs des pauvres : la classe moyenne argentine est obsédée par son propre effondrement. Un nombre incalculable de films et d'œuvres théâtrales sont consacrés à la décadence des familles de classe moyenne ».

C'est elle, la classe moyenne des « cacerolazos », pas les cadres d'en-

treprises (à moins qu'ils aient été licenciés), c'est-à-dire une classe confrontée non seulement au « corralito », mais à une gigantesque rapine au bénéfice du grand capital, une classe moyenne privée d'argent et privée de travail ! C'est pourquoi le quotidien anglais cite un fonctionnaire du BCP Securities disant que « la situation argentine est mûre pour une insurrection populaire semblable à celles de Paris en 1792 et en 1871, et de Téhéran en 1979. L'Argentine ne peut plus continuer à soutenir sa (nombreuse) classe moyenne. »

Le lecteur notera que les soulèvements de 1792 et 1871 n'ont pas été des révolutions bourgeoises démocratiques, mais des soulèvements dirigés par l'aile radicale des travailleurs dans un cas, et par le prolétariat dans l'autre. Mais si le capital admet, de la bouche de ses porte-paroles, que le capitalisme ne peut soutenir la classe moyenne, la conclusion qui se dégage est que la classe moyenne est en train d'être conduite par la crise à une position objectivement anticapitaliste. En d'autres termes, la classe moyenne a, de toute évidence, un problème de « corralito », pas seulement le « corralito » financier que lui a imposé le gouvernement, mais aussi le « corralito » de la dégradation sociale, que l'effondrement capitaliste lui a infligé et lui infligera de plus en plus chaque jour.

La crise met la petite bourgeoisie face à la nécessité d'une réorganisation du pays sur de nouvelles bases sociales, ce qu'elle ne pourra résoudre que sous la direction de la classe ouvrière agissant comme parti politique indépendant.

DES ÉLÉMENTS D'HISTOIRE

Les défauts de méthode de l'opinion qui disqualifie la classe moyenne des « cacerolazos », (position formulée, ce qui est un comble, dans la majeure partie des cas par des écrivains petits bourgeois de centre-gauche) ne sont pas épuisés avec ce qui a été dit. Ils comportent une grande distorsion historique, car elle oublie que cette classe moyenne a une tradition idéologique formée en grande partie par le socialisme, et que c'est de ses rangs qu'est issue la jeunesse qui, à partir de la désintégration de la dictature « libératrice » de 1955-1957, entreprendra la phénoménale ascension politique qui culminera avec le « Cordobazo » (soulèvement populaire de Córdoba). En 1961, un spectaculaire vote dans la Capitale fédérale en faveur d'un candidat qui défendait la révolution cubaine (Alfredo Palacios) devait amener les revues de l'époque à parler du « Dimanche rouge à Buenos Aires ». Cette classe moyenne commence, à partir de la crise de 1994-1995, à participer activement à l'opposition au Menemisme.^[6] Si en 1999 elle a voté pour l'Alliance, elle l'a fait grâce aux anciens des Jeunesses Péronistes et aux ex-communistes du Frepaso ^[4], et non par sympathie pour De La Rúa. Le premier concert de casseroles a été convoqué précisément par Chacho Alvarez, pour protester contre Yabrán. Ce que nous avons maintenant, c'est une classe moyenne qui s'est insurgée contre son propre gouvernement de manière similaire à celle de l'insurrection qu'ont déclenchée les ouvriers, en grande partie péronistes, en juin et juillet 1975, contre celui qu'ils considéraient comme le leur, qui était alors passé entre les mains de Isabelle Perón.

Pour certains intellectuels, la lutte contre le « corralito » est trop prosaïque comme motif de révolution. Ils

préfèrent sûrement comme causes celle de la liberté d'interpréter les saintes écritures (cas de la réforme luthérienne et de la révolution anglaise du 17^e siècle) ou celle de la force de la raison (cas de la révolution française), feignant d'ignorer que dans la plupart des cas, les allégations idéologiques des révolutions essayaient de cacher leurs véritables causes matérielles, c'est à dire sociales. Le « corralito » dans sa vulgarité, a au moins ses avantages, car il met à nu l'expropriation subie des mains du capital financier, au lieu de l'escamoter avec des abstractions telles que « justice sociale », « souveraineté politique » ou « indépendance économique ».

QUI A DIRIGÉ

LE SOULEVEMENT POPULAIRE ?

Le défaut de méthode ultime de ceux qui attaquent la classe moyenne des « cacerolazos », réside ni plus ni moins dans le fait qu'il n'est pas sûr que la classe moyenne ait vraiment dirigé le soulèvement populaire qui a eu raison de De la Rúa. L'immense mérite de la classe moyenne de la capitale durant ces journées a été autre. Il a été d'être sorti dans la nuit du 19 contre l'état de siège, soutenant ainsi les assauts contre les supermarchés, qui avaient acquis un caractère de masse depuis la nuit antérieure, s'opposant au gouvernement de De la Rúa — Cavallo, et donc soutenant tout le mouvement ouvrier piquetero ^[5] et populaire des derniers mois. Avec cette décision qu'ils ont pris de faire face à l'état de siège, les « porteños » ont précipité le soulèvement populaire, mais ils ne l'ont pas dirigé. Lors de la journée décisive du 20 dé-

cembre, à partir de midi, le soulèvement populaire a été mené, c'est-à-dire dirigé, par la jeunesse travailleuse, la jeunesse sans travail et la jeunesse étudiante de la Capitale et du grand Buenos Aires, et pour une part par des partis de gauche. Ce ne sont pas les « cacerolazos » qui ont renversé De la Rúa — Cavallo, mais la lutte physique consécutive de la jeunesse pour le contrôle de la Place de Mai et pour contrer la répression policière et para-policière.

Cela nous amène à la question de fond. Quelle classe sociale a dirigé l'insurrection populaire ? Le soulèvement des 19 et 20 décembre n'a pas été une grève comme celle des ouvriers anarchistes de la Semaine tragique en 1919 ; il n'a pas été non plus une grève ouvrière active comme celle du 17 octobre, ou une grève ouvrière illimitée avec des barricades et des combats ouvriers contre l'armée, comme celle de janvier 1959. Il n'a pas été enfin une irruption gigantesque du prolétariat d'industrie comme lors du « Cordobazo ».

Cependant, par la classe qui a été à la tête de la lutte dans son long processus de gestation et de mûrissement, par le rôle exceptionnel du mouvement piquetero dans la préparation de cette lutte, par le rôle sans précédent, lors du dernier quart de siècle, d'une fraction des partis de gauche dans toutes les phases de cette lutte, par le rôle extraordinaire de la jeunesse travailleuse lors du combat final du jeudi 20, par toutes ces caractéristiques qui constituent l'ensemble du processus historique, le soulèvement a été un produit de la classe ouvrière.

La conclusion qui résulte de cela est assez claire : la révolte populaire ne triomphera qu'avec un gouvernement des travailleurs, aucune autre classe ne peut remplacer le prolétariat pour

promouvoir un dénouement victorieux de la présente crise révolutionnaire pour le peuple.

LE CAPITALISME, LES CLASSES, LE PARTI

C'est le mouvement du capitalisme lui-même qui a amené la classe moyenne dans le camp révolutionnaire. L'extension constante de l'action du capital financier, qui s'approprie l'épargne et les ressources de la petite bourgeoisie pour les utiliser dans le processus d'exploitation sociale de la classe ouvrière, a intégré cette petite bourgeoisie au mouvement de la circulation capitaliste comme jamais auparavant dans l'histoire. Même les dentistes et les commerçants allemands ou italiens ont été impliqués dans la dette extérieure argentine par l'intermédiaire de leurs banques respectives et des fonds d'investissement. L'expropriation relative ou partielle de la petite bourgeoisie par le capital a été présentée comme un tribut que le capital payait à la petite bourgeoisie dans le cours de l'exploitation commune de la classe ouvrière. C'est le « miracle » que l'on a attribué à la « convertibilité ». Maintenant, le rêve s'est transformé en cauchemar. L'expropriation relative (le banquier gagnait plus avec l'argent de l'épargnant que ce qu'il lui payait pour l'usage de cette épargne) est devenue absolue. La crise a dévoré le dernier peso des revenus de la petite bourgeoisie, et de surcroît elle l'a laissée sans travail, entraînée dans la misère sociale. Les privatisations (c'est à dire la confiscation du patrimoine public), la dette extérieure et la « convertibilité » ont été les grands leviers économiques et historiques du soulèvement populaire.

La crise révolutionnaire actuelle présente une caractéristique décisive propre quand elle est comparée à tous les mouvements populaires révolutionnaires nationaux qui ont été mentionnés : elle a comporté l'implication active d'une énorme partie de la petite bourgeoisie qui antérieurement était restée en marge. Cette nouveauté historique élargit énormément, au moins en principe, le champ d'action historique de la classe ouvrière. La classe ouvrière n'a plus à affronter aujourd'hui une petite bourgeoisie neutre, et pour la première fois aussi, le gouvernement au service du capital financier ne trouve pas d'appui chez elle contre la classe ouvrière. Mais la conquête complète par la classe ouvrière de la masse de la classe moyenne implique que la classe ouvrière résolve son propre problème politique, la nécessité d'une direction de classe et socialiste.

La conquête de la classe moyenne et la solution de la crise de la direction vont de pair. La solution de la crise de direction sera, d'une part, la conséquence de la lutte politique qui s'engagera à partir de maintenant, d'un côté contre la tentative du pérönisme de restaurer son ancienne influence, et de l'autre contre les politiques gauchistes démocratisants et idolâtres du « mouvement », qui se caractérisent par les postulats fondamentaux suivants : opposition à un gouvernement des travailleurs de caractère révolutionnaire, et opposition au développement d'un parti ouvrier révolutionnaire. D'un autre côté, la résolution de la crise de direction dépendra en grande mesure de l'élargissement de l'intervention de la classe ouvrière au niveau mondial, comme conséquence de la crise capitaliste mondiale elle-même.

RETOUR SUR LES

ÉVÉNEMENTS :

VOICI CE QU'A ÉTÉ

LE SOULEVEMENT

POPULAIRE

Le mercredi 19 décembre a commencé en Argentine un authentique soulèvement populaire. Un soulèvement populaire qui est le produit direct de toute l'incapacité du régime dominant à garantir les plus élémentaires conditions de subsistance au peuple. Un soulèvement qui est la conséquence d'un long processus de crise politique et de décomposition économique, si long que quelqu'un l'a qualifié de « processus le plus lent » de l'histoire. C'est-à-dire un processus qui est venu à bout de la patience populaire qui semblait infinie.

La révolte a été préparée par tout un développement historique. Elle n'est ni un caprice ni un complot : elle est l'aboutissement de la totale incapacité de la bourgeoisie nationale à diriger le pays et le résultat le plus achevé d'un long pillage impérialiste.

LES DEUX CGT À LA VEILLE DU SOULEVEMENT POPULAIRE

Qu'a représenté la grève générale du jeudi 13 décembre dernier dans le cadre de l'actuel soulèvement populaire ?

Le débrayage a été massivement anti-gouvernemental, mais politiquement impuissant, notamment parce qu'il a mis à nouveau en évidence la division de la bureaucratie syndicale en fonction des différents clivages patronaux. La CGT officielle suit ceux qu'elle considère encore dans la continuité de De La Rúa—Cavallo

comme le moindre mal, tandis que Moyano agit en faveur des objectifs de dévaluation de la U.I.A et des manœuvres politiques de Ruckauf. La CTA, de son côté, utilise le prétexte de la « redistribution des recettes » pour recomposer le front patronal pseudo progressiste qui s'est disloqué avec l'effondrement de l'Alliance.

Le débrayage, par ailleurs, n'a pas eu un caractère anti-patronal ; au contraire, il a bénéficié du soutien ou pour le moins de la neutralité des capitalistes. Ce caractère « pluri-classe », qui traduit à la fois l'ampleur de la crise et l'inféodation des directions traditionnelles à la bourgeoisie, loin de donner de la vigueur au mouvement des masses, l'annule politiquement. Cela explique que de nombreux secteurs ouvriers l'aient accepté à contrecœur et l'aient même fait passer à la trappe. La grève a précisément eu une force plus grande là où la lutte de classe des travailleurs a pu se manifester clairement. C'est ce qui s'est passé à Neuquén, où les ouvriers de Zanon, et d'autres secteurs industriels luttent contre les lock-out patronaux et où ceux de l'État le font contre leur propre patron, le gouvernement en place. Il s'est produit la même chose à la Foetra, qui fait face à l'exigence des baisses de salaires et à la menace de licenciements chez Telecom et Telefónica, dans la lutte des cheminots contre Techint ; dans celle de Emfer, avec les mobilisations à Córdoba et, évidemment, sur les barrages des mouvements de chômeurs.

La classe moyenne des professionnels et des petits commerçants s'est mobilisée en solidarité avec la grève, mais en marge de sa conduite et de ses objectifs. Elle n'accepte pas que les Daer ou Moyano soient leur canal

d'expression, mais les directions patronales comme le CAME que dirige Cornide ou le Frenato de Carlos Heller (le tardif et dernier Cavalliste vivant) sont encore plus incapables que la bureaucratie syndicale.

La neutralisation de la grève quant à sa portée politique, et ce comme conséquence de ses propres contradictions, s'est manifestée immédiatement par le manque de pression pour poursuivre avec une grève de quarante-huit heures.

Que conclure de tout ça ? Que la grève générale isolée, décidée d'en haut, s'est épuisée en tant qu'instrument partiel ou déformé de la lutte, qu'elle n'a pas été capable de rendre compte de la situation des masses, et qu'elle a même été en contradiction avec les tendances à l'insurrection populaire qui avait déjà commencé. Cet épuisement s'est manifesté dans l'échec total des deux rassemblements appelés la veille, quant Moyano n'a pu réunir que trois mille personnes et De Gennaro moins de mille. Dans ces conditions, la méthode du débrayage isolé est apparue comme une tentative du patronat pour provoquer un dénouement de la crise politique en cherchant à entraîner derrière lui une partie du peuple.

LE DÉBUT DU SOULEVEMENT

La gigantesque révolte qui a explosé le mercredi 19 a été attisée dans sa phase ultime par le gel des avoirs bancaires décidé pour sauver les grandes banques de la faillite et comme dernier recours pour continuer à payer la dette extérieure. Ces mesures ont provoqué des milliers de licenciements et de cessations de paiements, l'impossibilité de toucher aux salaires, la cessation de paie-

ment pour les travailleurs occasionnels ou au noir, et la banqueroute de la faible assistance sociale de l'État. Les supermarchés ne constituent pas seulement des monopoles alimentaires ; ils sont aussi les plus grands exploiters de la jeunesse et des femmes ; ils ont mené à la ruine une énorme quantité de petits commerces. Non seulement les travailleurs sont allés aux supermarchés pour prendre ce qui leur revenait, mais ils ont aussi marché avec le mot d'ordre unanime de « dehors De La Rúa-Cavallo ». Le mot d'ordre dont, avant tout le monde, le Parti Ouvrier avait indiqué qu'il serait la conséquence inévitable de toute la crise de pouvoir qui était en train de se développer.

L'assaut mené contre les supermarchés a été marqué par une claire conscience politique ; toutes les émissions de la télévision montrent les travailleurs et travailleuses en train d'expliquer clairement qu'ils cherchaient, par leur action, à résoudre de leurs propres mains ce que ni ce gouvernement ni le précédent n'avaient résolu : le ravitaillement et la vie de leurs familles, et qu'ils répondaient par leurs actes à l'échec politique du gouvernement et au pillage subi par le pays. La mobilisation populaire a obligé de nombreuses institutions municipales à organiser la collecte et la distribution de nourriture.

Le peuple s'est chargé, par l'action directe, de toucher le « salaire d'emploi » que ceux de centre-gauche ne font que vanter et qu'ils présentent même comme la panacée de la transformation sociale. Les manifestations populaires n'ont pas concerné seulement les supermarchés. Il y a eu des manifestations d'enseignants et de fonctionnaires de l'État, des concerts de casseroles de com-

merçants et de membres des couches professionnelles, dans certains endroits des grèves et des occupations ouvrières, presque partout des barrages routiers, des manifestations de rue. Le pays a vu un mouvement de masse, souvent désespéré, mais, sans le moindre doute, populaire et très massif. Dans de très nombreux faubourgs, les actions ont été décidées dans des assemblées. Dans très peu de cas, il y a eu des affrontements ou des frictions entre manifestants. Et c'est bien l'ensemble du pays qui a été touché ! Pendant que le peuple exploité et affamé se soulevait partout dans le pays, la Chambre des Députés votait l'annulation des pouvoirs d'exception qu'elle avait elle-même octroyés au gouvernement quelques mois auparavant. D'aucun banc n'est venu le moindre projet politique alternatif et en aucun cas l'exigence de chasser le gouvernement et d'appeler le peuple à élire une assemblée populaire. Quand, à ce moment-là, le gouvernement a décidé de décréter l'état de siège, les députés ne l'ont pas abrogé et ont décidé de lever la séance. Depuis 1983, le parlement a donné son aval à tous les états de siège proclamés par décret, de même qu'aux interventions fédérales dans les provinces, par exemple quand s'est produit le Santiagoñazo (c'est à ce moment-là que le Frepaso a commencé, en 1993, à voter les mesures de répression contre le peuple).

Le Congrès ne s'est même pas décidé à abroger le gel des avoirs bancaires et c'est à peine s'il a voté la disponibilité des salaires, tout en sachant que le gouvernement avait déjà ignoré une décision semblable d'un juge fédéral. Le parlementarisme argentin dégénéré s'est montré plus éloigné que jamais de la réalité

politique et des exigences populaires. Il n'a même pas été capable d'exiger l'expulsion de Cavallo ouvertement, cherchant à la négocier en coulisse comme un trophée qui puisse aider à contenir la révolte populaire.

LE JEUDI 20 DÉCEMBRE

De pied ferme, avançant, reculant, se regroupant et avançant à nouveau, caillassant la police et brûlant les symboles les plus représentatifs des monopoles capitalistes (la City Bank, les banques El Río, El Francés et HSBC, les supermarchés, la Telefónica, Oca, Mc Donald's) affrontant courageusement sans cesse la répression sauvage, rendant des centaines de pierres pour chaque grenade lacrymogène et chaque balle, ramassant les blessés et les morts et avançant de nouveau. C'est ainsi que dans cette « bataille de la place de Mai » des milliers de jeunes, de vieux, de travailleurs, de chômeurs, d'étudiants et de femmes au foyer ont écrit l'une des pages les plus glorieuses de l'histoire des luttes populaires argentines.

La phase finale de la révolte populaire qui a renversé De la Rúa a commencé la veille, au moment même où celui-ci annonçait « l'état de siège ». Des dizaines de milliers de personnes sont sorties dans la rue et ont avancé vers le Congrès, et de là, à la place de Mai. La presse, qui qualifie cette mobilisation de « pacifique », réunissant la « classe moyenne », a passé simplement sous silence qu'il s'agissait de la manifestation la plus subversive que l'on puisse imaginer : d'abord parce qu'elle confirmait les manifestations populaires de ce jour-là et du précédent, contre les supermarchés,

Déclaration commune de la gauche argentine, publiée un jour avant le début de l'insurrection

Le pouvoir en place est en train de liquider la nation argentine et son peuple travailleur. La crise a touché le fond avec la séquestration des dépôts bancaires et la banqueroute généralisée des finances publiques. Les De la Rúa et Cavallo, les Menem, Duhalde et Ruckauf sont les responsables de la catastrophe sociale, de la désorganisation économique et même de la vie de millions d'argentins. Le peuple n'en pouvait plus qui, face à cette énorme dégringolade, est en train de se mobiliser et de s'organiser : il gagne la rue, coupe les routes, occupe les usines, manifeste devant les sièges du pouvoir ; il s'autoconvoque en assemblées populaires, en comités de travailleurs actifs et chômeurs, en assemblées plénières ouvrières, en coordinations des syndicats en lutte. C'est pour cela même que nous répudions et rejetons l'état de siège et la tentative d'un gouvernement en décomposition de réprimer le peuple en lutte.

L'Argentine de la banque et du grand capital est dissoute : nous nous retrouvons, cette année, avec une des plus grandes récoltes de l'histoire mais avec une multitude d'affamés, un appareil productif paralysé et une masse sans précédent de chômeurs. C'est l'étape terminale d'un système d'exploitation, d'une certaine organisation économique, sociale et politique. Basta !

Nous, les organisations soussignées, déclarons qu'il existe une issue. Cette issue est cependant incompatible avec les intérêts de ceux qui font la promotion du chaos et de la défaite, du capital financier, du monopole capitaliste national et étranger... Ni la dollarisation ni la dévaluation promues par les secteurs dominants ne pourront nous arracher à cette pénurie sans fin : de telles mesures ne sont que des variantes, et un tour de vis supplémentaire, dans la confiscation des fruits de notre travail.

Qu'ils s'en aillent ! Il nous faut en finir avec les De la Rúa, Cavallo et les gobernadores qui cherchent à s'arranger avec les voleurs du FMI. Ce sont eux qui doivent payer la crise : les banquiers, les corporations du grand capital, les monopoles privatisants qui se sont appropriés le patrimoine public. Il faut

geler les fonds millionnaires des grands voleurs qui ont déjà sorti du pays 150 milliards de dollars. Il faut que redeviennent publics tous les services qui ont été privatisés. Il faut d'ores et déjà cesser de payer la dette externe. Sur ces bases-là, et sur la base d'un plan national des travailleurs, il faut réorganiser l'économie et remettre ainsi en marche la production paralysée.

Pour cela, il est nécessaire que le peuple délibère et gouverne, que se multiplient les assemblées populaires, les comités de travailleurs actifs et chômeurs, assemblées plénières ouvrières..., que chaque quartier, chaque province élise des délégués pour nous diriger vers la constitution d'une Assemblée/Congrès populaire nationale qui mettra sur pied une autre Argentine. C'est là une condition sine qua non pour élever un pouvoir structuré face à la décomposition du pouvoir en place. Une autre Argentine : ni celle du PJ, ni celle de l'Alliance, ni celle des soi-disant «progressistes», mais une Argentine des travailleurs, celle qui expropriera nos éternels expropriateurs.

Pour une solution ouvrière et populaire

- A bas l'état de siège
- Non au FMI
- Non au paiement de la dette extérieure
- Nationalisation de la banque
- Re-étatisation des AFJP
- Soutien à toutes les luttes des travailleurs
- Pour un plan de lutte nationale progressif et échelonné jusqu'à la défaite de ce système
- Liberté pour Ali, Castells et tous les prisonniers
- Pas de procès contre les travailleurs en lutte

PC, MST, PO, MAS, LSR, FOS, CS

contre la municipalité de Córdoba, à la banque Provincia et au palais du gouvernement de la province de La Plata ; ensuite parce qu'elle aboutissait à briser « l'état de siège », c'est-à-dire l'expression la plus élevée de la violence de l'État capitaliste, et par conséquent, à provoquer la chute du gouvernement lui-même.

C'est alors qu'on a entendu les deux mots d'ordre qui se sont transformés en programme politique de la mobilisation et que le peuple dans la rue devait imposer le lendemain. « Quels connards, quels connards, l'état de siège, qu'ils se le foutent au cul ! » et « Qu'ils s'en aillent, qu'ils s'en aillent ! » C'est pourquoi la tentative d'une certaine presse et du centre-gauche d'opposer la manifestation « pacifique et civilisée » de la nuit de mercredi à la mobilisation « violente » du jeudi est une manipulation idéologique qui cherche à disqualifier la lutte, l'organisation et le programme. Le jeudi, on a complété le travail commencé non pas seulement le mercredi soir, mais tous les jours précédents. Il y a eu une continuité d'objectifs politiques et de protagonistes. La « violence » a commencé le matin même du jeudi, quand la police a arrosé la foule qui remplissait la place de Mai de lacrymogènes, précisément parce que la foule pacifique marchait pour renverser le gouvernement et qu'elle n'était pas prête à se retirer avant d'obtenir satisfaction.

Ce matin-là ont lieu des centaines d'arrestations, et le premier assassinat au centre de la capitale : un homme est abattu de sang-froid sur le perron du Congrès après qu'une bonne partie des manifestants se soient retirée. Les bandes de voyous de la police Fédérale et de la Side commençaient déjà à faire fonctionner le même système lâche qui de-

vait être quelques heures plus tard leur « marque déposée ».

De la Rúa s'apprêtait à quitter le pouvoir de la même manière qu'il avait gouverné : en assassinant des travailleurs. Il avait commencé avec les assassinats du pont de Corrientes ; il a terminé avec ceux de la place de Mai et du Congrès ; entre les deux, les « forces de l'ordre » ont assassiné quatre piqueteros au nord de Salta.

Après les lacrymogènes et les arrestations, des groupes de manifestants ont résisté sur la place de Mai, entourés par la garde d'infanterie et la police montée. Aux premières heures du jeudi, les ministres Mestre et Mathov conspirent avec les chefs de la police : l'ordre est de « nettoyer la place de Mai ». Ils savent pourtant que la mobilisation ne peut être stoppée. « L'état de siège » ne leur suffit plus : les assassinats, les blessés, les arrestations illégales, les tortures et la réapparition des « grupos de tareas » sont de l'entière responsabilité politique de ces « démocrates » terrorisés.

Mais la sauvagerie de la répression ne fait que convaincre le peuple encore plus qu'il faut les mettre dehors et qu'il faut combattre jusqu'à ce qu'ils s'en aillent. Un parent de Marcelo Benedetto, l'une des victimes assassinées, a raconté : « le même n'a pas supporté la rage de voir la répression à la télé ; il a appelé plusieurs de ses copains de chez lui à La Tablada, et il est parti à la capitale. Ils lui ont défoncé le crâne ». L'un des blessés par balle, Luis Gómez, raconte : « J'étais à la gare de la Constitution quand j'ai vu les chevaux sur les corps des manifestants. Ça m'a indigné, et, là même, je suis parti pour la place de Mai ».

A dix heures du matin, la répression recommence ; les manifestants sont

arrêtés, battus à coup de matraques, gazés. Mais ils sont maintenant des milliers à marcher vers la place. A chaque coin de rue, les groupes de manifestants, mouchoir sur le visage pour réduire les effets des gaz, lancent des pierres et dressent des barricades. Un correspondant étranger qualifie de « foyers de guérilla », (La Repubblica, 22 décembre 2001) et même « d'intifada porteña » la lutte qui s'est livrée autour de l'Obélisque et du théâtre Colón, par où venaient les colonnes qui étaient parties du Congrès. Vers trois heures de l'après-midi, la cavalerie charge les mères de la place de Mai, et les frappe à coups de fouet.

Mais déjà avant midi la bataille s'était généralisée. Les combats se déroulent sur l'avenue de Mai et sur les diagonales. Les pierres répondent aux gaz, aux balles en caoutchouc, à la cavalerie, aux motos et aux canons à eau. Dans une atmosphère rendue irrespirable par les gaz, des groupes de jeunes et de moins jeunes avancent, et vont au contact, reculent, se regroupent et avancent à nouveau. Au milieu de la barbarie policière, l'héroïsme et la solidarité du peuple n'ont pas de limite ; chacun risque sa vie pour secourir les blessés, pour empêcher que l'on en arrête un autre, pour aider les plus faibles ou les plus maltraités.

Dans les combats, les banques et autres entreprises sont attaquées. La liste des entreprises attaquées est un véritable catalogue des pillards de la nation (Citybank, Fiat, HSBC, banque Comafi), de la corruption des politiciens patronaux (banque Provincia) ou des symboles de la domination et de l'exploitation capitaliste (comme les Mc Donald's). Dans aucun de ces cas il n'y a de pillage ; contre tout ce que dit la presse, il ne s'agissait pas de vandales,

mais d'une explosion de la fureur populaire contre les vrais pillards de l'Argentine.

Lors de la répression du jeudi 20, il y a eu la mise en œuvre du terrorisme d'État. Pendant que la police en uniforme envoyait des bordées de gaz et de balles de caoutchouc et écrasait les gens avec la cavalerie, le centre était plein de bandes d'hommes de main en civil qui se déplaçaient dans des voitures sans plaques d'immatriculation. Ils apparaissaient à l'improviste, descendaient de leurs autos, tiraient avec des armes à feu, et des balles de plomb et s'enfuyaient en laissant derrière eux morts et blessés. D'autres fois, ils traînaient un manifestant jusqu'à la voiture. Il y avait aussi des groupes à pied en civil, qui se mêlaient à la foule, qui soudain arrêtaient en le frappant un manifestant resté isolé. Plusieurs détenus comme Eduardo de Pedro, se sont plaints d'avoir été torturés sur la place de Mai, avec des aiguillons électriques « portables » ; les gens arrêtés ont été brutalement frappés, sans exception.

« Ils sont revenus séquestrer des gens sur la place de Mai ; ce sont les séquestrateurs du régime militaire en personne » (la Repubblica 22 décembre 2001). Ces « grupos de tarea » [7] sont les responsables des premiers assassinats de l'après-midi qui ont lieu très loin de la place de Mai ; deux manifestants ont été assassinés de sang-froid dans les quartiers de Bernardo de Irigoyen et de Rivadavia (à un kilomètre de la place de Mai), à trois heures de l'après-midi ; l'un d'eux porte deux impacts de balles. Alors l'hypothèse de La Nación (20 décembre 2001) qui, citant des sources policières anonymes, affirme que les morts furent l'œuvre de « policiers fatigués,

cernés et débordés par la peur » est complètement fausse. Les assassinats ont été l'œuvre des « grupos de tarea » des services secrets.

A la première heure de l'après-midi, la bataille atteint son point culminant. Les manifestants essaient d'entrer sur la place du gouvernement depuis l'avenue de Mai, les deux diagonales, les rues du centre, depuis San Telmo et depuis El Bajo. Ils entourent la place, les pierres volent et on dresse des barricades ; aux gaz s'oppose la fumée des feux et les incendies.

Les militants du Parti Ouvrier, après s'être heurtés à la police du Congrès, marchent vers la Place par la diagonale nord, avec d'autres partis de gauche et des syndicats combattifs. Face à l'immeuble de YPF, la colonne résiste de pied ferme face à la charge de la police montée et la fait fuir sous une pluie de pierres. Les militants P.O. continuent à avancer vers Florida ; avec gaz et balles en caoutchouc, ils obligent la police montée à reculer. Celle-ci se regroupe et revient à la charge. Et ainsi de suite à plusieurs reprises.

Vers 17 heures, une grosse colonne de motocyclistes fait son entrée, une fois de plus, dans ce cas par la diagonale nord. Ils sont acclamés par les manifestants et vont directement se heurter à la police. Ils sont brutalement réprimés ; d'eux d'entre eux sont assassinés ; d'autres sont blessés. Le jour suivant, vendredi 22, la démonstration que les motocyclistes ont faite à l'Obélisque pour protester contre les assassinats du jeudi a été réprimée avec acharnement par la police fédérale (Página doce 23 décembre 2001). Lors de cette répression se produit un fait symptomatique : deux militants de Hijos et un troisième, motocycliste fils d'un disparu, ont été blessés. C'est-à-dire

qu'il y a eu une opération des services secrets qui a identifié les motocyclistes qu'il fallait réprimer. Quand les manifestants en moto sont allés à l'hôpital Argerich pour prendre des nouvelles des blessés, ils ont été à nouveau réprimés, à coup de matraques et à balles de plomb. A qui va-t-on faire croire que les morts ont été l'œuvre de policiers « exténués » et « dépassés ».

A partir de 18 heures, la majorité des manifestants refluent. Ceux qui se retirent par l'avenue de Mai chantent « Quelle courante on leur a fichu ! Quelle courante ! Nous avons renversé De la Rúa, nous les fils du Cordobazo ». Avec les rues adjacentes à la place, contrôlées par la police, de nouveaux assassinats de sang-froid ont lieu. Quand la nuit est tombée, le gouvernement est tombé aussi. Il y a plus de 3 000 emprisonnés, des centaines de blessés, et 28 morts. Il n'y a pas de réjouissances, mais le peuple a triomphé. Non seulement il a renversé un gouvernement haï, mais il entamé une nouvelle étape dans l'histoire argentine.

Notes

1] Ce mot qui vient du mot « corral » qui signifie « enclos pour bétail » (l'Argentine a été un pays d'élevage bovin), a été inventé par les gens pour désigner le blocage des comptes bancaires des particuliers décidé par les banques avec l'aval du gouvernement comme palliatif à la menace de banqueroute financière. La dévaluation du peso après des années de change fixe et libre de la monnaie argentine avec le dollar qui a accompagné le blocage des comptes, en fait une mesure de spoliation, d'expropriation sur une très large échelle.

2] La traduction littérale est « concert de

casseroles » qui ont commencé sur les balcons, surtout qu'en décembre on était en plein été austral. C'est de cette manière, qui a quelques analogies avec celle du tocsin du Moyen Âge, que les habitants de Buenos Aires ont appelé aux manifestations.

3] Terme qui désigne les habitants de Buenos Aires.

4] Le Frepaso est une formation politique apparue dans les années 1990 qui rassemble d'anciens membres des Jeunesses Péronistes et une partie de l'ancien PC argentin.

5] La forme d'auto-organisation la plus importante (celle qui vertèbre le mouvement aujourd'hui) est connue sous le nom de mouvement des « piqueteros ». Le mot « piquet » est d'origine française. Il rappelle ce que le premier mouvement ouvrier argentin, porté par les anarcho-syndicalistes, notamment italiens, doit à ses racines européennes, renvoie à celui de piquets de grève. Mais le fait que ce mot soit à la racine du terme « piqueteros » n'est pas un hasard non plus. Il signe l'origine ouvrière de ce mouvement d'auto-organisation si original et si puissant.

6] Terme tiré de Menem, nom du président de la République péroniste qui a présidé à la mise en coupe réglée de l'Argentine par le FMI et le capital étranger.

7] Il s'agit de groupes para-militaires qui exécutaient les militants sous la dictature.

« Essai de philosophie politique et historique », selon la définition donnée par son auteur dans son interview au journal *Le Monde* [1], le petit livre qui vient d'être édité aux PUF, collection « Que sais-je ? », présente une interprétation plutôt partisane de l'histoire de la Quatrième Internationale. Et souvent contestable... C'est ce que soutient dans cet article Jean-Philippe Divès. Celui-ci est membre de la LCR, mais il vient du « morénisme », c'est-à-dire d'un courant international du trotskysme qui s'est différencié et souvent affronté politiquement avec le Secrétariat Unifié auquel appartient Daniel Bensaïd.

« Les trotskysmes » de Daniel Bensaïd, ou les limites d'un conformisme identitaire

Les révélations sur le passé politique longtemps nié de Lionel Jospin, la présence de trois candidats trotskystes à l'élection présidentielle, la montée en puissance du vote pour Arlette Laguiller et l'extrême gauche en général, ont transformé le trotskysme en une nouvelle mode éditoriale. Plusieurs livres ayant en commun une indigence analytique extrême, un flagrant manque de sérieux, et pour certains une vision policière de l'histoire (au sens strict puisque puisant leur matière dans les rapports de police), ont tenté d'exploiter le filon. De cette production alimentaire visant un lectorat des beaux quartiers en mal de sensations fortes, seul se distingue le travail de Daniel Bensaïd, dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire et aussi de l'un des courants du trotskysme à l'échelle internationale

(Quatrième Internationale-Secrétariat Unifié). Dans les limites de format imposées par un « Que sais-je ? », il présente des analyses et positions politiques dignes d'intérêt, parfois pertinentes et en tout cas légitimes. Souligner qu'il vaut d'être lu est donc un préalable à toute critique.

Ce texte a pour mérite certain de situer nombre de processus et faits essentiels du mouvement trotskyste dans les contextes historiques qui les ont, pour une large part, déterminés. Les conceptions et les orientations, mais aussi les débats et les ruptures sont le plus souvent (pas toujours) présentés et expliqués dans le cadre des luttes de classes et des problèmes politiques qui ont effectivement marqué les différentes périodes du XX^e siècle : naissance très lente et difficile de l'Opposition

de gauche au sein du mouvement communiste international, à contre-courant de l'irrésistible montée du stalinisme puis du fascisme ; déphasages avec l'état des rapports politiques mondiaux au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, lorsque les trotskystes s'accrochent à leurs pronostics ultra révolutionnaires de la fin des années trente, alors même que le système capitaliste entre dans une longue phase de stabilisation et de croissance, et que la bureaucratie stalinienne étend et consolide son empire totalitaire ; engagement à corps perdu dans la nouvelle période de luttes et de radicalisation à gauche des années soixante-70, accompagné chez certains secteurs (mais pas tous) d'un « gauchisme fébrile » (page 104) ; déphasages à nouveau, puis remises en cause face au tournant mondial que signifie la contre-offensive libérale de l'impérialisme capitaliste...

Pour le reste, « Les trotskysmes » suscitent de la part de quelqu'un qui n'a pas partagé les positions de Daniel Bensaïd dans le passé [2], des sentiments un peu plus mitigés.

UNE HISTOIRE

OFFICIELLE

Il faut donner acte à l'auteur de son avertissement, dans lequel il signale qu'« étant aussi un acteur de cette histoire depuis 1966 », il ne prétend pas « avoir échappé à la part de subjectivité inhérente aux expériences et aux engagements personnels » (page 3). Sans doute ne croyait-il pas si bien dire ? Ses conclusions, suggérées beaucoup plus qu'affirmées mais néanmoins très présentes tout au long du livre, sont en effet totalement tributaires du système interprétatif traditionnel de l'une des variantes de l'orthodoxie trotskyste. De

ce fait, loin d'ébaucher des bilans et enseignements un tant soit peu équilibrés, elles constituent une défense et illustration, presque tout au long du livre, de la trajectoire de cette composante du trotskysme [3], par opposition aux autres.

Une expression en est qu'au-delà de ce qui a trait à la présentation des faits, et qui peut générer des désaccords depuis un point de vue subjectif différent, des faits essentiels se trouvent oubliés ou déformés. Une autre illustration, plus immédiatement appréhensible par le lecteur, en est que l'auteur ne remplit pas du tout l'objectif qu'il se fixe en introduction et jusque dans le titre de son ouvrage, à savoir de parler des trotskysmes au pluriel. Tout son texte, de son point de départ en 1923 jusqu'à son aboutissement en 1991, suit le fil rouge de la « continuité historique » revendiquée par un trotskysme particulier, celui du courant international actuellement organisé autour de la LCR française ; un courant dont la réalité est certes significative, mais qui demeure néanmoins assez largement minoritaire par rapport à la globalité du mouvement trotskyste. Autant dire que même à grands traits, l'histoire du trotskysme, de la Quatrième Internationale fondée en 1938, puis des principales grandes tendances entre lesquelles elle s'est divisée, reste à faire.

Avant la « grande scission » de la Quatrième Internationale survenue en 1952-1953, et qui marque aussi la naissance du courant dont Bensaïd est l'un des dirigeants (SI puis SU de la Quatrième Internationale), son exposé reprend sans réelle interrogation critique l'histoire enseignée dans la plupart des écoles trotskystes. C'est particulièrement net en ce qui concerne la question cruciale de l'URSS et du stalinisme. Lorsqu'il

aborde le « tournant de 1928-1929 », l'auteur affirme ainsi que « Trotsky et l'Opposition de gauche (vont s'opposer au tournant brusque de Staline, passant en 1928 du "socialisme à pas de tortue" prôné par Boukharine à la collectivisation forcée et à l'industrialisation accélérée du premier plan quinquennal » (page 14). Puis que « Staline semble reprendre à son compte, en instituant le premier plan quinquennal, certaines revendications de l'opposition. Ce virage précipite un éclatement de l'Opposition de gauche. Certains de ses dirigeants prestigieux voient dans "cette révolution d'en haut" un coup de barre à gauche. Pour Trotsky, les ralliés au régime thermidorien sont des "âmes mortes" la planification, sans restauration de la démocratie socialiste, n'aboutira qu'à renforcer le pouvoir de la bureaucratie » (page 15). Pour « traditionnelle » qu'elle soit, cette présentation n'est pas moins inexacte. On ne reprendra pas ici une démonstration effectuée précédemment dans Carré Rouge [4], mais il faut au minimum rappeler que Trotsky a apporté son soutien critique au tournant impulsé par la fraction stalinienne en 1928-1929 (tout en demeurant dans l'opposition, contrairement à nombre de ses partisans qui ont à ce moment capitulé) ; qu'il s'est alors démarqué, non des mesures d'étatisation, qu'il jugeait fondamentalement progressistes, mais uniquement des méthodes brutales par lesquelles elles étaient mises en œuvre. Des années plus tard, contrairement à ce que laisse entendre Daniel Bensaïd, Trotsky continua à défendre cette position en affirmant qu'à cette occasion, la ligne de l'Opposition de gauche, reprise de façon bureaucratique par Staline, avait « fécondé le développement » de l'URSS et permis de « de sauver

les bases sociales de l'Etat soviétique » [5]. Ainsi que l'ont démontré des dissidents du trotskysme (notamment, les premiers, Shachtman et Castoriadis [Chaulieu dans la IV^e Internationale] – par ailleurs singulièrement maltraités dans cet ouvrage), le passage sous contrôle bureaucratique de toute l'économie, concomitante à l'écrasement de toute opposition politique, a tout au contraire marqué un point d'inflexion qualitatif dans la domination totale, économique et sociale comme politique, de la nouvelle bureaucratie dirigeante, donc dans la liquidation des derniers vestiges prolétariens de l'État soviétique.

Après 1952-1953, l'histoire retranscrite reste officielle, mais se réduit à celle d'une branche particulière du mouvement trotskyste. Les autres courants ne sont abordés que de façon anecdotique et fonctionnelle, essentiellement dans leurs rapports avec le courant international de la LCR tels que celui-ci les a interprétés et assimilés au regard de sa propre histoire (c'est le cas du « morénisme » et du « lambertisme »), voire pas abordés du tout lorsqu'ils n'ont pas eu de rapports directs avec le « pablo-mandélisme » (ce qui est le cas du courant « healyste »). De même ne trouve-t-on rien ou pratiquement rien sur l'histoire du courant Militant et sur celle de la tendance « cliffiste » (SWP britannique), tandis que des organisations nationales importantes ne sont qu'à peine (LO en France) ou pas du tout (PO argentin) mentionnées.

Dans le même temps, en un étonnant plaidoyer pro domo, l'auteur s'efforce de justifier à peu près toutes les orientations de son propre courant, y compris ses erreurs les plus criantes. Un exemple significatif est ce qu'il dit de la ligne de « la guer-

re de guérilla » appliquée dans les années soixante et 70 en Amérique Latine. Cette politique qui prétendait substituer à l'action consciente des travailleurs celle de minorités armées « éclairées », a eu des conséquences catastrophiques, au plan politique général comme d'un point de vue militant et humain. Elle a notamment conduit à la liquidation de toute une organisation (le PRT-ERP, que la majorité du SU avait reconnue comme « section argentine de la Quatrième Internationale », contre le PST « moréniste » qu'elle considérait « réformiste ») et à la mort de centaines de ses membres. Au lieu de commencer par admettre cette évidence, Daniel Bensaïd multiplie les circonvolutions et dilue les responsabilités, sans même hésiter à les reporter... sur ceux qui furent les plus farouches opposants de cette orientation : « Moreno fusionna avec un groupe issu du populisme radical (Le projet de déclenchement de la lutte armée constituait une base essentielle de leur accord [Moreno fit machine arrière, provoqua la rupture avec Santucho. Ce dernier se sentit floué et systématisa son propre projet. Même s'il s'est avéré erroné, le projet de Santucho comportait un noyau rationnel... » (pages 100-101).

« INFIDÉLITÉ CRITIQUE »

CONTRE « BIGOTERIE

DOGMATIQUE » ?

Tout travailleur ou jeune qui commence à se tourner vers l'extrême gauche se pose et nous pose immanquablement une question : pour quoi le mouvement « trotskyste » est-il aussi divisé ? En ne prenant qu'un seul exemple, hexagonal, pourquoi y a-t-il trois candidats qui

s'en réclament dans l'actuelle campagne présidentielle ?

Pour Daniel Bensaïd, ces divisions sont un produit historique de « la disproportion entre l'activité théorique et les possibilités de vérification pratique [qui] pousse à l'exacerbation des querelles doctrinales et au fétichisme dogmatique de la lettre » (page 8). Si elle n'est pas dénuée de tout fondement, surtout lorsqu'on compare la France aux autres pays occidentaux qui ont connu depuis 1945 une relative stabilité démocratique bourgeoise, cette interprétation ne reflète cependant qu'un élément de la réalité et cesse d'être juste dès lors qu'elle est érigée en explication totalisante. Et elle devient complètement insatisfaisante au regard des convulsions qui ont secoué la planète durant le « court XX^e siècle ». Comment pourrait-on prétendre, par exemple, que des conceptions théoriques opposées ne se sont pas confrontées et vérifiées pratiquement dans les processus révolutionnaires de l'Amérique Latine ? L'auteur lui-même est amené à reconnaître, très elliptiquement, qu'au cours des années soixante et 70, « la question de la lutte armée s'envenima d'autant plus dans la IV^e Internationale que des vies étaient en jeu » (page 103).

A priori, l'explication basée sur la faiblesse des possibilités de vérifications pratiques semblerait impliquer que des conditions objectives plus favorables puissent éventuellement permettre, dans le futur, de résorber les fractures... Eh bien non, les divisions semblent irréversibles, et elles opposent des bons à des méchants. « Les événements majeurs du siècle ont produit des différenciations telles que ce qui distingue et oppose les différents courants du "trotskysme" est souvent aussi ou plus important

que ce qui les apparente » (page 7). Cette césure séparerait les tenants de « l'infidélité critique » dans laquelle on trouve « plus de fidélité » « en matière d'héritage » (il s'agit naturellement du courant de l'auteur), des défenseurs de « la bigoterie dogmatique ».

Les faits montrent en tout cas que ceux qui sont stigmatisés comme bigots dogmatiques (c'est-à-dire l'essentiel des forces qui s'étaient regroupées entre 1953 et 1963 dans le « Comité international de la Quatrième Internationale ») ont subi les ruptures beaucoup plus qu'il ne les ont provoquées, et que c'est à l'inverse le courant censé s'opposer « au fétichisme dogmatique de la lettre » qui a jugé bon, à plusieurs reprises, de diviser le mouvement en se séparant de ses opposants « doctrinaires ».

En 1952-1953, l'exclusion de la majorité de la section française, qui a débouché sur une scission internationale dont les effets destructeurs n'ont jamais pu être résorbés, a été provoquée non pas, en soi, par la ligne dite de « l'entrisme sui generis » qui exprimait pourtant une véritable capitulation politique devant le stalinisme, mais par le fait que la direction internationale de l'époque (Pablo-Mandel-Frank-Maitan) a prétendu imposer cette orientation à l'organisation française au nom du « centralisme démocratique international », en allant jusqu'à décréter que la direction de cette section était désormais confiée à sa minorité ! Les majoritaires n'acceptant pas de devenir minoritaires par décret de l'omniscient et omnipotent « secrétariat international de la Quatrième Internationale » dirigé par Michel Pablo, ces « bigots dogmatiques » ont donc été exclus... Il est un peu choquant que Daniel Bensaïd ne reconnaisse pas franchement cette réalité, et que

son texte la dilue dans une présentation lénifiante vite suivie d'une « généralisation » hors de propos : « le Secrétariat international suspend alors 13 membres majoritaires du comité central français. Ratifiée par 5 voix contre 4, la motion met le feu aux poudres et soulève du même coup l'épineux problème du degré de centralisme attaché à la notion constitutive de "parti mondial" » (pages 80-81). Ce qui est « épineux » n'est donc pas l'exclusion, mais le « degré attaché à la notion constitutive ».

L'histoire de la rupture de 1979, réduite à un plan machiavélique des méchants bigots dogmatiques (« Lambert d'une part, et Moreno de l'autre, crurent le moment venu de prendre leur revanche sur les frustrations passées et de porter le coup de grâce à une organisation internationale dont ils avaient été, trente ans durant, les dissidents permanents ou intermittents », page 109), est quant à elle directement dénaturée. Le débat qui eut alors lieu sur le soutien politique accordé au Front sandiniste de libération nationale (FSLN) et à son gouvernement par la majorité du SU (formée par la direction « mandéliste » européenne et celle du SWP des États-Unis) est totalement absent. Tout comme est omise la répression, par ce même gouvernement, de la Brigade Simon Bolivar (qui avait été formée par la Fraction bolchevique « moréniste », comme le furent alors d'autres brigades internationales, pour lutter militairement dans la guerre contre la dictature de Somoza aux côtés des forces sandinistes), répression mise en œuvre avec le blanc-seing des représentants officiels du SU à Managua. Enfin et peut-être surtout, le lecteur de cet ouvrage ne saura pas non plus que la réunion du SU de fin sep-

tembre / début octobre 1979 avait placé les minoritaires face au même dilemme qu'en 1952 : se soumettre au nom du « centralisme démocratique international » (il leur était « enjoint de cesser toute activité de construction de sections » au Nicaragua et en Amérique Centrale et de « se discipliner » à l'orientation majoritaire consistant à soutenir le FSLN et son gouvernement), ou être exclus (dans le cas contraire le SU « recommandera au congrès mondial l'exclusion de la direction déclarée de la Fraction bolchevique ») [6]. Affirmer que la FB, suivie par la TLT (fraction effectivement entriste du courant lambertiste dans la LCR française, ce qui exprimait des pratiques politiques et méthodologiques effectivement inadmissibles), a « quitté l'Internationale » « à l'automne 1979, sans attendre le congrès mondial convoqué pour le début de l'année suivante » (page 109) demande donc un certain aplomb, ou alors une mémoire vraiment sélective.

L'interprétation bensaïdienne des divisions du mouvement trotskyste ne tient pas non plus au plan théorique. La césure qu'elle établit entre fidèles dogmatiques et infidèles critiques est largement artificielle, en tout cas jusqu'aux années quatre-vingt. Lorsque la plupart des dirigeants de la Quatrième Internationale ont estimé – à tort – que les États du Glacis, la Yougoslavie et la Chine, puis Cuba et le Vietnam, étaient devenus des « États ouvriers » (selon les cas et les interprétations, « bureaucratiquement déformés » ou non), ils n'ont pas fait preuve d'« infidélité critique » mais de fidélité à l'un des aspects centraux du corpus théorique trotskyste, qui considérait – à tort – qu'une nature « ouvrière » de l'URSS découlait du fait que le capital privé y avait été exproprié et que l'économie

y était étatisée. Lorsque Michel Pablo et Ernest Mandel, fondateurs de celui des trotskystes dont Daniel Bensaïd revendique la continuité, ont défini les directions yougoslave, chinoise, cubaine ou vietnamienne comme non bureaucratiques, « ouvrières » quoique sans ouvriers, et « centristes » voire même « trotskystes » (!), parce qu'elles avaient dirigé des processus révolutionnaires qui avaient conduit à l'expropriation du capital privé, ils n'ont fait que reprendre et développer l'un des aspects les plus faibles – et réfuté par l'expérience historique – de la théorie de la révolution permanente, selon lequel il ne peut y avoir dans les pays dominés de résolution des tâches « démocratiques » (indépendance nationale, réforme agraire, etc.) sans processus de révolution socialiste dirigé par un parti authentiquement communiste. Dans tous les textes de l'époque, notamment ceux qu'ils ont rédigés autour des scissions de 1952-1953 et de 1979, les dirigeants pablo-mandélistes ne manquaient d'ailleurs pas de se réclamer avec force de (leur propre interprétation de) l'orthodoxie trotskyste.

Tout en ne parvenant pas non plus à apporter une explication et à définir une politique satisfaisantes, les « bigots dogmatiques » se sont à ce moment-là appuyés sur d'autres aspects du patrimoine trotskyste (nécessité d'une action indépendante de la classe des travailleurs, d'un parti révolutionnaire de la Quatrième Internationale, de la démocratie ouvrière...) pour refuser – à juste titre – de s'aligner derrière de telles directions. On aurait pu espérer que ce mérite-là au moins leur soit reconnu ; que l'auteur admette que sur ce point, la politique de son courant a été erronée ; que contrairement à ce que son trotskysme a très longtemps défendu, les PC

yougoslave, chinois, cubain et vietnamien n'ont fait aucun pas vers le socialisme (pas plus que le FSLN au Nicaragua), qu'ils ont au contraire installé un nouveau régime – bâtard et instable – d'exploitation calqué sur le modèle « soviétique » au profit de la bureaucratie dirigeante qu'ils représentaient, tout en pavant la voie à la restauration capitaliste et en contribuant puissamment à discréditer les idéaux du socialisme...

Mais il n'est en rien. Daniel Bensaïd va jusqu'à revendiquer le fait qu'en dépit de l'emprisonnement des trotskystes chinois en 1949 et de la liquidation physique des trotskystes belgradois en 1941, « les révolutions yougoslave et chinoise sont donc saluées par la majorité de l'Internationale comme d'authentiques révolutions conduisant à un conflit inévitable avec le conservatisme bureaucratique du Kremlin », et à estimer qu'il est « d'autant plus méritoire de ne pas voir les grands événements historiques par le petit bout de la lorgnette des intérêts particuliers de groupe ou de parti » (page 76). C'est-à-dire qu'il ne comprend toujours pas qu'en Yougoslavie comme en Chine, au Vietnam et à Cuba, l'élimination des trotskystes est allée de pair, dans une logique implacable, avec l'écrasement et/ou l'interdiction de tout pouvoir et de toute démocratie prolétariens ou populaires ; et que par conséquent étaient en jeu, non d'étroits intérêts groupusculaires, mais les intérêts les plus généraux de notre classe. Quant au « conflit inévitable avec le Kremlin », le cours ultérieur des événements a démontré de façon si éloquente qu'il avait un caractère strictement inter-bureaucratique, d'opposition d'intérêts entre les bureaucraties dominantes de ces divers pays (la Chine comme la Yougoslavie ayant d'ailleurs fini par se rap-

procher des États-Unis pour contrer l'URSS...), que l'on reste stupéfait devant la reprise « telle quelle », plus de cinquante ans après, de ce vieil argument.

En allant au fond du problème, le maintien de telles conceptions illustre surtout la non compréhension persistante du fait que si « d'authentiques révolutions » ont bien eu lieu dans ces pays, il s'agissait de révolutions sans contenu socialiste. Une des grandes leçons du siècle écoulé est justement qu'anticapitaliste n'est pas nécessairement synonyme de socialiste ; et qu'en général il ne l'est pas lorsque la révolution est dirigée par un parti-armée bureaucratique qui encadre étroitement les masses en les soumettant à une discipline militaire/totalitaire ; que dans de tels cas, loin de permettre la moindre transition vers le socialisme, les nouveaux régimes signifient la mise en place au service des bureaucraties montantes de formes d'exploitation bâtarde et historiquement instables, qui en définitive préparent un retour au capitalisme.

Le même type de problème s'est posé à partir de 1979 avec la révolution nicaraguayenne, quoique celle-ci, de plus, ne soit même pas allée jusqu'à exproprier le capital, du fait de la politique ultra conciliatrice du FSLN, que le SU présenta pourtant, tout au long des années quatre-vingt, comme la plus parfaite incarnation d'une direction révolutionnaire prolétarienne. Ni l'existence d'un quasi parti unique réprimant les initiatives indépendantes du mouvement de masse, ni le maintien tout au long de cette période d'un fort secteur capitaliste dans l'économie nicaraguayenne, n'empêchèrent le SU de déclarer, d'abord, que le gouvernement du Nicaragua était un « gouvernement ouvrier et paysan », ensuite, que ce pays était devenu un

« État ouvrier », évidemment non bureaucratique. 23 ans plus tard, on attend toujours un bilan minimal : cette analyse et la politique qui en découlait étaient-elles justes, ou non ? Et pourquoi ? Accessoirement, on attend aussi une explication sur comment cet État ouvrier exemplaire aurait pu redevenir un État bourgeois simplement après que le FSLN ait perdu des élections. On aimerait en outre savoir ce qu'est le FSLN aujourd'hui, si Daniel Ortega est toujours un grand dirigeant révolutionnaire, quasi trotskysant, ou non, et ce qui alors a bien pu se passer.

Au-delà du fait que dans le cas de Cuba, le régime instauré il y a plus de 40 ans n'ait pas été affecté de bouleversements qualitatifs, et que le problème du castrisme en tant que courant bureaucratique ennemi du socialisme reste donc posé, il ne s'agit pas seulement de questions « historiques ». C'est en effet toute notre stratégie socialiste qui est en cause : quelle(s) révolution(s), pour quels objectifs. Après la chute du stalinisme, on a certes de sérieux motifs d'espérer que les révolutions à venir ne seront plus détournées et obscurcies par des appareils bureaucratiques surpuissants se réclamant indûment du socialisme. Et que l'on ne sera donc plus confronté, ou alors beaucoup plus difficilement ou marginalement, à cette fâcheuse inclination de certains marxistes révolutionnaires à identifier les processus révolutionnaires à leurs directions petites-bourgeoises ou bureaucratiques. Mais il reste que pour élaborer un nouveau programme pour le nouveau cycle historique, les trotskystes ou post-trotskystes, quels qu'ils soient, ont dès à présent besoin de tirer des leçons des erreurs du passé. Cela recouvre un certain nombre de domaines cruciaux, par exemple la

place de l'auto-organisation et de l'autodétermination dans un processus révolutionnaire effectivement socialiste, la question de l'État et des formes de propriété et d'appropriation dans une transition au socialisme, ou encore la politique à suivre face à des directions non prolétariennes ni socialistes : chavisme au Venezuela, zapatisme au Mexique, PT au Brésil [7], etc., sans parler bien sûr du castrisme.

UNE HISTOIRE

Une deuxième grande question que se pose et nous pose le travailleur ou le jeune qui commence à s'intéresser sérieusement à notre politique, est celle de savoir pourquoi le trotskysme, toutes tendances confondues, est demeuré si longtemps un courant aussi minoritaire, et pour l'essentiel le reste encore aujourd'hui (malgré les sondages pour Arlette Laguiller en France ou pour Luis Zamora en Argentine). L'auteur synthétise sa réponse à travers la formule-choc selon laquelle « l'histoire tumultueuse des trotskysmes tourne en somme autour d'une grande question : comment rester "révolutionnaire sans révolution" » (pages 9-10). Là encore, il s'appuie sur une base réelle, plus exactement sur un élément de la réalité. Le dernier terme, « sans révolution », doit pourtant être précisé ou corrigé : sans révolutions ou processus révolutionnaires porteurs d'une dynamique socialiste, sauf exceptions limitées dans l'espace et dans le temps (Espagne 1936, Bolivie 1953, Hongrie 1956...). On l'a vu, les révolutions anti-impérialistes et même anti-capitalistes – Yougoslavie, Chine, Cuba, etc. – n'ont en effet pas manqué, mais elles sont restées enfermées dans le carcan bureaucra-

tique que le stalinisme avait imposé, depuis les années vingt, au mouvement international des travailleurs et des opprimés.

Un grand point faible du livre de Daniel Bensaïd est, justement, son surprenant oubli de ces quelques tentatives révolutionnaires du « court XX^e siècle » qui ont été marquées par des traits authentiquement socialistes, et dans lesquelles des organisations trotskystes, ou l'ayant été, ont souvent joué un rôle non négligeable (POUM en Espagne, POR en Bolivie, groupe La Lutte au Vietnam...). Serait-ce parce qu'elles ne cadrent pas avec la thèse générale de l'absence de révolution ? Mais ces exceptions à la règle mériteraient d'autant plus d'être étudiées et en tout cas – dans les limites de signes d'un « Que sais-je ? » – au moins mentionnées en quelques lignes. On n'ose imaginer qu'une telle absence soit motivée par le fait que ces expériences puissent infirmer la thèse centrale de la césure historique entre mauvais fidèles et bons infidèles... Quoiqu'il en soit, on peut en profiter pour rappeler rapidement certains faits.

En Espagne années trente. L'essentiel du noyau dirigeant du POUM, constitué autour d'Andreu Nin, dirigeant de grande expérience et tradition, provenait de l'organisation espagnole membre du Mouvement pour la Quatrième Internationale. Trotsky et les trotskystes ont forcé la rupture avec Nin, lui organisant au passage une (petite) fraction secrète, bien avant l'entrée du POUM dans le gouvernement de front populaire de Catalogne, événement qui est traditionnellement utilisé par l'historiographie trotskyste comme démonstration a posteriori de la nécessité de cette rupture. Le motif en était que la direction Nin... refusait de suivre la tac-

tique préconisée par Trotsky de l'entrisme dans la social-démocratie !

On peut ajouter ici que l'autre organisation de plus fort poids et tradition qui était alors membre du Mouvement pour la Quatrième Internationale, le RSAP hollandais de Henk Sneevliet, s'est éloignée peu après (tout comme Victor Serge), effarée par ces méthodes sectaires. Ces dernières n'ont donc nullement été inaugurées par des héritiers « sans mode d'emploi », elles ont été consubstantielles au trotskysme de l'époque de Trotsky, et la Quatrième Internationale en a été imprégnée dès sa naissance. Daniel Bensaïd concède (sans plus de détails) que Trotsky a écrit des « textes (empreints de brutalité envers ses proches comme Andreu Nin ou Victor Serge » et que « ces polémiques excessives ont parfois donné le ton des débats ultérieurs et nourri la tendance des mouvements trotskystes à se déchirer sur des procès d'intention » (page 35). Pas seulement d'ailleurs sur des procès d'intention, également sur des problèmes bien réels, mais qui ne justifiaient pas pour autant de tels déchirements. Puis il explique longuement ce qui, dans l'environnement dramatique de l'époque, permet « de comprendre ces mauvais plis sans pour autant les justifier ». Cependant, il ne tient aucun compte de cette « tradition » quand, par la suite, il aborde l'histoire des ruptures dans la Quatrième Internationale.

n Vietnam années quarante. L'organisation trotskyste dirigée par Ta Thu-Thau, qui avait conquis un poids important dans le sud du pays, au point de gagner dans le cadre d'une coalition les élections à la mairie de Saïgon, et qui s'était trouvée à l'avant-garde de la lutte contre l'occupant japonais puis contre le retour

du colonisateur français, a été liquidée physiquement par la guérilla stalinienne de Ho Chi-Minh en alliance avec l'impérialisme français. Ce qui n'a pas empêché des infidèles critiques de manifester rituellement pendant plusieurs années, à l'époque de leurs emballements gauchistes, aux cris de « Ho, Ho, Ho Chi-Minh » preuve manifeste d'une ouverture d'esprit non sectaire !

n Bolivie, années cinquante. Dès 1946, le congrès des mineurs de Pucallpa avait adopté le « Programme de revendications transitoires » (allant de l'échelle mobile des salaires et des heures de travail jusqu'au contrôle ouvrier des mines et à l'armement du prolétariat) proposé par les trotskystes du POR, contre les staliens et le MNR (le grand mouvement nationaliste bourgeois de l'époque). Le POR disposait d'une influence de masse, qui lui avait notamment permis d'obtenir 5 députés et 1 sénateur bien que 90 % de la population ne sachant pas lire (donc l'immense majorité des classes ouvrière et paysanne) était privée du droit de vote. Lorsque Paz Estenssoro, le candidat du MNR, gagna les élections présidentielles de 1951, l'armée répondit par un coup d'État instaurant une dictature féroce. En avril 1952, le soulèvement armé des ouvriers et de la population de La Paz, ainsi que des mineurs d'Oruro, écrasa la dictature et détruisit l'armée. Alors que Paz Estenssoro s'installait à la présidence, un double pouvoir était exercé par 100 000 travailleurs en armes et par la COB, la centrale syndicale qui venait de se former. Parce qu'elle considérait que le MNR était « progressiste » et « anti-impérialiste », la direction majoritaire de la Quatrième Internationale donna au POR instruction de s'allier avec le MNR et de soutenir son gou-

vernement « contre la réaction ». Elle provoqua ainsi l'éclatement du POR entre le groupe dirigé par Gonzalez Moscoso qui s'est aligné sur les positions de la direction majoritaire et celui de Guillermo Lora qui les a rejetées. Le gouvernement 100 % bourgeois du MNR parvint à résorber la situation révolutionnaire au bout de quelques années.

Les autres expériences à travers lesquelles des organisations trotskystes se sont développées au point de gagner une certaine influence de masse, mais cette fois sans se retrouver au cœur de processus révolutionnaires, sont l'objet du même oubli. C'est le cas de partis « infidèles critiques », comme le LSSP de Ceylan dans les années cinquante-60 et le PRT mexicain dans les années quatre-vingt, qui ont tous deux été gangrenés par l'opportunisme au point de s'adapter complètement à des forces réformistes et à l'État bourgeois (à l'exception de tendances minoritaires qui ont résisté vaillamment). C'est aussi le cas du MAS en Argentine dans les années quatre-vingt, cette fois-ci un présumé « bigot », qui a éclaté et s'est divisé en plusieurs organisations, comme conséquence de sérieuses erreurs d'analyse et d'orientation (plutôt de type gauchiste) ainsi que de méthode interne (de type sectaire). Comme pour les expériences révolutionnaires citées précédemment, on aurait parfaitement compris qu'un ouvrage aussi synthétique ne consacre pas de grands développements au LSSP, au PRT mexicain et au « vieux MAS ». Mais de là à ne pas même les mentionner...

ET MAINTENANT ?

Daniel Bensaïd conclut ainsi son ouvrage : « L'effondrement du "socialis-

me réellement existant” a libéré la nouvelle génération d’anti-modèles qui tétanisaient l’imaginaire et compromettaient l’idée même du communisme. Mais l’alternative à la barbarie du Capital ne se dessinera pas sans un bilan sérieux du siècle terrible qui s’est achevé. En ce sens au moins, un certain trotskysme, ou un certain esprit des trotskysmes, n’est pas dépassé. Son héritage sans mode d’emploi est sans doute insuffisant, mais non moins nécessaire pour défaire l’amalgame entre stalinisme et communisme, libérer les vivants du poids des morts, et tourner la page des désillusions. » (page 124).

Sans doute. Mais un tel bilan sérieux devrait aussi être tiré par chaque composante du trotskysme au regard de son intervention dans les luttes sociales et politiques de ce siècle – et peut-être faudrait-il d’ailleurs commencer par là. Cela impliquerait, dans toute la mesure du possible, de rechercher une certaine distance critique par rapport à sa propre histoire, et dans tous les cas d’abandonner les prétentions auto-proclamatoires. D’autant que – c’est une évidence – toutes ces composantes ont échoué dans leurs tentatives d’offrir au mouvement international des travailleurs et des opprimés une alternative programmatique, politique et d’organisation (mandélistes comme lambertistes, morénistes, healystes, cliffistes, etc. – seul le caractère du texte qui nous est présenté justifiant l’accent placé sur la première d’entre elles).

La manifestation la plus claire de ce qu’« un certain trotskysme n’est pas dépassé » est donnée par le fait que les formidables déséquilibres du système de domination capitaliste-impérialiste, et la résurgence qu’ils stimulent des luttes et d’une radicalité anti-

capitaliste, placent les différents secteurs trotskystes ou post-trotskystes dans une situation et devant des responsabilités dans les luttes qui sont, à une telle échelle, inédites. La situation française en est une illustration, tout comme celle de l’Argentine où les différentes organisations se réclamant ou issues du trotskysme (PO, MST, PTS, MAS, A et L, etc.) sont quasiment les seules à développer les mobilisations et assemblées populaires, et même à y être admises par les masses.

Il n’y aura pas de « réunification du mouvement trotskyste » ni « de la Quatrième Internationale », non à cause d’oppositions absolument définitives et insurmontables entre les différents « trotskysmes », mais parce que les programmes, projets et réalités qu’ils ont incarnés et portés ont correspondu à une époque historique qui est maintenant révolue. Les regroupements indispensables se feront dans un autre cadre, et aussi avec des courants d’autres origines, à partir des processus qui commencent à se développer dans cette nouvelle phase de la lutte de classes et en fonction des problèmes politiques, nouveaux ou bien anciens mais posés sous des formes nouvelles, auxquels ils exigeront de répondre. C’est d’ailleurs au service de cet objectif que les discussions sur le passé présentent véritablement un intérêt.

Car la tâche historique que tous « les trotskysmes » s’étaient fixés, à savoir doter le mouvement international des travailleurs et des opprimés d’un programme et d’une Internationale révolutionnaires, reste quant à elle entièrement posée. Comme restent bien présents et agissants les militants et les organisations formés dans le moule trotskyste. Il est donc essentiel qu’ils tentent sinon de

s’unir, objectif apparaissant pour l’instant assez peu réaliste, du moins de s’élever au-dessus des traditionnelles oppositions et querelles boutiquières. Le Secrétariat Unifié et la LCR, qui ont eu le mérite, à partir de 1985 (après que le SWP étasunien ait rompu avec eux), d’abandonner progressivement les méthodes traditionnelles de centralisme autoritaire et d’exclusion, et qui ont y compris démontré une capacité à intégrer des secteurs issus d’autres traditions, trotskystes et non trotskystes, devraient pouvoir y contribuer.

Notes

[1] Interview de Daniel Bensaïd par Laurent Mauduit, *Le Monde des Livres* (supplément au *Monde*), 8 mars 2002.

[2] Comme c’est le cas pour moi. Je dois signaler aussi ce qui, outre des échanges à l’intérieur de Carré Rouge, pourrait déterminer dans cette critique également une part de subjectivité. J’ai été pendant vingt ans membre du courant dit « moréniste » (Fraction bolchevique dans le Secrétariat Unifié, puis Ligue Internationale des Travailleurs), dont la composante française était née comme tendance au sein de la LCR au cours des années soixante-dix. Ce groupe (LST à partir de 1981) s’est unifié en 1997 avec Voix des Travailleurs, formée par les militants exclus un peu plus tôt de LO, avant que l’ensemble des membres de VdT n’intègrent – et donc, pour certains d’entre nous, ne réintègrent – la LCR en 2000.

[3] Que l’on peut appeler le courant pablo-mandéliste (du nom de ses deux principaux inspirateurs, Michel Pablo et Ernest Mandel) en suivant la typologie en « ismes » que Daniel Bensaïd emploie parfois (lambertisme pour le courant trotskyste dirigé par Pierre Lambert et morénisme pour celui fondé par Nahuel Moreno). La continuité du pablo-

mandélisme s'exprime à travers le plus important des regroupements qui s'auto-désignent actuellement comme « la Quatrième Internationale », regroupement connu dans le mouvement trotskyste sous le nom de Secrétariat Unifié (SU) et dont l'organisation la plus importante, politiquement et numériquement, est la LCR française.

[4] Voir « URSS, stalinisme et trotskysme : le présent aide à mieux comprendre le passé », J.-Ph. Divès, dans Carré Rouge n° 14, mai 2000.

[5] « L'État ouvrier, Thermidor et bonapartisme », 1er février 1935, Œuvres tome v, ILT/EDI, pages 72-73.

[6] Ces événements sont analysés (et documentés) dans un chapitre de « Eléments pour un bilan de la LIT et du morénisme », JPhD, Les Cahiers de Cours Nouveau n° 1, juin 2000.

(7) Voir sur ce point « Budget participatif : réalités et théorisations d'une expérience réformiste », JPhD, dans Carré Rouge n° 20, janvier 2002.

Nous publions ci-dessous un article passionnant dont les propos sont d'une étonnante actualité. Il a été écrit en mai 1949 par Albert Einstein pour le n° 1 de la revue américaine Monthly Review, qui venait d'être fondée à New York par des intellectuels progressistes, avec les économistes Paul Sweezy et Harry Magdoff comme rédacteurs en chef. L'article a souvent été cité par bribes, mais il est resté presque totalement inconnu du public auquel il continuait de s'adresser. Monthly Review, dont la rédactrice en chef est aujourd'hui l'historienne Ellen Meiksins Woods, l'a republié en mai 1998. L'article a été traduit en français par le groupe Cinquième Zone, qui nous a permis d'utiliser leur traduction. Nous les en remercions vivement. Les intertitres introduits pour faciliter la lecture sont de Carré Rouge.

Pourquoi le socialisme ?

par Albert Einstein

Est-il avisé pour quelqu'un qui n'est pas un expert en économie et questions sociales, d'exprimer ses vues sur le sujet du socialisme ? En fait, je crois que oui, pour un certain nombre de raisons.

L'HISTOIRE ET
LA SOCIÉTÉ EXIGENT
DES APPROCHES
MÉTHODOLOGIQUES
PARTICULIÈRES

Considérons d'abord la question du point de vue du savoir scientifique. On pourrait penser qu'il n'y a pas de différences méthodologiques essen-

tielles entre l'astronomie et l'économie : les hommes de science œuvrant dans ces deux matières essaient de découvrir des lois relativement générales pour un ensemble limité de phénomènes de façon à rendre le lien entre ces phénomènes aussi intelligible que possible. Mais en réalité de telles différences méthodologiques existent. La découverte de lois générales dans le domaine de l'économie est rendue difficile par le fait que les phénomènes économiques observés sont souvent influencés par plusieurs paramètres difficiles à évaluer séparément. En plus, l'expérience qui s'est accumulée depuis le début de cette période dite civilisée de l'histoire humaine a -

c'est bien connu - été largement affectée et contrainte par des éléments qui, en aucun cas, ne sont seulement de nature économique. Par exemple, la plupart des étapes les plus importantes de l'histoire doivent leur existence à la conquête de territoires. Les peuples conquérants se sont établis en tant que classe privilégiée du pays conquis, par le biais de la loi et de l'économie. Ils se sont attribué le monopole de la propriété de la terre et ont nommé le clergé dans leurs propres rangs. Les prêtres, titulaires du contrôle de l'éducation, ont fait de la division de la société en classes une institution permanente et créé un système de valeurs qui a guidé le comportement social du peuple, sans que ce dernier en ait vraiment conscience.

Mais la tradition historique est encore, si l'on peut dire, celle d'hier. Nous n'avons nulle part surmonté ce que Thornstein Veblen a appelé « la phase de prédation » du développement humain. Ces faits économiques observables relèvent de cette phase et même les lois que nous pouvons en tirer ne sont pas applicables à d'autres phases. Puisque le but réel du socialisme est précisément d'avoir raison de la phase de prédation du développement humain et d'avancer au-delà, la science économique dans son état actuel ne peut fournir qu'un léger éclairage sur la société socialiste du futur.

Deuxièmement, la finalité du socialisme est d'ordre social-éthique. La science, en revanche, ne peut créer des finalités et, encore moins, les inoculer dans les êtres humains ; la science peut, tout au plus, fournir les moyens par lesquels atteindre certaines finalités. Mais ces finalités elles-mêmes sont conçues par des personnalités ayant des idéaux éthiques nobles et (si ces finalités ne

sont pas mort-nées mais vigoureuses et pleines de vie) alors elles sont adoptées et développées par tous ces êtres humains qui, à moitié inconsciemment, déterminent la lente évolution de la société.

Pour ces raisons, nous devrions être sur nos gardes et ne pas surestimer la science et les méthodes scientifiques quand il est question de problèmes humains ; et nous ne devrions pas supposer que les experts sont les seuls à avoir le droit de s'exprimer sur des questions relevant de l'organisation de la société.

Depuis quelque temps maintenant, de nombreuses voix soutiennent que la société humaine traverse une crise et que sa stabilité a dangereusement volé en éclats. La caractéristique d'une telle situation est que les individus se sentent indifférents ou même hostiles envers le groupe, petit ou grand, auquel ils appartiennent. Pour illustrer mon propos, laissez-moi raconter une expérience personnelle. J'ai récemment discuté, avec un homme intelligent et bien intentionné, de la menace d'une nouvelle guerre qui, à mon avis, mettrait sérieusement en péril l'existence de l'humanité ; j'ai fait la remarque que seule une organisation supranationale pourrait fournir une protection contre un tel danger. Là-dessus, mon visiteur, très calme et paisible, m'a dit : « Pourquoi êtes-vous si profondément opposé à la disparition de la race humaine ? ».

Je suis sûr qu'il y a à peine un siècle, personne n'aurait fait une telle déclaration avec autant de légèreté. C'est la déclaration d'un homme qui s'est efforcé en vain d'atteindre un équilibre intérieur et qui a plus ou moins perdu l'espoir d'y parvenir. C'est l'expression de l'isolement, d'une solitude douloureuse, dont tant de gens souffrent ces jours-ci. Quelle en est

la cause ? Y a-t-il une issue ?

Il est facile de soulever de telles questions, mais difficile d'y répondre avec un tant soit peu d'assurance. Je dois essayer, cependant, autant que je le peux, bien que je sois parfaitement conscient du fait que nos sentiments et nos efforts sont souvent contradictoires et obscurs et qu'ils ne peuvent être exprimés avec des formules simples et naturelles.

L'HOMME DANS

SES DIMENSIONS

D'ETRE SOCIAL

L'homme est tout à la fois un être solitaire et un être social. En tant qu'être solitaire, il tente de protéger sa propre existence et celle de ceux qui sont les plus proches de lui, afin de satisfaire ses désirs personnels et de développer ses compétences innées. En tant qu'être social, il cherche à gagner la reconnaissance et l'affection de ses congénères, à partager leurs plaisirs, à les reconforter dans leurs chagrins et à améliorer leurs conditions de vie. Seule l'existence de ces efforts variés, fréquemment conflictuels rend compte du caractère particulier de l'homme. La conjonction spécifique de tous ces efforts détermine jusqu'à quel point un individu peut atteindre un équilibre intérieur et peut contribuer au bien-être de la société. Il est tout à fait possible que le poids relatif de ces deux tendances (être solitaire, être social) soit, en grande partie, déterminé par l'héritage. Mais, la personnalité qui finalement émerge est en grande partie façonnée par l'environnement dans lequel un homme se trouve plongé au cours de son développement, par la structure de la société dans laquelle il grandit, par les traditions de cette société et par l'ap-

préciation qu'a celle-ci des différents types de comportement. Le concept abstrait de « société » signifie pour l'être humain individuel la somme de ses relations directes et indirectes à ses contemporains et aussi aux générations qui l'ont précédé. L'individu est capable de penser, de sentir, de faire des efforts et de travailler par lui-même ; mais il dépend tellement de la société (pour son existence physique, intellectuelle et émotionnelle) qu'il est impossible de le penser ou de le comprendre en dehors du cadre de la société. C'est la « société » qui fournit à l'homme nourriture, vêtements, logement, outils de travail, langage, formes de pensée et l'essentiel du contenu de la pensée ; sa vie est rendue possible grâce au travail et aux réalisations de ces millions d'humains, du présent ou du passé qui se cachent derrière le petit mot « société ».

C'est pourquoi il est évident que la dépendance de l'individu vis-à-vis de la société est un état de la nature qui ne peut être aboli, tout comme dans le cas des fourmis et des abeilles. Cependant, tandis que le déroulement de la vie des fourmis et des abeilles est programmé jusque dans son plus petit détail par de rigides instincts héréditaires, le modèle social et les interrelations entre les êtres humains sont très variables et susceptibles de changer. La mémoire, la capacité à faire de nouvelles associations, le don de la communication orale ont rendu possible chez les êtres humains des développements qui ne sont pas dictés par des nécessités biologiques. De tels développements se manifestent dans les traditions, les institutions et les organisations, dans la littérature, dans les réalisations scientifiques et techniques, dans les travaux artistiques. Cela explique comment il se trouve

que, dans un certain sens, l'homme peut influencer sa vie grâce à sa conduite particulière et que, dans ce processus, la pensée consciente et la volonté peuvent jouer un rôle.

L'homme acquiert à la naissance, par hérédité, une constitution biologique que nous devons considérer comme figée et inaltérable, y compris les pulsions naturelles qui sont caractéristiques de l'espèce humaine. En plus, au cours de sa vie, il acquiert une constitution culturelle que lui fournit la société grâce à la communication et à beaucoup d'autres types d'influences. C'est cette constitution culturelle qui, avec le temps, est susceptible de changer et qui détermine en grande partie la relation entre l'individu et la société. L'anthropologie moderne nous a enseigné, au travers de l'étude comparative des cultures dites primitives, que le comportement social des êtres humains peut être très différent selon les modèles culturels et les types d'organisation qui prévalent dans la société. C'est sur ce constat que ceux qui concentrent leurs efforts sur l'amélioration de la condition humaine peuvent fonder leurs espoirs : les êtres humains ne sont pas condamnés, du fait de leur constitution biologique, à s'anéantir entre eux ou à se retrouver à la merci d'un destin cruel qu'ils s'infligeraient à eux-mêmes.

Si nous nous demandons comment la structure de la société et l'attitude de l'homme devraient être modifiées pour rendre la vie humaine aussi satisfaisante que possible, nous devrions constamment rester conscients du fait qu'il y a certains paramètres que nous sommes incapables de modifier. Comme il est dit plus haut, la nature biologique de l'homme n'est pratiquement pas sujette au changement. En outre, les développements technologiques et

démographiques des tout derniers siècles ont créé des conditions qui sont là pour durer. Avec les concentrations de populations relativement denses, avec les marchandises indispensables à leur perpétuation, une division extrême du travail et un appareil de production fortement centralisé sont absolument nécessaires. Ce temps où des individus ou des groupes relativement petits pouvaient être complètement auto suffisants, ce temps qui, si on regarde en arrière, paraît si idyllique, eh bien, ce temps a disparu à jamais. Il est à peine exagéré de dire que l'humanité constitue dès maintenant une communauté planétaire de production et de consommation.

LE FOND DE LA CRISE DE NOTRE TEMPS

J'ai maintenant atteint le point où je peux indiquer ce qui pour moi constitue le fond de la crise de notre temps. Cela se rapporte à la relation de l'individu à la société. L'individu est devenu plus que jamais conscient de sa dépendance vis-à-vis de la société. Mais il ne vit pas cette dépendance comme un atout, comme un lien organique, comme une force protectrice mais plutôt comme une menace à ses droits naturels, ou même à son existence économique. En outre, sa position dans la société est telle que les pulsions égotistes de son caractère sont constamment cultivées tandis que ses pulsions sociales, qui sont par nature plus faibles, se détériorent progressivement. Tous les êtres humains, quelle que soit leur position dans la société, souffrent de ce processus de détérioration. Prisonniers sans le savoir de leur propre égotisme, ils se sentent dans l'insécurité, seuls et privés des joies naïves,

simples et sans sophistication de la vie. L'homme ne peut trouver un sens à la vie, si courte et périlleuse soit-elle, qu'en se dévouant à la société.

L'anarchie économique de la société capitaliste, telle qu'elle existe aujourd'hui, est, à mon sens, la source réelle du mal. Nous avons devant nous une grande communauté de producteurs dont les membres s'efforcent sans cesse de se priver les uns les autres du fruit de leur travail collectif, non pas par la force, mais tout simplement en se conformant fidèlement aux règles établies par la loi. De ce fait, il est important de se rendre compte que les moyens de production (c'est-à-dire l'intégralité de la capacité de production nécessaire pour produire à la fois les biens de consommation et les moyens de production additionnels) peuvent être légalement la propriété privée d'individus, et ils le sont dans leur grande majorité.

Pour faire simple et bien que cela ne corresponde pas tout à fait à l'usage commun du terme, j'appellerai « travailleurs », dans la discussion qui suit, tous ceux qui n'ont pas leur part dans la propriété des moyens de production. Le propriétaire des moyens de production est dans la position d'acheter la force de travail des travailleurs. C'est en utilisant ces moyens de production que le travailleur produit de nouvelles marchandises qui deviennent la propriété du capitaliste. L'élément essentiel dans ce processus est la relation entre ce que le travailleur produit et ce qu'il est payé, tous deux mesurés en terme de valeur réelle. Dans la mesure où le contrat de travail est « libre », ce que le travailleur reçoit est déterminé, non pas par la valeur réelle des marchandises qu'il produit, mais par ses besoins minimum

et par les besoins des capitalistes en force de travail en liaison avec le nombre de travailleurs disponibles sur le marché. Il est donc important de comprendre que, même en théorie, la paie du travailleur n'est pas déterminée par la valeur de ce qu'il produit.

LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE CAPITALISTE ET SES CONSÉQUENCES

Le capital privé tend à se concentrer entre quelques mains, en partie à cause de la compétition entre capitalistes et en partie parce que le développement technologique et la division croissante du travail encouragent la formation d'unités de production plus grandes au détriment des plus petites. Le résultat de ces développements est une oligarchie de capital privé dont le pouvoir exorbitant ne peut effectivement pas être contrôlé même par une société dont le système politique est démocratique. Cela est d'autant plus vrai que les membres des corps législatifs sont choisis par des partis politiques largement financés et influencés d'une manière ou d'une autre par des capitalistes privés qui, en pratique, éloignent les électeurs du corps législatif. En conséquence, les représentants du peuple ne protègent pas suffisamment, dans les faits, les intérêts des secteurs les moins privilégiés de la population. En plus, dans les conditions existantes, des capitalistes privés contrôlent inévitablement, d'une manière directe ou indirecte, les principales sources d'information (presse, radio, éducation). Il est alors extrêmement difficile et même, dans la plupart des cas, tout à fait impossible pour le citoyen individuel de

parvenir à des conclusions objectives et de faire un usage intelligent de ses droits politiques.

La situation qui prévaut dans une économie fondée sur la propriété privée du capital est ainsi caractérisée par deux principes essentiels : premièrement, les moyens de production (le capital) sont propriété privée et leurs propriétaires en disposent comme bon leur semble ; deuxièmement, le contrat de travail est libre. Bien sûr, une société capitaliste « pure », cela n'existe pas. En particulier, on doit noter que les travailleurs, au travers de leurs luttes politiques longues et âpres, ont réussi à imposer une forme quelque peu améliorée du « contrat de travail libre » pour certaines catégories de travailleurs. Mais, pris dans son ensemble, l'économie contemporaine ne se distingue pas beaucoup du capitalisme « pur ».

La production est réalisée pour le profit, pas pour son utilité. Il n'y a aucune assurance que ceux qui sont capables et désireux de travailler seront toujours en position de trouver du travail ; il existe presque toujours « une armée de chômeurs ». Le travailleur craint en permanence de perdre son emploi. Comme les travailleurs sans emploi ou faiblement payés ne constituent pas un marché lucratif, la production de biens de consommation s'en trouve réduite et il en résulte de grandes difficultés. Il est fréquent que le progrès technologique conduise à plus de chômage plutôt qu'à un allègement pour tous de la charge de travail. La soif du profit, ajoutée à la concurrence que se livrent les capitalistes, est responsable de l'instabilité dans l'accumulation et l'utilisation du capital qui conduit à des dépressions de plus en plus graves. La compétition sans limites génère un énorme gaspillage

de travail et cette paralysie de la conscience sociale des individus que j'ai mentionnée plus haut.

Je considère la paralysie des individus comme la pire malfeasance du capitalisme. Notre système éducatif tout entier souffre de ce mal. Une attitude exagérée de compétition est inculquée à l'étudiant qui, en guise de préparation à sa carrière future, est formé à vouer un culte à sa réussite dans l'âpreté au gain.

L'ÉCONOMIE PLANIFIÉE

N'EST PAS ENCORE

LE SOCIALISME

Je suis convaincu qu'il n'y a qu'une seule façon d'éliminer ces maux dangereux, à savoir par la mise en place d'une économie socialiste, accompagnée d'un système éducatif tourné vers des objectifs sociaux. Dans une telle économie, les moyens de production sont possédés par la société elle-même et sont utilisés selon un mode planifié. Une économie planifiée qui ajuste la production aux besoins de la communauté, distribuerait le travail à faire entre ceux qui sont capables de travailler et garantirait des moyens d'existence à chaque homme, femme et enfant. Outre la promotion de ses capacités innées propres, l'éducation de l'individu tenterait de développer en lui le sens de la responsabilité pour ses congénères plutôt que la glorification du pouvoir et de la réussite qui prévaut dans la société présente.

Néanmoins, il faut garder à l'esprit qu'une économie planifiée n'est pas encore le socialisme. Une économie planifiée en tant que telle peut être assortie d'un asservissement total de l'individu. La réalisation du socialisme requiert la résolution de

quelques problèmes socio-politiques extrêmement difficiles : comment est-il possible, eu égard à la centralisation de grande envergure du pouvoir politique et économique, d'empêcher la bureaucratie de devenir toute puissante et présomptueuse ? Comment assurer les droits des contre-pouvoirs au pouvoir de la bureaucratie ?

Exprimer clairement les objectifs et les problèmes du socialisme est d'une très grande importance pour notre période de transition. Puisque, dans les circonstances présentes, la discussion libre et sans obstacles de ces problèmes est frappée d'un tabou puissant, je considère que la création du présent magazine est un service public important.

Marcel Bleibtreu

(1918 - 2001)

Marcel Bleibtreu nous a quitté le 25 décembre à l'âge de 83 ans.

Je n'ai appris la nouvelle qu'en janvier, après les vacances, et n'ai malheureusement pu lui rendre un dernier hommage.

Je ne l'ai connu que très tard. J'avais en revanche connu Jacques, son fils, à l'époque des C.A. enfiévrés de la F.G.E.L. (unef Sorbonne) qui annonçaient mai 68, rythmés par les interventions, qui subjuguèrent l'auditoire, d'orateurs comme le regretté Claude Chisserey, Rousset, Péninou, Kravetz et autres ; on se retrouvait aussi dans les S.O. qui allaient prêter main forte aux copains d'Assas, confrontés quotidiennement à Madelin et à ses nazillons, comme le 3 mai 1968, lorsque nous les attendions dans la cour de la Sorbonne avant d'être emmenés par les flics. Vous connaissez la suite.

Je n'ai connu Marcel que dans les années 80-90, d'abord lors des réunions des groupes «Le Marxisme Aujourd'hui» puis lors de la création de Carré rouge. Où aurais-je pu le connaître sinon dans ce type d'initiative dont le but était, après l'effondrement du stalinisme et le départ en nombre de militants d'organisations telles que la mienne, le PCI, d'ouvrir enfin largement, sans entrave ni tabou d'aucune sorte, le débat sur le bilan et les perspectives pour tous ceux qui, plus que jamais, voulaient en finir avec la barbarie capitaliste.

Cet homme, ce camarade, qui de 1946 à 1954 fut l'un des principaux dirigeants du PCI alors section de la 4^e internationale, rédacteur en chef de La Vérité, hebdomadaire du PCI, fut également le leader théorique du combat contre le «pablisme» qui aboutit à la scission historique de 1952-1953.

Après son départ du PCI en 1956 pour rejoindre la Nouvelle Gauche, il sera partie prenante de nombreuses initiatives tendant à regrouper, à organiser sur de nouvelles bases, sans jamais rien abdiquer de ses convictions révolutionnaires. Certains jugeront ces initiatives plus ou moins heureuses, mais là n'est pas la question ; il avait le souci constant d'un véritable dialogue entre ceux qui prétendaient mener la lutte révolutionnaire, contre la mise au pas des consciences imposée dans le sang par le stalinisme, contre toutes les formes de caporalisation existant dans les organisations troskystes entre autres.

Son enthousiasme, sa fougue, son optimisme d'octogénaire étaient un remède de cheval contre le doute. Son éloquence, son érudition, la clarté de ses raisonnements en faisaient un pédagogue hors pair qu'on ne se lassait pas d'écouter. Sa gentillesse et sa disponibilité forçaient le respect car malgré son passé et sa personnalité, il n'était pas du genre à avoir la grosse tête, bien au contraire.

Je me rappelle ses diatribes enflammées contre l'impérialisme américain après l'attaque contre l'Irak, ou lors de la première Intifada. Ce qu'il développait à ce propos est quotidiennement confirmé aujourd'hui, dans un contexte à peine imaginable quelques années avant. Sa vision du Big Brother était totalement prémonitrice.

Souvenons-nous aussi que nous lui devons le titre et le logo de notre revue Carré rouge, alors que j'ignorais même qui était Malevitch et encore plus son « carré rouge ».

François nous rappelait aussi qu'en mars 95 il nous avait informés que pour la première fois, parallèlement

au sommet des 7, allait se tenir une réunion de celles qui, année après année, allaient donner naissance à Seattle, Gênes et Barcelone. Il avait alors plaidé pour souligner l'importance de la participation à une telle réunion.

Puis il a cessé de venir aux réunions de Carré rouge à partir d'une discussion sur un article que la rédaction lui proposait de reporter au numéro suivant, me semble-il. Il ne l'a pas accepté. J'ai essayé de dissiper le malaise en lui téléphonant à plusieurs reprises, mais il avait été blessé et il estimait qu'il n'avait pas à faire le premier pas. Puis peu à peu, les relations se sont espacées ; je me disais qu'il fallait se revoir, mais la négligence aidant, cela ne s'est malheureusement pas fait, et je m'en veux beaucoup aujourd'hui alors qu'il est trop tard.

Il travaillait à un livre autobiographique ; nous en avons discuté, mais je n'en sais pas plus. Pourvu que l'on puisse le publier s'il l'a terminé ! C'est mon vœu le plus ardent.

Marcel, avec toute l'affection, le respect et l'admiration que je te portais, je te salue, nous te saluons, Carré rouge te salue.

Une contribution plus complète sur le camarade Bleibtreu paraîtra prochainement dans Carré rouge.

domaines : retraites, privatisations, sécurité, réforme de l'État, baisse des coûts salariaux, réforme de la sécurité sociale, « assouplissement » de l'application des 35 heures (ce qui veut dire accentuer encore la flexibilité du travail), Lionel Jospin annonce qu'il prendra à bras-le-corps les grands dossiers désignés par l'organisation patronale. Il s'inspirera des solutions que le MEDEF a mises au point, le plus souvent au cours d'un « dialogue social responsable et constructif » avec les directions syndicales : la CFDT de Nicole Notat sur presque tous les dossiers, mais aussi, sur telle ou telle question, avec les dirigeants de la CGT ou de Force Ouvrière.

« Unis » ou « pluriels », flanqués ou non des Verts, le Parti socialiste et le PCF ont, depuis vingt ans, gouverné en « alternance » ou en « cohabitation » avec le RPR et l'UDF. Ils ont présidé, impulsé des contre-réformes capitalistes, des attaques anti-ouvrières. Ils sont même devenus plus efficaces, plus performants que le RPR, ou l'UDF... Le PS et le PCF ont fait le choix de l'ordre capitaliste et impérialiste et ont renoncé à tout projet de transformation sociale. Les résultats des sondages sur la perception de la campagne comme sur les intentions de vote montrent que la majorité des salariés le perçoivent. Il faut les aider à devenir complètement indépendants de ces partis.

Pour nous, voter Jospin, c'est voter MEDEF, c'est voter contre les salariés, contre la jeunesse. Nous ne voterons pas pour lui. Nous appelons les lecteurs et les lectrices de cette revue, de même que les militant(e)s et les citoyens et citoyennes que nous connaissons, à en faire autant. Nous donnons donc, à la différence des candidats d'extrême-gauche, à notre toute petite échelle, une

consigne de vote explicite pour le second tour. Une consigne de rupture politique consciente. Notre position est aux antipodes de l'irresponsabilité politique : c'est un acte raisonné, tout comme l'était pour nous le boycott des élections convoquées par de Gaulle en juin 1968 pour enterrer la grève générale.

Les élections présidentielles voient trois candidats d'extrême-gauche, représentant les trois principaux courants du trotskisme français, se présenter au premier tour. De très nombreux militants associatifs ou politiques, y compris des membres des trois organisations, regrettent qu'elles se présentent divisées et donc concurrentes, obligeant les salariés, les chômeurs et la jeunesse à prendre acte de leur rivalité. Mais puisque les trois candidats sont seuls à se réclamer dans ces élections de la défense des salariés, beaucoup de voix, peut-être 10 % des votants du premier tour, se porteront sur leur nom. Dans les sondages, Arlette Laguiller à elle seule est créditée officiellement de 8 % d'intentions de vote. De la part des salariés, des chômeurs et des jeunes, ce vote sera bien plus, ou plus exactement tout autre chose, qu'un « vote protestataire » ; ce sera un vote anti-capitaliste exprimant, avec des degrés de conscience divers, souvent élevés, une demande d'unité autour d'un programme de défense des salariés, des chômeurs et des jeunes.

Dans le temps qui leur reste encore pour mener leur campagne, les trois candidats peuvent utiliser leur temps de parole et leurs interventions à la radio et à la télévision pour exprimer avec plus de force, au besoin avec rage, les colères, les souffrances et les aspirations des exploités et des dominés qu'ils rencontrent dans les

piquets de grève et les réunions dans les quartiers ouvriers. Ils aideront ainsi ceux-ci à préparer la résistance contre le vainqueur d'une élection politiquement sponsorisée par le patronat. Ils seront entendus et recueilleront plus aisément encore les voix des salariés, des chômeurs et des jeunes. Ils ouvriront la voie à des mouvements sociaux et à des actions puissants, susceptibles de modifier, en jonction avec les processus comparables en Italie et ailleurs, les rapports politiques face au Medef et au gouvernement, quel qu'il soit.

Il ne fait pas de doute que les résultats en voix des candidats d'extrême-gauche contribueront à une reconfiguration politique au niveau des partis, dont on verra peut-être dans quelques semaines qu'elle s'apparentera à un séisme. Aussi bien Robert Hue que Noël Mamère sont en perte de vue. Ils savent d'ores et déjà que la somme des voix trotskistes va peut-être devancer celle des voix réunies par les débris de la « gauche plurielle ». Tout cela aura des effets dans la lutte des classes, sur le terrain « social ».

Enfin il y a un troisième élément de réponse à la question énoncée plus haut, qui peut être mise en œuvre tout de suite. C'est l'organisation de la discussion sur la convergence des luttes : discussion dans les syndicats qui combattent clairement contre le Medef et contre les gouvernements qui appliqueraient les mesures anti-ouvrières de régression sociale que celui-ci a préparées ; discussion dans les associations telles que Attac, comme dans toutes celles qui vont préparer les « convocations » du mouvement contre la mondialisation capitaliste, à commencer par le Forum Social européen dont les organisations du Genoa Social Forum vont assurer l'organisation en Italie à

la fin de l'année ; discussion enfin dans, et si possible entre, les organisations et les courants politiques. Carré Rouge va mettre en discussion les initiatives nouvelles qu'à notre niveau, qui est seulement celui d'une revue, il serait possible de prendre en commun avec d'autres.

Les militants politiques, syndicaux et associatifs œuvrant en France, tous ceux qui ont très longtemps considéré qu'ils appartenaient à ce qu'ils appelaient familièrement « la gauche », ont manifestement beaucoup à apprendre de l'Italie.

En toute humilité, en tant que Comité de rédaction de Carré Rouge, nous reconnaissons que les militants politiques, syndicaux et associatifs italiens nous ont réservé surprise sur surprise, donné leçon sur leçon. Il y a d'abord eu Gênes, avec cette présence massive, lors de la manifestation du samedi en particulier, de syndicats, de militants syndicaux et de jeunes ouvriers. Puis en novembre et décembre, il y a eu des manifestations massives contre la guerre en Afghanistan et la politique des États-Unis, alors qu'en France les rares manifestations étaient désolantes. Aujourd'hui encore, sur la Palestine, la même comparaison s'impose. Enfin, il y eut, à partir d'une accumulation d'initiatives, de grèves, d'appels de professeurs d'université (à Florence) ou d'artistes, l'immense manifestation-meeting de Rome. Cette intense activité mérite d'être analysée avec soin et lucidité, et nous le ferons dans le prochain numéro de Carré rouge.

Dans la « prise de position » que nous publions dans les pages suivantes, il est dit que les salarié(e)s, les chômeurs et les jeunes n'ont en France aucun autre choix que chercher en eux-mêmes les éléments de résistance, comme en Argentine, et

d'ouvrir ainsi la voie vers de nouvelles formes d'organisation économiques, politiques et sociales. On trouvera donc dans ce numéro de Carré Rouge de nouveaux matériaux pour nourrir la réflexion à partir des événements argentins.

Mais il faut parler de l'agression meurtrière en Palestine, dont l'ampleur et les conséquences destructrices des bases mêmes de la société palestinienne s'aggravent de jour en jour. L'agression est de façon immédiate celle de Sharon et des militaires israéliens couverts par le « travailliste » Shimon Pérès, prix Nobel de l'opportunisme et de la lâcheté politiques, sans l'appui duquel le gouvernement Sharon et sa politique de guerre totale ne pourraient pas exister. Mais l'agression est aussi, et tout autant, celle de l'impérialisme américain ainsi que de ses alliés en Europe, de la France comme des autres.

Les partis politiques et les confédérations syndicales sont en cause. L'Union européenne dispose de moyens de pression sur Israël. Elle est la première importatrice de produits israéliens. Il suffirait que les syndicats français appellent à l'organisation du boycott du commerce avec Israël. Il y a un accord d'association avec Israël. Chaque pays européen a signé de multiples accords bilatéraux avec ce pays. Il suffirait à la France de suspendre ceux qu'elle a signés tant que l'armée israélienne ne se retirera pas des territoires palestiniens. Au lieu de cela, les gouvernements de l'Union européenne se prêtent aux simulacres les plus humiliants dans une politique dont le contenu est le même que pour G.W. Bush et ses ministres : donner à Sharon le temps qu'il lui faut pour faire sa sale besogne. Ne nous méprenons

pas : ce sont des méthodes de guerre civile qui sont en train d'être utilisées en Palestine, sous les yeux attentifs de tous les policiers et militaires du monde. C'est un des paramètres de la situation politique mondiale, dans cet « après 11 septembre » dont nous parlons encore dans ce numéro, en l'étendant à l'actualité mondiale du combat pour la laïcité.